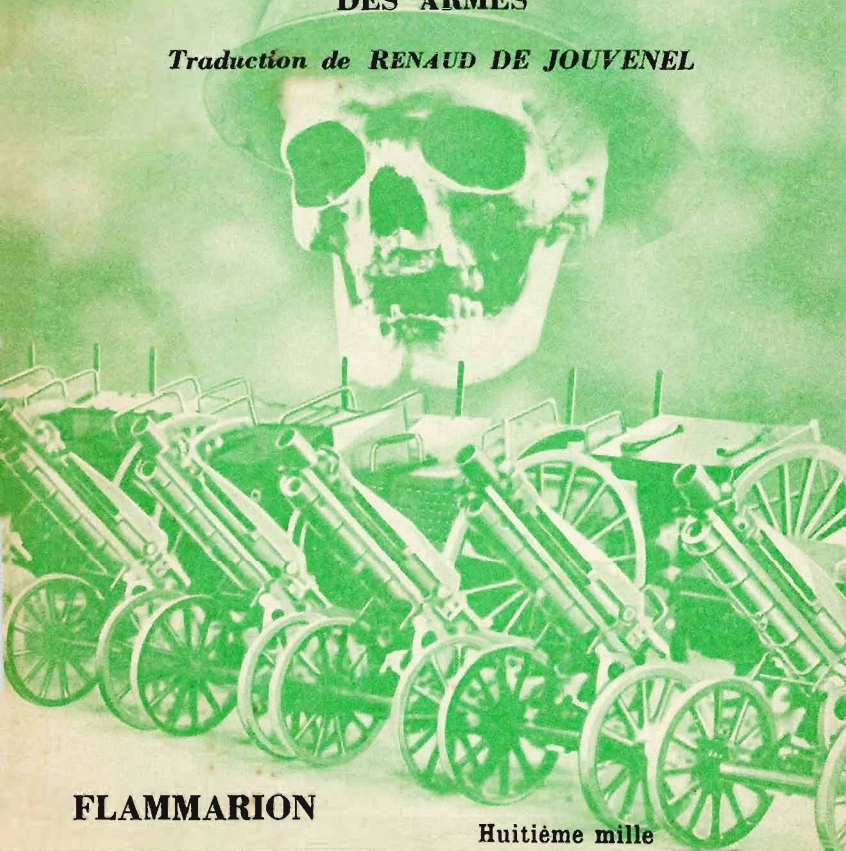
H. C. ENGELBRECHT et F. C. HANIGHEN

Marchands de mort

ESSAI SUR L'INDUSTRIE INTERNATIONALE DES ARMES

Traduction de RENAUD DE JOUVENEL



FLAMMARION

Huitième mille

Marchands de mort

Il a été tiré de cet ouvrage :
trente exemplaires sur papier alfa
numérotés de 1 à 30.

H. C. ENGELBRECHT
ET F. C. HANIGHEN

Marchands de mort

ESSAI
SUR L'INDUSTRIE INTERNATIONALE DES ARMES

Traduction de M. RENAUD DE JOUVENEL

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

Droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.

Marchands de mort

CHAPITRE PREMIER

COUP D'ŒIL SUR LES FABRICANTS D'ARMES

> Donner des armes à tous les hommes qui en offrent un prix honnête sans considération de personnes ou de principes : aux aristocrates et aux républicains, au nihiliste et au Tsar, au capitaliste et au socialiste, au protestant et au catholique, au voleur et au policier, au nègre, au blanc ou au jaune, de toutes sortes et de toutes conditions, de toutes nationalités, de toutes fois, pour toutes folies, toutes causes et tous crimes.
>
> (*Profession de foi d'*UNDERSHAFT, *le fabricant d'armes, dans « Major Barbara », de Bernard Shaw.*)

En 1930, le résultat des efforts des avocats du désarmement fut la signature d'un traité entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon. Bien qu'il fût loin d'aboutir au désarmement de ces puissances, il convenait pourtant d'une commune

politique de limitation et arrêtait ainsi, pour un temps, une coûteuse course aux armements navals. Le Président Hoover soumit ce traité au Sénat pour ratification. A ce moment, une organisation du nom de « Ligue Navale » entra en action. Elle éleva de vigoureuses objections contre le traité en prétendant qu'il « mettait la sécurité américaine en péril ». Toutefois, la Ligue ne réussit point à convaincre le Sénat et le traité fut ratifié.

La Ligue était-elle une réunion d'individus hostiles au désarmement et favorables au maintien d'une marine forte capable de garantir la sécurité des États-Unis et de ses citoyens ? D'aucuns pourraient attaquer ces conservateurs attachés à des idées réactionnaires, mais c'était là une politique patriotique reconnue, adoptée par beaucoup de citoyens qui n'étaient point en liaison avec la Ligue. Qu'était donc la Ligue Navale et qui se trouvait derrière elle ?

Le député Claude H. Tawner, dans un discours au Congrès de 1916, révéla le résultat de ses recherches sur la nature et le caractère de la Ligue. Il cita le journal officiel de la Ligue et montra que dix-huit particuliers et une société en étaient les fondateurs. La société était la *Midvale Steel Company* à laquelle le Gouvernement avait acheté pour 20 millions de dollars de tôles blindées pour ne parler de rien d'autre. Parmi les fondateurs, on trouvait Charles M. Schwab, Président de la *Bethléem Steel Corporation,* qui fabrique de la tôle blindée et autres matériaux de guerre ; J. P. Morgan, de la *United State Steel Corporation,*

appelé, le cas échéant, à bénéficier largement de commandes navales importantes ; le Colonel R. M. Thompson, de l'*International Nickel C°*, société intéressée au commerce du nickel, ce métal indispensable à la fabrication des obus ; et B. F. Tracy, ancien sous-secrétaire d'État à la Marine, devenu fondé de pouvoir de la *Carnegie Steel Company*. Plus de la moitié des fondateurs de cette Ligue énergique étaient des hommes dont les affaires auraient tiré profit de l'augmentation du budget naval. Donc les fabricants d'armes américains avaient utilisé la Ligue pour empêcher le désarmement naval.

En Europe, leurs collègues sont encore plus actifs. Hitler est maintenant devenu le symbole du retour au militarisme allemand. Même avant son arrivée au pouvoir, ses appuis financiers spéculaient sur son succès. Ceux-ci comprenaient évidemment des industriels allemands effrayés par le socialisme, le communisme et les syndicats ouvriers, des nationalistes souffrant des « insultes » du traité de Versailles, et une foule de mécontents. Mais sur la liste des bailleurs de fonds du mouvement hitlérien on trouve aussi les noms de deux capitalistes — von Arthaler et von Duschnitz — directeurs de la Skoda, la grande firme d'armements de la Tchécoslovaquie, voisine et ennemie de l'Allemagne.

C'est un phénomène courant aux Etats-Unis que des maisons soient liées les unes aux autres par leurs directeurs. On découvre le véritable propriétaire d'une industrie dans les endroits les plus

inattendus. Le même système prévaut en Europe : MM. von Arthaler et von Duschnitz représentent une firme contrôlée par une autre, à la tête de cet ensemble n'étant ni un Allemand ni un Tchèque, mais un Français : M. Eugène Schneider, président de la Société Schneider-Creusot, qui, depuis un siècle domine l'industrie des armes en France et qui, au moyen de ses filiales, contrôle aujourd'hui la plupart des fabriques d'armes importantes de l'Europe Centrale. Une partie des appuis financiers d'Hitler vient, donc, d'une société appartenant à l'un des principaux industriels et fabricants d'armes *français.*

Les marchands d'armes possèdent aussi des journaux et façonnent l'opinion publique. M. Schneider est plus que le président du Creusot. Il est l'âme d'une autre grande association, le *Comité des Forges.* Ce trust français de l'acier contrôle, par le truchement de l'un de ses associés, le *Temps* et le *Journal des Débats.* Ces deux puissants journaux mettent constamment leurs lecteurs au courant tantôt des dangers du désarmement et tantôt de la menace allemande. Ainsi, M. Schneider peut tirer deux ficelles, l'une reliée à Hitler et au militarisme allemand, l'autre à la presse française et au militarisme français.

Les marchands d'armes ont depuis longtemps fait de bonnes affaires en armant les ennemis présumés de leur propre pays. En Angleterre, on peut voir aujourd'hui, dans Bedford Park, un canon pris aux Allemands par les Anglais pendant la grande guerre. Il porte une marque d'origine an-

glaise, car il fut vendu à l'Allemagne avant la guerre par une maison anglaise. Des sociétés anglaises ont également cédé aux Turcs des mines qui causèrent la mort de marins britanniques dans les Dardanelles. Les exemples de ce commerce international des armes, avant la guerre, sont légion.

Ils ne manquent pas non plus aujourd'hui : récemment, le procès intenté à des ingénieurs britanniques, en U. R. S. S., amena au jour le nom de Vickers, firme qui employait les accusés. Vickers ne se contente pas de construire des écluses pour les Bolcheviks. — C'est la plus grande affaire d'armes de Grande-Bretagne. Pendant des années, les relations entre les Soviets et cette dernière ont été telles que les Soviets étaient persuadés qu'elle dirigerait l'attaque des puissances capitalistes contre eux.

Malgré cela, en 1930, Vickers vendait aux Soviets soixante de ses derniers tanks les plus puissants.

Aujourd'hui, le problème russe est moins important pour l'Angleterre que ne l'est le problème allemand. L'arrivée d'Hitler a réveillé un grand nombre de soupçons anglais envers l'Allemagne.

Le traité de Versailles interdisait à cette dernière d'avoir une force aérienne. Cependant, en 1933, à un moment où les relations entre les deux pays étaient assez tendues, l'Allemagne commanda, à une fabrique d'aviation anglaise, 60 des plus puissants avions de combat existant sur le marché et la commande aurait été exécutée si le

ministre de l'air britannique n'était intervenu pour refuser à ce fabricant l'autorisation de livrer les avions.

Les fabricants d'armes fabriquent des « spectres de guerre ». C'est une pratique déjà ancienne. La corruption s'associe de près aux « spectres de guerre ». Une excellente preuve en est dans le scandale Seletzki. Bruno Seletzki (ou Zelevski) était l'agent de la *Skoda* pour la Roumanie. En mai 1933, les autorités roumaines découvrirent que la firme tchèque avait échappé à 65 millions de lei d'impôts. En effectuant des recherches dans les papiers de Seletzki, des documents militaires secrets furent trouvés, prouvant l'espionnage. Les papiers furent mis sous scellés et les affaires de Seletzki allaient être sévèrement passées au crible lorsque, quelques jours plus tard, les scellés furent trouvés brisés : bon nombre de documents avaient disparu. Seletzi passa en justice et l'on découvrit les preuves d'une large corruption compromettant de hautes personnalités du gouvernement et de l'armée. Plus d'un billion de lei avaient été distribués aux « personnalités intéressantes », des centaines de mille données à des « œuvres de charité » ou dépensées en « réceptions », parce que ceux qui encaissaient ces sommes devaient être « utilisés un jour ». Le spectre de guerre de 1930 apparut comme un stratagème destiné à s'assurer des commandes d'armes roumaines. La Russie, à l'époque était accusée de préparer l'invasion de la Bessarabie et la Roumanie passait pour être sans défense ; tout danger disparut en

une nuit lorsque la *Skoda* eut reçu de larges commandes d'armes du gouvernement roumain.

Ces incidents se sont passés en temps de paix. On pourrait s'imaginer que les marchands d'armes deviennent strictement patriotes lorsque leurs pays sont en guerre. Nullement ! Pendant la guerre, on a pu assister en France à deux procès *en même temps*. Dans l'un, Bolo Pacha était accusé d'avoir essayé de corrompre la presse française au bénéfice des Empires Centraux. Il fut condamné et exécuté. Dans l'autre un groupe d'industriels français fut accusé d'avoir vendu des armes de guerre à l'Allemagne par l'intermédiaire de la Suisse. Ces accusations furent reconnues exactes, mais les industriels furent acquittés parce qu'ils avaient également approvisionné les armées françaises.

Les commerçants d'armes apportent toujours beaucoup de soin à réclamer ce qui leur revient. Avant la guerre, Krupp avait inventé une fusée spéciale pour grenade à main. La société anglaise Vickers s'appropria cette invention pendant la guerre et nombre d'Allemands furent tués par des grenades anglaises équipées avec cette fusée. Après la guerre, Krupp poursuivit Vickers pour violation de droits de brevet, demandant le paiement d'un shilling par fusée. Le total réclamé se montait à 123 millions de shillings. L'affaire fut réglée à l'amiable et Krupp reçut en paiement des actions d'une filiale de Vickers en Espagne !

En lisant de telles histoires, beaucoup sont frappés d'horreur. Ils imaginent un groupe de

scélérats sans scrupules utilisant tous les moyens possibles pour profiter de la souffrance et de la mort des hommes. Ils évoquent une conspiration bien organisée et insensible, menée pour empêcher la paix du monde et encourager la guerre. C'est une réaction éthique facile à comprendre, car le fait de placer notre génie scientifique et mécanique tant vanté au service de Mars et de vendre des armes, sans restrictions d'aucune sorte, est de toute évidence une occupation absolument antisociale.

Mais le marchand d'armes ne se tient pas du tout pour un criminel. D'après lui, il est un simple homme d'affaires qui vend sa marchandise selon les usages commerciaux. L'utilisation de ses produits et les résultats qu'ils peuvent provoquer ne le concernent pas plus, par exemple, que s'il vendait une automobile. On trouvera ainsi de nombreuses déclarations de fabricants d'armes qui prouvent leur complète indifférence envers les conséquences que peut avoir leur industrie : seuls leur importent les résultats financiers.

Aucun de ces points de vue — l'accusation de l'homme moyen et la défense du fabricant d'armes — ne part d'une juste appréciation des faits. On peut être horrifié par l'activité d'industries qui s'enrichissent d'une des plus grandes malédictions humaines. Mais il est bon de reconnaître que l'industrie des armements n'a pas créé les guerres. Ce sont les guerres, au contraire, qui ont créé l'industrie des armements. Et notre civilisation qui, quoique à contre-cœur, admet la guerre

comme arbitre final des disputes internationales, est la première responsable.

Qui donc — il est bon de le spécifier — a le pouvoir de déclarer la guerre ? Toutes les Constitutions du monde (sauf celle de l'Espagne) confèrent ce pouvoir au gouvernement ou aux représentants du peuple. Elles leur accordent aussi la possibilité d'enrôler les hommes nécessaires à mener la guerre à bien. Pourquoi n'y a-t-il point de révolte contre ces Constitutions ?

Nombre d'entre les avocats de la paix font preuve d'un esprit bien superficiel quand ils dénoncent l'industrie des armes et acceptent, par ailleurs, l'état actuel d'une civilisation qui l'entretient. Les gouvernements dépensent de nos jours approximativement 4 billions 1/2 de dollars (4.500 milliards) par an pour entretenir leurs machines militaires. Cette somme colossale est régulièrement votée par les représentants des peuples. Il y a, évidemment, des protestations qui s'élèvent contre ces énormes dépenses militaires ; une poignée d'individus vont jusqu'à refuser de faire leur service militaire et de payer leurs impôts. Mais d'autres, nombreux, croient que la « sécurité nationale » exige ces crédits considérables. La racine du mal est donc beaucoup plus profonde. Elle va rejoindre le penchant des peuples vers le nationalisme.

Ainsi les critiques des fabricants d'armes ne paraissent pas comprendre les problèmes posés, mais leurs apologistes, qui défendent la nature commerciale et non-politique du trafic des armes, sont loin, eux aussi, d'être dans le vrai. Le fait

est que le fabricant d'armes est le bras droit de tous les ministres de la Guerre et de la Marine et que, comme tel, il est une importante personnalité politique. Son commerce avec le gouvernement de son pays est un acte de politique intérieure au même titre et peut-être à un titre plus important encore, que les négociations du contrôleur des impôts. Son trafic international est un acte de politique internationale et est reconnu pour tel par les traités les plus solennels. Ces faits sont trop rarement mis en lumière. La plupart des pays, en effet, désirent faire respecter la liberté du commerce des armes parce qu'ils ne fabriquent pas eux-mêmes et ne peuvent fabriquer les armes qu'ils estiment nécessaires à leur sécurité.

Telle est la situation complexe qu'engendre une pareille confusion intellectuelle. Le monde réclame aujourd'hui, semble-t-il, simultanément, le maintien d'un système générateur de guerre, et la paix ; il croit que la sécurité nationale dépend de sa préparation militaire et, de la même voix, il dénonce le commerce des armes. Il arrive ainsi que de prétendus amis de la paix tiennent pour la « sécurité nationale ». D'un autre côté, les fabricants d'armes font parfois des gestes dramatiques en faveur de la paix. Nobel, le roi de la dynamite, a institué le célèbre prix ; Andrew Carnegie dota une fondation du même esprit et écrivit des pamphlets sur le danger des armements ; Charles Schwab déclara qu'il se débarrasserait volontiers de toutes ses fabriques de blindage s'il pouvait ainsi

apporter la paix au monde ; et Du Pont informa récemment ses actionnaires qu'il était satisfait de voir le monde se rebeller contre la guerre.

En attendant, le fabricant d'armes a grandi et est devenu puissant ; il est aujourd'hui un des facteurs les plus dangereux des affaires mondiales. La situation qu'il occupe n'est pas le résultat de ses propres machinations ou de ses plans, mais des événements historiques du XIX^e^ siècle.

C'était rendre inévitable l'actuel fabricant d'armes que d'avoir laissé toute liberté à l'étonnant développement scientifique, à l'évolution commerciale et industrielle, à la concentration des richesses économiques, aux étroites relations internationales, à l'expansion du nationalisme le plus intense, qui ont été les caractéristiques du XIX^e^ siècle. Si l'industrie des armes est un cancer qui ronge la civilisation moderne, ce n'est pas une protubérance extérieure ; la maladie, hélas ! résulte de la mauvaise santé du corps lui-même.

Ce livre indique les principaux jalons du développement de cette puissante industrie ; — il n'a pas la prétention de raconter son histoire entière, qui ne pourra sans doute jamais être écrite : il y a, certainement, de nombreux documents cachés dans les archives des gouvernements qui modifieraient quelques-uns des exposés faits ici ; d'autres documents, en sûreté dans les dossiers de diverses firmes d'armements — ou peut-être détruits parce que compromettants — ne seront jamais connus du public. Des vendeurs mystérieux et puissants, tels Sir Basile Zaharoff, pourront mourir sans racon-

ter la véritable histoire de leur réussite. Mais il y a cependant assez d'événements connus, d'investigations légales, de procès, d'historiques de sociétés et, dans leur publicité officielle, d'aveux orgueilleux de marchands d'armes ayant réussi, pour que nous puissions exposer les grandes étapes de la croissance de cette industrie.

CHAPITRE II

LE COMMERCE DES ARMES EN ENFANCE

Cela commença au Moyen Age, avec l'importation de la poudre à canon en Europe.

Tout comme, il y a quelques années, les propriétaires d'écuries de louage sont devenus garagistes et les cochers chauffeurs, les armuriers du Moyen Age ajustèrent leurs outils à la fabrication des canons et des mortiers.

Dans toute la Forêt Noire, à Prague, sur le Rhin à Solingen, des forges qui avaient jusque-là frappé doublets, corselets, casques et lances produisirent des canons. En Italie, à Brescia, Turin, Florence, Pistoia et Milan, l'esprit fertile et les doigts agiles d'ouvriers experts donnaient naissance à de nouvelles armes. En Espagne, à Tolède et Séville, les artisans maures forgeaient leurs célèbres épées — car l'épée n'a pas été abandonnée aux parades et aux musées avant le XX^{e} siècle — et essayaient leur habileté à fabriquer de nouveaux engins. Mais le centre le plus actif était en Belgique.

A cet égard, ce pays possédait tous les éléments nécessaires à cette industrie. On y trouvait du métal en quantité et rivières et routes offraient d'excellentes facilités de transport. A ses côtés, l'Allemagne et la France gaspillaient leurs ressources en de coûteuses guerres, tandis que Liége, relativement tranquille, prospérait. Les Liégeois étaient extrêmement inventifs et avaient l'esprit assez commercial pour savoir admirablement exploiter leur situation stratégique. Les forgerons de la Forêt Noire pouvaient ne travailler que pour leurs propres maîtres, Liége vendait au monde occidental entier.

Cependant, à mesure que les années passaient, Liége développait tellement la vente des armes à d'autres pays que Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, promulgua un édit interdisant aux Liégeois la fabrication des armes, mais il dut assiéger la ville pour donner force de loi à sa décision. Liége fut prise et brûlée, ses habitants massacrés. L'industrie des armes, cependant, a des qualités de persévérance qu'un duc ne peut imaginer et à peine Charles était-il au tombeau que les Liégeois étaient de nouveau devant leurs forges. Vers le milieu du XVIII[e] siècle Liége produisait environ 100.000 pièces par an et était connue comme l'un des principaux centres d'armements de l'Europe.

***

Commercialement parlant, les fabricants d'armes furent éveillés par la Révolution française. L'exé-

cution de Louis XVI ligua toute l'Europe contre le péril français. L'Angleterre balaya les mers traversées par le commerce français ; l'Allemagne fut à la fois l'hôtesse et l'alliée des émigrés français et l'empereur d'Autriche, pleurant Marie-Antoinette, sa sœur perdue, mobilisa ses armées à la fois sur le Rhin, en Italie et surtout dans les Flandres. Ainsi les marchands d'armes de Liége furent-ils empêchés de se livrer à leur commerce habituel. Le blocus britannique empêchait les ravitaillements d'armes américains d'arriver dans les ports français et il semblait bien que le gouvernement révolutionnaire de la France n'allait devoir compter que sur ses propres arsenaux, fort pauvrement organisés.

Il restait toutefois un chemin possible à l'importation.

Les fabricants d'armes d'Allemagne et d'Autriche feraient-ils taire la voix de leur patriotisme et vendraient-ils à la France ennemie ? Et, dans ce cas, les cantons neutres de la Suisse laisseraient-ils passer la marchandise ? Ainsi se posait le problème. Et le Comité de Salut Public envoya des émissaires à Genève, Bâle, Zurich et même en Allemagne et en Autriche pour sonder les armuriers. Bientôt parvinrent des nouvelles de ce genre : « Le Landgrave de Hesse, avide d'argent, est prêt à servir celui qui le paiera le mieux. » La cupidité triomphait, comme au temps des Liégois et du Duc d'Albe.

Quant aux cantons neutres, aucune difficulté sérieuse ne s'éleva. Les vendeurs empaquetèrent

leur marchandise dans les plus inoffensifs des paniers, afin qu'ils eussent l'air de tout sauf d'armes, et les transporteurs reçurent l'ordre de suivre certaines routes écartées et sûres.

Le gouvernement suisse assura l'Empereur qu'il ne permettrait pas d'infraction à sa neutralité. Et les deux courants continuèrent à couler : les agents munis de grosses lettres de crédit pour l'Europe Centrale dans un sens, et, dans l'autre, les chargements d'armes secrets.

Cet apport fut des plus efficaces et bien que peut-être les arsenaux réorganisés eussent fourni la plus grande partie de leurs armes aux troupes françaises, cette aide étrangère contribua à assurer leur succès. Valmy, Wattignies et les victoires en Flandre repoussèrent les armées de la coalition et sauvèrent la France révolutionnaire. Les arsenaux français étaient maintenant capables d'équiper les armées et les généraux français, abandonnant la tactique défensive de Danton et du Comité de Salut Public, allaient, sous le Directoire et Napoléon, porter la guerre dans le camp ennemi.

L'Empereur ne devait pas mépriser l'aide des fabricants d'armes étrangers.

***

En 1797, Robert Fulton était à Paris. Il n'avait pas encore dessiné les plans de son célèbre bateau à vapeur, mais il avait inventé une autre embarcation qu'il voulait exploiter. C'était le premier sous-marin, et lorsque la Société Fulton Nautilus

soumit ses propositions au gouvernement, une grande excitation s'empara des cercles navals français. Des amiraux vieux jeu considérèrent cette invention comme lâche et indigne de l'honneur militaire français.

Il y eut toutefois des membres du Directoire et plus tard des savants aux ordres de Napoléon pour s'y intéresser. Quelques fonds furent avancés à Fulton et l'on fit des essais. Le *Nautilus* était fort primitif, immergeant par admission d'eau dans sa cale et émergeant en la rejetant au moyen de pompes ; mais les essais furent très réussis. Un contrat fut proposé, il comportait une curieuse clause patriotique interdisant l'utilisation du *Nautilus* contre les États-Unis, à moins que ces derniers ne s'en servissent les premiers contre la France.

En fin de compte, néanmoins, le conservatisme naval et talon rouge triompha. Les propositions de Fulton furent rejetées et il partit vendre son invention aux Anglais. Il trouva les amiraux anglais tout aussi rétrogrades et méprisants : après des négociations décourageantes il abandonna l'entreprise et s'embarqua pour New-York.

Le navire emportant Fulton avait à peine disparu de l'horizon qu'un autre inventeur frappait à la porte du conservatisme anglais. En Écosse, un pasteur écossais du nom d'Alexander Forsyth, amateur de chasse, jugeait très défectueux le fusil à pierre. Il avait un faible pour le bricolage et la mécanique, et commença à expérimenter des modes d'ignition. Le résultat fut une sorte de capsule intégrée au bassinet du canon. C'était sommaire,

mais résistait aux brouillards humides des montagnes écossaises.

Forsyth entrevit là des possibilités commerciales et alla à Londres prendre un brevet. Il y rencontra Lord Moira, chef des usines gouvernementales, qui s'enthousiasma pour l'invention, encouragea Forsyth à la perfectionner et lui donna, comme atelier, une chambre dans la Tour de Londres. Prêchant le dimanche à la chapelle voisine et travaillant à sa table pendant la semaine, le pasteur finit par améliorer considérablement la capsule. Hélas, Moira démissionna et son successeur, Lord Chatham, partisan du *statu quo* des armes, ne vit dans l'œuvre de Forsyth que billevesée de désœuvré. Il le renvoya, en lui ordonnant d'enlever ses « ordures » de la Tour.

Le malheureux Forsyth, victime de l'obscurantisme militaire, se retira avec armes et bagages. Napoléon lui avait offert 20.000 livres de son invention, mais tout comme Fulton, le pédagogue était patriote. Plutôt que de donner au « chien fou de l'Europe » une possibilité de victoire, il se retira dans son église. Vingt ans plus tard, le gouvernement britannique agréa la capsule et une pension fut accordée à Forsyth. Elle vint trop tard : les premiers arrérages lui furent versés le matin de sa mort.

Nous en arrivons maintenant à une époque où la révolution industrielle est en pleine marche et où le capitalisme instaure de nouvelles règles. Fulton et Forsyth étaient, au reste, plutôt inventeurs que marchands d'armes.

Les sociétés, dorénavant puissantes, allaient-elles se conformer au vieux code de l'honneur national ? Le patriotisme allait-il être assez fort pour résister à un code commercial nouveau ?

CHAPITRE III

DU PONT, PATRIOTE ET FABRICANT DE POUDRE

> Prenez du salpêtre, du charbon de bois et du soufre et vous pouvez produire le tonnerre et l'éclair, *si vous savez comment.*
>
> ROGER BACON, *De Nullitate Magiae.*

A peu près vers l'époque où Robert Fulton croquait le marmot dans les antichambres napoléoniennes, un jeune homme, du nom d'Éleuthère Irénée Du Pont, émigra en Amérique. Éleuthère Irénée était un intellectuel, mais ne méprisait pas les perspectives commerciales.

Un jour qu'il chassait avec un vétéran français de l'armée de Washington, il tira tant qu'il manqua de poudre et dut en faire venir. Ce qu'il reçut et le prix qu'il le paya lui ouvrirent les yeux : la poudre était de qualité inférieure et le prix exceptionnellement élevé. Il visita des fabriques de poudre, étudia les prix et conclut que l'Amérique était un excellent pays pour y lancer un commerce de poudre.

Il avait d'ailleurs quelque expérience en la matière. Il possédait une excellente instruction scientifique et s'était, à Essonne, spécialisé dans la chimie. Qui plus est, l'un des meilleurs amis de son père se nommait Lavoisier et Lavoisier l'aida dans ses études.

Après avoir estimé le prix de construction d'une usine et des fonds d'achat, Irénée revint en France pour y trouver soutiens matériels et financiers. Il fut aidé par la situation politique de l'Europe. Napoléon ne laissait alors passer aucune occasion permettant de porter atteinte à sa plus formidable ennemie : l'Angleterre ; si le jeune Du Pont réussissait à lancer avec succès une usine de poudre aux Etats-Unis, l'Angleterre qui vendait la plus grande partie de ce produit, non seulement à l'Amérique mais au monde entier, en souffrirait. Aussi le Premier Consul donna-t-il des ordres pour que toute l'aide possible fût accordée à Du Pont. Les dessinateurs du gouvernement dessinèrent des plans, les arsenaux du gouvernement fabriquèrent des machines pour la nouvelle entreprise et des capitaux très suffisants s'annoncèrent. L'affaire débutait sous des auspices favorables.

Ainsi, en 1802, naquit, sous le nom de *Du Pont de Nemours Père et Fils et C^ie^*, la première grande fabrique de poudre américaine ; plus tard, Irénée, chef de l'affaire, changea la firme pour lui donner son nom : *E. I. Du Pont de Nemours et C^ie^* ; c'était, par surcroît, assez français pour séduire l'esprit francophile qui prévalait alors aux États-Unis. La nouvelle société prospéra dès le début.

En quatre ans, l'usine sortit 600.000 livres de poudre. Irénée avait vu juste. Il avait, comme Napoléon, compris que la fabrication américaine pouvait surtout atteindre le commerce de l'Angleterre et particulièrement en matière de poudre. Il avait agi patriotiquement aussi bien envers sa mère patrie qu'envers sa nouvelle patrie, ennemie de l'Angleterre.

Il faut dire qu'en Amérique il avait tout de suite fait la connaissance de gens intéressants.

Le principal de ses premiers amis fut Thomas Jefferson. Irénée comptait sur l'aide du Président et celui-ci ne le déçut pas. N'écrivit-il pas au jeune marchand de poudre : « C'est avec grand plaisir que je vous informe qu'il a été déclaré d'intérêt public de s'adresser à votre établissement pour tout ce qu'il pourra fournir d'utile aussi bien au département naval que militaire. La présente est à votre usage personnel ; vous en aurez confirmation officiellement par les demandes de ces départements lorsque leurs besoins le leur dicteront. »

Des commandes arrivèrent, suivant les promesses faites, qui furent exécutées de façon si satisfaisante que Jefferson écrivit une nouvelle lettre à Du Pont, vantant l'excellence de son produit, qu'il avait lui-même expérimenté au cours d'une chasse. Mais — peut-être était-ce impatience juvénile — Du Pont n'était pas satisfait : Si Jefferson était intervenu en sa faveur, les ministres de la Guerre et de la Marine étaient seuls chargés de commander selon leurs besoins. Bien que le ministre Dearborn eût déclaré que la poudre

Du Pont était la meilleure, les commandes jusqu'en 1809 ne se montèrent qu'à 30.000 dollars. Il semblait que Dearborn ne fût pas assez certain de la nécessité de la préparation de la guerre dès le temps de paix.

Mais, après 1809, il se produisit un changement. Les relations entre la Grande-Bretagne et l'Amérique tournaient à l'aigre. La guerre approchait et, en 1810, les commandes doublèrent et triplèrent. Lorsque la guerre de 1812 éclata, Du Pont vendit à peu près toute la poudre dont le pays eut besoin. Du Pont découvrit — comme beaucoup d'autres marchands d'armes — qu'il était profitable d'entretenir des relations étroites avec le gouvernement.

Cependant — comme d'autres aussi — Du Pont ne tarda pas à constater que les années d'après-guerre étaient dures. Les commandes diminuèrent, il lui restait des stocks considérables et il avait dépensé beaucoup d'argent à agrandir son établissement. Néanmoins, lorsque le gouvernement désira se débarrasser de grandes quantités de poudre endommagée, Du Pont s'en chargea généreusement. En plus de tout cela, une terrible explosion détruisit à peu près complètement son établissement. Il trouva que le patriotisme était un sentiment coûteux.

Il résolut pourtant de rendre la société entièrement américaine — tâche difficile, car les capitaux étaient rares dans ce pays neuf. Revenu en France, il constata que son renom avait atteint de telles proportions que ce n'était point une tâche insur-

montable que de trouver les fonds nécessaires. De nombreuses personnes riches et célèbres, dont Mme de Staël et Talleyrand, consentirent à financer son entreprise. C'était de l'or étranger pour Du Pont qu'il n'accepta que parce qu'il ne pouvait faire autrement. Il décida de travailler dur et de rembourser ses commanditaires aussitôt qu'il le pourrait.

Il revint en Amérique avec des forces accrues, reconstruisit son usine et la rendit plus productive que jamais. Il vendit désormais son produit à quiconque en désirait — à l'Espagne, aux Indes Orientales et surtout aux Républiques Sud-Américaines, dont la révolte contre l'Espagne fermentait. On notera qu'il ne mettait aucune répugnance, quelles que fussent ses sympathies pour les partisans de Bolivar, à vendre aux deux partis aux prises. Ce genre de transactions nécessitait des crédits et il ne pouvait, à l'époque, en obtenir en Amérique, qu'à court terme. Dans l'une de ses lettres, il se plaint des courses à cheval qu'il devait faire, une fois par semaine, jusqu'au centre bancaire, à quelque soixante milles de chez lui, pour reprendre ses billets.

Raison de plus pour qu'il fût tenté d'exécuter une commande qui lui parvint en 1833. Durant toute l'année 1832, l'Etat de la Caroline du Sud s'était échauffé de propos révolutionnaires et pour la première fois, depuis la fondation de l'Union, on parlait sérieusement de sécession.

Si sérieusement, que parmi les plus audacieux des chefs caroliniens, il s'en trouva pour préparer

des plans de défense armée. Ils passèrent commande à l'un des agents de Du Pont d'une cargaison de 125.000 livres de poudre et offrirent, ce qui n'était pas du tout dans les usages des clients de Du Pont, 24.000 dollars comptant. Excellente occasion pour liquider ses dettes étrangères. Mais l'intégrité de son éducation radicale, alliée à son amour de toujours pour l'Union, triomphèrent. Quel qu'eût été d'abord son désir de devenir tout à fait Américain en annulant ses obligations, il sentit qu'il ne pouvait gagner son indépendance en s'abaissant à de telles méthodes commerciales. Il écrivit donc à son agent : « La destination de cette poudre étant évidente, nous pensons qu'il est bon de décliner l'exécution de la moindre partie de la commande ci-dessus. Lorsque nos amis du Sud voudront de la poudre de chasse à des fins pacifiques, nous serons très heureux de les servir. »

Quelques années plus tard, Irénée mourait, après avoir assisté à la réalisation de son rêve : le remboursement de sa dette étrangère et sa maison devenue 100 % américaine. Son successeur, Alfred, fut un peu plus agressif. Serviteur vigilant de la défense de sa patrie, il observait que « nos discussions politiques sont telles qu'il faudrait la présence de nos ennemis à nos portes pour nous induire à la préparation nécessaire à notre défense ». De tels propos sur la « préparation » ne sont pas inhabituels dans la bouche des marchands d'armes. Le mot « propriété du gouvernement » vint également tourmenter ce précurseur et, com-

mentant, en 1837, un message présidentiel qui recommandait la construction d'une poudrière gouvernementale, il sut objecter que cette dépense grèverait lourdement les finances de l'État.

Une véritable mise à l'épreuve de sa sincérité lui fut imposée en 1846 — épreuve beaucoup plus difficile que celle traversée par Irénée en 1833. Deux impérialismes s'étaient rencontrés sur le Rio Grande et la guerre avait été déclarée entre le Mexique et les États-Unis.

Ce fut l'une des rares guerres entreprises par les États-Unis où l'ennemi fut populaire. Black Tom Corwin déclara que les soldats américains seraient reçus à Mexico par des « tombes hospitalières », et toute une littérature de cauchemar se propagea. Des journaux firent appel à une intervention européenne. L'un d'eux affirma dans son éditorial : « S'il est, aux États-Unis, un cœur épris de liberté américaine, son premier mouvement sera de s'unir aux Mexicains. » Un autre dit : « Ce serait un plaisir triste et affligeant, mais un plaisir, cependant, d'apprendre que les hordes de Scott et de Taylor ont été, jusqu'au dernier homme, projetées dans l'autre monde ». Santa Anna, le chef des Mexicains, devint un héros à Boston et à New-York et il y eut même un contingent d'Américains pour aller combattre avec les Mexicains.

Du Pont, solidement whig et adversaire de l'esclavage, pouvait difficilement se sentir de l'enthousiasme pour la guerre, même si elle devait lui apporter des commandes gouvernementales. Quelques semaines après la déclaration de guerre, une

commande étrange, qui se montait à 200.000 livres de poudre, lui parvint de la Havane. Elle venait évidemment du Mexique et une belle occasion lui était ainsi offerte d'aider le « pauvre Mexique » et de porter un coup violent au complot esclavagiste. Mais, malgré les journaux abolitionnistes attaquant la « persécution » américaine et les hommes célèbres prêchant la non-coopération, voire l'aide à l'ennemi, Du Pont refusa d'exécuter l'ordre.

Les tentateurs revinrent à la charge, plus intelligemment masqués. Un Espagnol et un Français passèrent commande de la même quantité à la Société Du Pont. Ils assurèrent que ce n'était point pour le Mexique et allèrent jusqu'à fournir des références provenant de deux autres maisons américaines. Du Pont se livra à une enquête et en vint à la conclusion qu'il s'agissait bien d'une autre livraison mexicaine masquée. « Quelque injustes que soient nos procédés et quelque honteuse que soit notre invasion du Mexique, nous ne pouvons fabriquer de la poudre dont il serait fait usage contre notre pays. »

Les dieux du patriotisme récompensèrent Du Pont en écartant de lui l'habituelle plaie de la dépression d'après-guerre, car l'Ouest se développa. On en était au début de l'ère du chemin de fer et il fallut de la poudre aux constructeurs de voies, ainsi qu'à William Astor et à sa Société des Fourrures de l'Orégon, pour chasser dans le Nord-Ouest.

Du Pont n'avait pas besoin d'une guerre, mais

le sort lui en donna une. En 1854, l'Angleterre, la France et la Turquie entrèrent en campagne contre la Russie et les canons de Crimée eurent faim de poudre. L'Angleterre ayant épuisé ses propres ressources se tourna vers Du Pont. La Russie également passa commande à l'usine de Wilmington. Du Pont accepta les deux ordres : après tout, comme tous les autres Américains de l'époque, il n'éprouvait aucun sentiment particulier pour l'un ou l'autre des adversaires de cette lutte lointaine. De la primaire petite fabrique, sur le Brandywine, des chargements de « mort noire » s'en allèrent vers les coins les plus éloignés du globe.

En ce temps-là, avant la guerre civile, si quelques grossiers bâtiments abritaient les ateliers, le laboratoire, les séchoirs et le bureau du président se trouvaient dans une vulgaire hutte, car les Du Pont possédaient l'esprit conservateur inhérent aux Français. Le plus vieux refusait d'employer une sténographe. Attaché aux traditions, il se refusait à envoyer sa marchandise par chemin de fer et de longues caravanes de mules livraient, même à de grandes distances.

Du Pont, tout comme les militaires traditionalistes d'Angleterre et de Prusse, méprisait, à l'époque, le fulmicoton qu'il fut plus tard obligé d'utiliser. En vérité, il n'y avait guère de raison pour qu'il cédât aux nouveautés, guère de nécessité pour qu'il suivît le progrès, car son conservatisme naturel était fortement aidé par la situation prépondérante qu'il occupait. Les gouvernements

étaient obligés de passer par lui. La concurrence dans le commerce de la poudre n'était point violente. De plus, la conquête de l'Ouest exigeait tant de poudre de chasse et de poudre industrielle qu'il lui importait peu que les canons fissent feu ou non.

Lors de la guerre civile une collaboration virtuelle s'établit entre Du Pont et le gouvernement. Après la paix, ces relations continuèrent. En étroite liaison avec le gouvernement, Du Pont entreprit alors d'expérimenter de nouveaux produits.

En 1873, il fit patenter une nouvelle poudre, en même temps que la machine servant à la compresser. Le gouvernement l'essaya et en fut content. Les Britanniques passèrent immédiatement commande de 2.000 livres de cette poudre, qui fut livrée aussitôt, peut-être dans l'espoir de recevoir d'autres commandes. Du Pont soupçonnait en effet les Anglais de la vouloir comparer à « une poudre analogue », pour laquelle ils payaient au fabricant anglais neuf cents la livre de plus que pour celle de Du Pont.

En 1889, le gouvernement se servit de Du Pont pour se procurer certaines poudres spéciales. Les poudres prismatiques brunes et sans fumée des Belges et des Allemands étaient réputées supérieures au produit américain. A la demande du gouvernement, Alfred Du Pont traversa la mer pour acheter les droits de fabrication de ces poudres pour l'Amérique et Eugène Du Pont l'accompagna pour apprendre les méthodes de fabrication.

Travailler en collaboration étroite avec le gouver-

nement devint une habitude. En 1899, une usine à poudre sans fumée fut construite par le gouvernement à Indian Head, et, selon un Congressiste, « la Société Du Pont aidait les officiers américains dans toute la mesure possible... faisant tout ce qui était en son pouvoir pour transformer cette aventure en succès. » Un peu plus tard, le Congrès votait 167.000 dollars pour construire une usine à poudre à Dover, N. J. Selon le même Congressiste, « la Société Du Pont ne laissa pas seulement libre accès à ses usines aux envoyés du gouvernement, mais leur procura ses propres plans, afin que l'usine présentât tous les avantages modernes. »

Les dernières décades du XIX^e^ siècle virent apparaître dans les affaires américaines la formation de trusts et de coalitions puissantes. Il n'était que naturel que la petite société Du Pont fût transformée en un trust gigantesque à ramifications internationales. Ce développement fut le résultat de la guerre civile.

La Société Du Pont avait commencé, en 1872, à apporter de l'ordre dans cette industrie et, en 1907, elle dominait toutes les sociétés de poudre du pays, qui étaient virtuellement ou sous sa direction et son contrôle, ou lui appartenaient.

C'est une longue histoire, qui a été racontée en détail par William S. Stevens dans *In the Powder Trust : 1872-1912,* et qui débuta par une série d'accords relatifs à la fixation des prix. *La Gun Powder Trade Association* des États-Unis avait été fondée en 1872 par sept des plus grandes sociétés et un prix minimum avait été aussitôt fixé. Les indé-

pendants, qui refusaient d'entrer dans l'association, y furent contraints par un dumping systématique. D'autres furent annexés par des achats d'action.

La situation semblait assurée lorsqu'un autre danger menaça l'industrie. Les Européens décidèrent de tenter leur chance sur le terrain américain et montèrent une fabrique à Jamesburg, *N. J.* Les compagnies en question comprenaient surtout *Les Vereinigte Köln-Rottweiler Pulverfabriken* de Cologne et le *Trust Nobel de la Dynamite* de Londres. En 1897, les deux groupes, l'Européen et l'Américain, signèrent un accord dont trois points nous intéressent ici.

1° Aucun des groupes ne devait construire de fabriques sur le terrain de l'autre.

2° Si quelque gouvernement demandait des prix à un fabricant de poudre étranger, l'étranger était obligé de fixer le prix donné par la fabrique mère et il ne devait pas descendre au-dessous de ce prix.

3° Pour la vente des explosifs à haute puissance, le monde était divisé en territoires de vente. Les États-Unis et leurs possessions, l'Amérique Centrale, la Colombie et le Vénézuela étaient l'exclusive propriété des fabricants américains ; le reste du monde (les Amériques mises à part) était terrain réservé aux Européens. Certaines parties devaient rester ouvertes à la libre concurrence.

La menace européenne ainsi éloignée, Du Pont avait maintenant le contrôle total du champ américain. La politique qu'il poursuivit fut impitoyablement éliminatrice. De 1903 à 1907, cent concur-

rents furent achetés et la production de soixante-quatre d'entre eux immédiatement arrêtée.

Le résultat de cette politique monopolisatrice fut qu'en 1905 Du Pont contrôlait toutes les commandes gouvernementales. Ayant établi ce monopole, Du Pont se tourna de nouveau vers la question du prix. Jusque-là les prix avaient été fixés par localités ou par régions. Il y en avait un pour l'Est, un autre pour l'Ouest, un autre encore pour le Sud. Dès lors, un prix national fut établi dont nul ne devait s'écarter.

Vers cette époque, Du Pont rencontra un nouvel obstacle. En 1890, le gouvernement fédéral avait fait voter la loi Sherman, interdisant les trusts et, vers 1907, il se décida enfin à jeter un coup d'œil sur les activités de la Société Du Pont. Il poursuivit la Compagnie, en 1907, pour violation de la loi Sherman. Mais le gouvernement ne savait que faire : il proposa de rétablir l'état de choses existant avant les activités monopolisatrices de Du Pont, mais comme ce dernier avait abattu la plupart de ses concurrents en les achetant, il était impossible de restaurer le *statu quo ante*.

Pendant la guerre mondiale, Du Pont fournit 40 % de la poudre utilisée par les alliés et après 1917 les commandes qu'il reçut du gouvernement américain furent considérables.

Aujourd'hui, la Compagnie Du Pont possède et dirige plus de soixante établissements dans vingt-deux États de l'Union. Elle fabrique une multitude de choses : produits chimiques, peintures, vernis, caoutchoucs, cellophane et beaucoup d'au-

tres, mais reste toujours le plus grand et le plus important fabricant de poudre des États-Unis. Cependant, il est assez significatif que, selon ses propres chiffres, 2 % seulement de sa fabrication totale soient des produits militaires.

CHAPITRE IV

MOUSQUETAIRES AMÉRICAINS

> Les Yankees valent mieux que toute la création. Il semble qu'il n'y ait pas de limite à ce qu'ils sont capables de faire.
>
> (Lord Wolseley, *à Hiram Maxim.*)

L'Amérique fabriquait de l'excellente poudre. Elle produisait aussi d'excellentes armes. La fin de la guerre civile donna une impulsion considérable aux campagnes de ventes des fabricants d'armes américains. La limite d'achat du pays avait été plus qu'atteinte. Devant leurs grandes usines, leur personnel et leurs stocks, les fabricants d'armes durent rechercher des débouchés étrangers. De plus, les vendeurs d'armes d'occasion leur faisaient une rude concurrence dans les petits pays. Mais la cause principale de leur expansion fut que le monde était prêt à acheter des armes américaines. Un trio de fabricants américains dominait, dont les produits étaient maintenant célèbres sur la terre entière. Colt, Winchester et Remington. Déjà, à

l'exposition universelle de Londres, en 1851, les carabines américaines avaient fait sensation et reçu des médailles. Les Britanniques envoyèrent aux États-Unis des commissions d'étude. D'où d'importantes commandes.

De 1855 à 1870, les pays suivants achetèrent des machines américaines pour la fabrication de carabines et de pistolets : Angleterre, Russie, Prusse, Espagne, Turquie, Suède, Danemark et Egypte, pour ne mentionner que les plus importants. D'autres suivirent le mouvement, à quelques années de là, dont le Japon, l'Argentine, le Chili, le Pérou et le Mexique.

Cette branche de l'industrie américaine devint si importante que le gouvernement des États-Unis publia, tout spécialement, un *Rapport sur la fabrication des armes à feu et munitions*, étudié par Charles H. Fitch, donnant descriptions détaillées et dessins des machines américaines servant à la fabrication des armes. Ce *Rapport* note qu'il existait alors aux États-Unis 38 établissements fabriquant de petites armes et cinq fabricants de munitions les fournissant.

Il y avait une raison à cela. Au début du siècle, Eli Whitney s'était intéressé aux carabines.

Il déclara à Jefferson qu'il pouvait fabriquer des fusils se ressemblant tellement que n'importe quelle pièce d'un d'eux s'adapterait à un autre. Les officiers de l'armée en firent des gorges chaudes, mais Whitney, sans se laisser décourager, monta un atelier où il démontra l'utilité des pièces interchangeables. Les mousquets de Whitney furent

utilisés lors de la guerre de 1812 et, ce genre de fabrication ayant fait ses preuves, le principe de Whitney fut adopté par toute l'industrie moderne et inaugura l'ère de la production en série.

Samuel Colt fut l'un des premiers à développer l'idée de Whitney. Dès l'enfance, les affaires d'armes de guerre l'avaient enchanté. Il s'était beaucoup intéressé à l'histoire de Fulton. Il perfectionna une torpille qui étonna le président Tyler, mais ne sut pas impressionner les militaires du Ministère de la Guerre, qui ne firent pas un geste pour l'aider. Les luttes que Colt eut à soutenir à ses débuts, ressemblent d'ailleurs assez à celles de Fulton.

Colt, à ce moment-là, ne plaça pas ses espoirs dans sa torpille, mais dans le premier revolver des temps modernes.

Il prit sa première patente en 1835. Il monta une usine à Paterson, *N. J.*, au capital de 250.000 dollars et soumit son invention au Ministère de la Guerre.

Un essai eut lieu devant une commission d'officiers, qui déclarèrent à l'unanimité que l'arme était « absolument inapte aux nécessités du service. »

La Compagnie Colt fit faillite en 1842, victime du conservatisme militaire, mais, entre temps, quoique inconnu des pouvoirs compétents, le revolver obtint un grand succès au Texas. On y combattait à cheval contre de rapides Indiens et des Mexicains qui savaient manier le lasso ; il fallait posséder une arme dont on pût se servir rapidement en selle. Le colonel Walker et d'autres

intrépides trouvèrent le nouveau revolver une arme indispensable et sans prix dans cette guerre. Ces revolvers, vers 1840, se vendirent jusqu'à 200 dollars pièce.

La guerre du Mexique changea le destin de Colt. D'après le général Zachary Taylor, des scouts, membres des Texas Rangers, rendaient de grands services grâce à l'usage du Colt. Aussi, fit-il d'impérieux appels au Ministère de la Guerre pour qu'on fît de larges commandes de Colt. Le Ministère passa une commande de 1.000 revolvers pour 24.000 dollars et l'inventeur remonta aussitôt une usine dans le Connecticut, afin de les fabriquer.

On raconte qu'il eut, dans l'Est, beaucoup de difficultés à procurer à ses ouvriers un de ses propres revolvers comme modèle, tant ils étaient demandés dans le Sud-Ouest.

Dès cet instant, la fortune de Colt était faite.

***

La carabine Winchester bénéficiait également des procédés américains de perfectionnement. Elle était très demandée et Winchester était connu pour la ténacité dont savaient faire preuve ses voyageurs de commerce. La carabine Winchester à répétition, la nouvelle merveille de 1860, devint si célèbre que les tribus arabes nord-africaines les demandèrent plus tard, même d'occasion. Quand ils ne pouvaient se procurer de Winchester en nombre suffisant, les marchands de fusils d'occasion collaient l'étiquette de « Winchester » au

canon de l'arme et satisfaisaient ainsi leurs clients.

En 1816, Eliphalet Remington, un jeune Américain, insistait auprès de son père pour qu'il lui achetât une carabine. Tous les autres gars du pays en possédaient une et il en voulait une aussi. La chasse était bonne dans le voisinage et Eliphalet avait des ambitions. Le papa Remington refusa, et ce refus devait entrer dans l'histoire de l'armement.

Le jeune Eliphalet s'en alla et fabriqua son propre fusil, l'emporta à la ville voisine pour le faire rayer et découvrit qu'il possédait un excellent engin de chasse. Ses voisins s'en aperçurent également et, avant même que le jeune homme eût pu s'en rendre compte, il était devenu l'un des premiers fabricants d'armes des États-Unis.

En 1828, les affaires du jeune Remington le forcèrent à s'installer plus grandement et lorsque la guerre du Mexique survint, il était à même d'accepter une commande gouvernementale.

La guerre civile augmenta les demandes en Remingtons dans de telles proportions que la Société fut obligée de travailler nuit et jour. Ce surmenage amena la mort de Remington.

La société continua. Lorsque les commandes de guerre s'arrêtèrent, elle se trouva virtuellement ruinée. Pour le fabricant d'armes, à en croire le biographe officiel de Remington : « Paix est désastre ». Mais si la paix impliquait le désastre pour la société, elle lui donna par contre-coup une leçon d'importance. Une société qui fabriquait plus

de carabines qu'elle ne pouvait en vendre aux chasseurs ou à son propre gouvernement, se devait de trouver des débouchés extérieurs.

Cette morale était évidente. L'un des frères partit pour l'étranger comme agent des ventes et y resta en permanence. Les carabines Remington étaient excellentes et les commandes commencèrent à affluer.

En 1867, la Marine des Etats-Unis en commanda 12.000 et l'Espagne 85.000. En 1868, la Suède en prit 30.000, l'Egypte 50.000. Les affaires s'amélioraient. Pendant les années suivantes, il n'y eut pas d'arrêt. Parmi les livraisons faites, notons : 145.000 carabines à la France ; 21.000 à l'État de New-York ; 10.000 à Porto-Rico ; 89.000 à Cuba ; 130.000 à l'Espagne ; 55.000 à l'Égypte ; 50.000 au Mexique et 12.000 au Chili.

De temps à autre, une déconvenue arrivait à la société. Témoin celle que lui causa la Turquie. Il y avait lieu d'espérer que l'armée turque tout entière allait s'équiper en Remingtons : une affaire de 400.000 armes. En Turquie, comme en un grand nombre d'autres pays, les commandes n'étaient passées qu'après que les personnes « intéressantes » avaient été « vues ». En français cela s'appelle « pot de vin » ; les Turcs appelaient cela « des droits » et le montant « des droits » demandés par les officiels étaient énormes. Remington refusa la commande.

Cette aventure turque se répéta à diverses reprises en d'autres endroits.

Remington refusait toujours et les commandes

étrangères diminuaient rapidement. A la même époque, les pays étrangers commençaient à construire leurs propres fabriques d'armes, équipées en machines américaines, et les affaires extérieures déclinèrent davantage encore. Devant le dilemme, soit de restreindre sa production soit de diversifier sa fabrication, Remington choisit alors cette dernière solution. Machines à écrire, machines à coudre, instruments aratoires, furent ajoutés à la liste des fabrications Remington et la prospérité revint.

Un autre fait significatif de l'histoire de la société fut sa consolidation par l'*Union Metallic Cartridge Cy*.

Plus la courbe des ventes tombait, plus les tambours de Remington battaient vigoureusement le rappel des commandes — jusque dans les pays les plus éloignés.

Ainsi, à la bataille de Lang Son, vers 1880, les Français et leurs fusils Kropatchek furent repoussés par les Chinois armés de Remingtons. Les fusils américains se rechargeaient en quelques secondes, alors que les français prenaient beaucoup plus longtemps. Les combattants français étaient à la merci de l'ennemi lorsque les magasins de leurs armes étaient vides.

Durant la guerre russo-turque (1879), les deux belligérants passèrent commande à la Compagnie Remington. La commande turque de 210.000.000 de cartouches était la plus considérable que les États-Unis eussent vue à l'époque.

En même temps, des perspectives d'affaires

apparaissaient à Cuba. L'île était en révolte contre la cruauté de ses maîtres espagnols. Les révolutionnaires s'y connaissaient en armes et en munitions, aussi achetèrent-ils à Remington, et les Espagnols semblaient sur le point de devoir se contenter de matériel inférieur. Ils tentèrent d'acheter à Remington, mais Remington était occupé par les commandes russes. Les Russes allaient-ils barrer le chemin aux Espagnols et insister pour que leur commande fût exécutée la première ? Allaient-ils permettre qu'éclatât une guerre aussi injuste où l'un des adversaires serait équipé par Remington et l'autre non ? Les Russes imaginèrent une solution. Le général Gorloff refusa une forte commande de cartouches. Ces cartouches n'avaient point de défaut, mais il était secrètement sous-entendu qu'il serait permis aux Espagnols de les acheter. Ainsi fut évité ce qui menaçait d'être une lutte inégale.

Remington n'était pas inconnu en Amérique du Sud, terre des guerres et des révolutions. Parfois, les Républiques Latines luttaient l'une contre l'autre ; à d'autres moments elles étaient fort occupées de leurs insurrections intérieures où le parti qui n'avait pas le pouvoir tentait de s'en emparer. Il arrivait aussi que la guerre et l'insurrection éclataient en même temps. On assista même à la situation curieuse de deux pays : la Colombie et le Venezuela, en guerre l'un contre l'autre pendant que sévissait une insurrection intérieure chez chacun d'eux ; les quatre belligérants tiraient des balles U. M. C. de leurs fusils Remington.

Mais ce fut la guerre franco-allemande qui fut

l'occasion des plus remarquables exploits de Remington. Les Français étaient dans le plus cruel dénuement d'armes et de munitions de toutes sortes. Ils désignèrent, entre autres, Remington comme agent pour l'Amérique et lui promirent d'abord une commission de 5 % puis de 2 1/2 % sur tous achats. Remington se mit immédiatement au travail. Il avait besoin d'armes qui fussent prêtes à être embarquées sans délai et décida que le gouvernement des États-Unis était le meilleur marchand capable de les lui procurer. Cela se passait quelques années seulement après la guerre civile, et le Congrès avait voté la vente de toutes armes « endommagées ». Quelle occasion pour Remington !

Il n'agit point en son nom propre. Il chargea un nommé Thomas Richardson de mener les négociations avec les autorités. L'armée américaine possédait un grand nombre de Springfields chargés par la culasse, qui avaient été construits en 1866. Richardson décida de se les procurer. Fort heureusement, les officiers responsables se déclarèrent disposés à les vendre immédiatement. Il en arriva 37.000 de tous les coins du pays. On les enleva aux soldats et on les envoya à l'arsenal de New-York. Après quelques vagues réparations, ils furent prêts à être envoyés en France.

Mais Remington avait besoin de munitions. Il fit dépendre l'achat des fusils de la fourniture de cartouches adéquates. L'armée ne possédait alors que trois millions de ces cartouches, ce qui était absolument insuffisant. Comment se procurer le com-

plément ? Les officiers du génie donnèrent obligeamment l'ordre à l'arsenal de Frankford de fabriquer les cartouches supplémentaires. En fin de compte, Remington reçut du gouvernement dix-sept millions de cartouches, dont la plupart avaient été spécialement fabriquées aux fins de cette commande. *Le gouvernement des États-Unis lui-même venait ainsi de fabriquer et de vendre des munitions à l'un des belligérants, infraction certaine à la neutralité.*

Les lois internationales avaient toujours reconnu aux entreprises privées de nations neutres le droit de vendre des munitions de guerre à tout belligérant, sous réserve des lois sur la contrebande et du danger de confiscation. Mais un tel acte de la part d'un gouvernement *neutre* n'était pas un acte de neutralité.

Remington, enhardi par son premier succès, poursuivit ses démarches. Il alla trouver les officiels de la Marine et leur fit une offre. La Marine possédait neuf canons Gatling en bon état. En supposant que Remington fût à même de lui procurer neuf canons Gatling neufs dans les six mois et sans le moindre débours, la Marine n'abandonnerait-elle pas immédiatement les vieux à Remington ? La Marine accepta. Remington emporta les canons et les envoya en France. Colt, le célèbre fabricant de revolvers et de mitrailleuses, reçut commande de neuf Gatling à livrer dans les six mois. Et les vieux Gatling partirent vers les arsenaux de la Marine française.

Remington n'était pas encore satisfait. A l'épo-

que, la Marine fabriquait 10.000 fusils dans l'arsenal de Springfields, qui n'étaient pas tout à fait terminés. Un agent de Remington apparut soudain aux bureaux de la Marine, déclarant que les nouveaux fusils étaient « défectueux ».

Un inspecteur partit immédiatement pour l'arsenal et rapporta que Remington avait dit vrai. Mais les fusils n'étaient pas réellement « défectueux » : ils n'étaient pas terminés. En tant qu'armes « défectueuses » et selon les stipulations du Congrès, ces nouvelles armes devaient être vendues. Remington fit immédiatement une offre qui fut acceptée. Les fusils furent alors terminés et la France reçut un chargement de 10.000 fusils.

Ces hauts faits commerciaux atteignirent leur apogée pendant le siège de Paris. Les Allemands, alors au seuil d'une victoire complète, avaient entouré la capitale française d'un cercle de fer et la défense était terriblement désorganisée ; les Français, en particulier, avaient besoin de fusils et de munitions, non seulement pour soutenir le siège, mais encore pour équiper les diverses armées qui continuaient à opérer en province. Or Remington avait — qui s'en étonnerait ? — un agent, M. W. W. Reynolds, dans la ville assiégée.

Il était certainement à sa place et au bon moment, car il obtint une large commande. Mais comment traverser les lignes allemandes pour la faire exécuter ?

Gambetta, le chef du nouveau gouvernement, s'était procuré un ballon grâce auquel il comptait s'échapper de Paris et réveiller le pays. Reynolds

s'en procura un autre et les deux hommes traversèrent les lignes allemandes en sécurité. Reynolds fit ainsi parvenir la commande à sa société.

***

Colt, Winchester et Remington montrent fort bien l'importance de la révolution industrielle dans l'industrie des armes. Le fusil et le revolver faits à la machine avec les pièces interchangeables, devaient obligatoirement éliminer les meilleurs produits des artisans les plus habiles travaillant à l'ancienne manière. Tous les pays qui pouvaient s'offrir les nouvelles machines de mort en équipèrent leurs armées.

Elles coûtaient fort cher, cependant, et tous les budgets de la guerre ne pouvaient se permettre d'être élevés. Cette difficulté trouva un jour sa solution. De constantes améliorations amenaient un démodement rapide et les armes rejetées par les puissances les plus riches commencèrent à s'en aller vers les nations moins favorisées. L'organisation et l'exploitation de ce trafic spécial étaient d'ailleurs laissées à une branche indépendante de la puissante corporation des marchands de canons.

NOTE

Vers 1880, le gouvernement des États-Unis se décida à suivre les autres puissances et à construire des navires blindés. Il n'y avait point à l'époque d'usine de blindage

dans le pays, mais les fabricants d'acier comprirent leur intérêt. La Bethléem Steel Company envoya un représentant en Europe pour étudier attentivement les usines de tôles blindées et les forges à canons d'Angleterre et de France.

Peu après, la Bethléem saisit l'occasion d'acquérir les licences Whitsworth et Schneider « à son usage exclusif », relatives à leurs procédés de fabrication de tôles blindées et de canons. Washington fut consulté dans cette affaire et lorsque sa réponse fut favorable les patentes furent acquises. Ce fut le commencement de l'industrie de l'acier blindé aux États-Unis. Bethléem fut bientôt suivie par Carnegie et plus tard par la *Midvale Steel and Ordnance*, les Trois Grands de l'Internationale de l'Acier blindé.

En 1888, un procédé nouveau, l'acier dit Harweyisé fut introduit. En 1894, Krupp produisit son célèbre acier blindé et ses essais prouvèrent, devant les ingénieurs techniques des amirautés européennes, une supériorité allant de 20 à 30 % sur l'acier Harweyisé. La Bethléem et Carnegie se procurèrent les droits exclusifs pour l'Amérique, moyennant de lourds droits et une taxe à la production allant de 45 à 50 dollars la tonne. Les experts américains furent immédiatement dépêchés aux usines Krupp à Essen pour étudier le nouveau procédé.

Ayant en main toutes facilités pour construire de l'acier blindé, Bethléem publia des catalogues en trois langues : anglais, français et espagnol annonçant canons, munitions et acier blindé. Des noms étrangers tels que Compagnie des Aciéries de Bethléem et Compania de Acero de Bethléem sont tout simplement la Bethléem Steel C°, embellie de parures française et espagnole.

Et les commandes arrivaient de l'étranger. Bethléem et Carnegie étaient tous deux si fiers de leurs commandes russes qu'ils exposèrent, en Pensylvanie, de l'acier blindé fabriqué pour des navires de guerre russes avec des patentes Krupp. La Bethléem mentionne également dans son catalogue 1916 de Matériel d'Artillerie Mobile que

la « Bethléem Steel C° a fourni du matériel d'artillerie à toutes les nations du monde. Parmi les plus récents acheteurs on peut noter les États-Unis, la Russie, la Grèce, l'Italie, l'Angleterre, l'Argentine, le Chili, Cuba et Guatémala. »

On peut aisément comprendre, grâce à cet arrière-plan, l'histoire du défectueux acier blindé Carnegie. En septembre 1893, James H. Smith, un avoué de Pittsburgh, apporta au département de la Marine les preuves de la fraude commise par Carnegie, Philipps C° dans la fabrication des aciers blindés. Suivant une curieuse coutume gouvernementale, le Ministre de la Marine accepta de payer à l'informateur 25 % de ce que le gouvernement recouvrerait de Carnegie.

Un rapide examen des magasins de Carnegie eut lieu et révéla les défauts de fabrication de l'acier blindé.

Il arrive que la fabrication de l'acier blindé ne soit pas une réussite. Un défaut ou une défectuosité apparaît fréquemment dans l'acier le rendant impropre au blindage. Des inspecteurs du gouvernement sont, en conséquence, toujours présents, rejetant l'acier trop évidemment défectueux et sélectionnant une tôle dans chaque groupe aux fins d'essais spéciaux de balistique.

Chez Carnegie, ces tôles d'essais étaient recuites et retrempées pendant la nuit afin de les rendre meilleures et plus solides, sans que les inspecteurs eussent connaissance de cette fraude. Les indications de cuisson des tôles étaient délibérément falsifiées et le gouvernement recevait une certaine quantité d'acier blindé de qualité inférieure au prix fort. Toute cette manipulation était effectuée, prétendait-on, sous la direction des superintendants Charlie Schwab, Corey et Cline.

Après une investigation en règle, la Commission gouvernementale retint toutes les accusations et recommanda que le dédit fût fixé à 15 % du coût de l'acier blindé livré, ce qui aurait représenté la jolie somme de 288.000 dollars. Frick, président de la Société Carnegie, fut entendu par le Ministère de la Marine et admit la véracité de la plupart des accusations. Notons que pas

une ligne, sur le scandale tout entier, n'avait paru dans la presse.

Le 20 décembre 1893, Carnegie rendit visite à la Maison-Blanche et eut un long entretien avec le Président Cleveland. Il annonça aux journalistes qu'ils avaient discuté du budget. Trois semaines plus tard, le 10 janvier 1894, le président écrivait une lettre au Ministre de la Marine revisant toute l'affaire. Il retenait que la compagnie était coupable « d'irrégularités » et que le gouvernement avait droit à un dédommagement, mais il déclarait estimer que l'amende était trop sévère et qu'une pénalité de 10 % était suffisante. La Compagnie Carnegie Philipps paya donc une amende de 140.484 dollars 94 cents.

CHAPITRE V

LA MORT AU RABAIS

> « La guerre, disait Machiavel, devrait être l'unique sujet d'étude d'un prince » et, par un prince, il entend n'importe quel gouvernement, quelle que soit sa constitution. « Il devrait, dit le célèbre docteur ès politiques, considérer la paix comme l'instant de répit qui lui donne loisir de machiner des plans militaires et fournit les moyens de les excuser. »
>
> BURKE,
> (*à Vindication of natural society.*)

La vente des canons d'occasion rapporte apparemment plus que celle des voitures d'occasion. — En fait, un canon usagé a un avantage précis sur la voiture usagée : il dure plus longtemps. Donc il y a demande et emploi constants de vieux canons.

Les canons restent en service, même s'ils sont démodés, du moment qu'ils tirent avec précision.

En 1903, Georges C. Maynard, du Musée National, écrit : « De nombreux mousquetons de l'an-

cienne armée, que l'on chargeait par la gueule et dont le canon atteint 36 pouces, continuent d'être utilisés par les chasseurs, dans tous les pays, et bien qu'on ne puisse les comparer aux fusils les plus modernes et les plus perfectionnés, ils font encore du bon travail. »

On trouve aux vieux fusils de nombreuses utilisations autres que la chasse. Chaque guerre remet en service des rifles et des fusils, auparavant remisés : les uns servent au combat, d'autres à l'exercice.

Ce n'est point tout. Les pays arriérés sont toujours un marché étonnamment actif pour les armes démodées. Les tribus arabes d'Arabie et d'Afrique, par exemple, utilisent fréquemment des fusils qui semblent des pièces de musée, bien que les entreprenants marchands d'armes commencent à leur fournir des mitrailleuses, à la grande épouvante des pays-mères. Les exemples de ce genre de trafic ne sont pas rares. La frontière nord-ouest de l'Inde fit montre, avant la guerre, d'une ennuyeuse turbulence et donna quelques soucis aux Anglais. La cause de ces troubles venait des marchands anglais, français et belges qui vendaient de vieux rifles et de bonnes munitions aux indigènes, les Anglais via Muscat, les Français via Djibouti. Plus de 200.000 rifles furent ainsi vendus. Les Anglais mirent, plus tard, fin à ce trafic, mais le matériel de guerre continua à s'accumuler, peut-être dans l'espoir d'expéditions de contrebande. En 1911, environ 200.000 rifles et 3.000.000 de cartouches avaient été amassés par ces

commerçants, en attendant l'occasion de les vendre dans l'intérieur des terres.

Une excellente illustration de l'importance et de l'utilité des armes à feu d'occasion nous est fournie par la guerre civile américaine. Les armées nordistes avaient désespérément besoin de fusils et de munitions. Les fabricants travaillaient nuit et jour, mais ils n'arrivaient pas à satisfaire les besoins croissants des armées de l'Union. Au début de la guerre surtout, la disette en armes fut si alarmante, qu'on se mit à rechercher les vieilles armes encore utilisables ou réparables en moins de temps qu'il n'en fallait pour en fabriquer de neuves. Quelqu'un pensa aux stocks européens. Il y avait sûrement en Europe des milliers de fusils ne servant à rien que l'on pourrait adapter et remettre en service. Un commerce actif en armes européennes réformées se développa, et tout fusil, quelque défectueux ou démodé qu'il fût, fut acheté, réparé hâtivement et vendu au gouvernement à des prix exorbitants.

Nombre de ces fusils étaient d'ailleurs parfaitement utilisables et rendirent de bons services aux soldats. Toutefois, du fait de la guerre, comme toujours, il y eut des trafiquants malhonnêtes et des scandales éclatèrent. Des commissions d'enquêtes parlementaires découvrirent des exemples flagrants de ce trafic et révélèrent une véritable boue de sales profits. Lincoln fut si ému des conclusions des commissions qu'il déclara que « l'on devrait fusiller » ces hommes d'affaires rapaces.

Tout au début de la guerre, Philip. S. Justice,

un fabricant d'armes, escroqua les inspecteurs d'artillerie. Il avait obtenu un contrat pour 4.000 rifles qu'il vendait 20 dollars pièce au gouvernement. Ces armes furent trouvées si dangereuses pour les soldats, que le gouvernement refusa de les payer.

Parmi les marchands d'armes qui profitèrent de la guerre civile on trouve John Pierpont Morgan.

Morgan avait 25 ans lorsque la guerre éclata, mais il ne s'enrôla pas et ne porta point le fusil pendant tout le conflit. Il avait entendu parler du manque d'armes dont souffrait l'armée, et c'est à cela qu'il avait décidé de porter remède.

Quelques années auparavant, l'armée avait condamné comme désuets et dangereux des fusils, alors en usage, appelés les carabines de Hall. Ils avaient été vendus à l'encan et à des prix variant de 1 à 2 dollars pièce, probablement comme curiosités. En 1861, il en restait encore 5.000. Soudain, le 28 mai, un nommé Arthur M. Eastman apparut, qui en offrit 3 dollars pièce. Ce prix élevé aurait dû éveiller les soupçons des autorités ; il n'en fut rien. Derrière Eastman, se cachait un certain Simon Stevens qui fournit l'argent pour la transaction. Mais la véritable tête de l'entreprise était J. P. Morgan.

Après avoir pris option sur les carabines réformées, Stevens télégraphia au général Frémont, à Louisville, qu'il possédait 5.000 carabines en excellent état. En voulait-il ? Frémont demanda immédiatement qu'on les lui envoyât. Les fusils furent alors achetés au gouvernement et Morgan les paya 3 dollars 50, au total 17.486 dollars ; ils furent

pris à l'arsenal et envoyés à Frémont : la note présentée fut de 22 dollars pièce, soit 109.912 dollars et un bénéfice de 92.426 dollars.

Lorsque les soldats de Frémont tentèrent de faire feu avec ces « carabines en excellent état », ils s'arrachèrent le pouce. Une indignation considérable s'éleva lorsque la transaction fut connue et le gouvernement refusa de payer Morgan. Morgan poursuivit aussitôt le gouvernement et l'affaire fut portée devant une Commission spéciale, chargée d'examiner les plaintes et de régler les différends.

Il est assez curieux que cette Commission n'ait pas rejeté la plainte de Morgan et ne l'ait pas dénoncé pour son commerce sans scrupules. Elle admit la revendication pour moitié et proposa de payer 13 dollars 31 chaque carabine, ce qui équivalait à 66.550 dollars pour le tout. La transaction aurait ainsi laissé à Morgan un profit de 49.000 dollars, mais il ne se déclara pas satisfait. Il avait un contrat avec Frémont et était décidé à recouvrer la totalité de la somme.

Stevens agit pour lui auprès de la Cour des Plaintes, qui lui accorda la totalité de la somme, — parce qu' « un contrat est sacré », décision qui montra le chemin à suivre à des centaines d'autres plaintes injustifiées, que le Congrès avait essayé d'arrêter.

Le plus grand de ces trafiquants d'armes d'occasion est probablement Francis Bannerman et fils, de New-York.

Cette extraordinaire compagnie débuta en 1865,

après la guerre civile, en achetant à l'encan des quantités énormes de marchandises militaires. Ses bureaux de New-York, 501 Broadway, constituent le meilleur musée militaire de la ville. Sur la rivière Hudson, près de West-Point, elle possède une île où se trouve son arsenal, construit comme un vieux château écossais. Elle fournit des antiquités aux musées et aux collectionneurs et des costumes aux théâtres, mais elle quête aussi des affaires auprès du Ministère de la Guerre. Elle publie un catalogue fascinant, intitulé « Armes de guerre, antiques et modernes : canons, mousquets, rifles, selles, uniformes, cartouches ». Ce livre, qui compte 364 pages et 5.000 illustrations, se vend un demi-dollar (édition de luxe : 3 dollars) et il s'en vend 25.000 par an. C'est dans l'édition 1933 de ce catalogue que nous trouvons ce qui suit :

« La salle des ventes de Bannerman « contient la plus merveilleuse collection de choses militaires anciennes et modernes qui se puisse voir. On trouve nos marchandises sur toutes les mers, et sur toutes les terres du monde. »

« Nous avons acheté 90 % des fusils, munitions et autres fournitures militaires capturés pendant la guerre avec l'Espagne. Nous avons des agents à l'étranger qui achètent et vendent des fournitures militaires pour nous.

« Notre réputation nous fait aux yeux de tous *les plus grands commerçants du monde en marchandises militaires.*

« Dans notre salle des ventes, nous exposons jusqu'à 1.000 fusils de différentes sortes, depuis le

premier mousquet jusqu'à l'automatique de nos jours... Nous exposons plus de *1.000 différentes sortes de revolvers*, depuis la première arme à main, à mèche, jusqu'au dernier revolver à chargeur automatique... Quant aux canons, nous en avons un stock considérable et complet, depuis le canon en fer encastré dans un bloc de bois jusqu'au canon rayé semi-automatique pour navires de guerre... »

Mais qui sont les acheteurs ? « Nos clients comprennent beaucoup de gouvernements du Sud et du Centre Amérique. Quelques-uns des mausers achetés après la guerre 1898 ont été livrés à des gouvernements européens et asiatiques. Pendant des années nous avons été les fournisseurs des gouvernements de Saint-Domingue et de Haïti. Nos plus forts clients sont des gouvernements qui, ayant des ressources financières limitées, doivent se procurer fusils et fournitures à bas prix, et qui ne se refusent pas à acheter un bon fusil qui a été rejeté par un gouvernement plus riche et plus fort. »

Mais tout le monde ne peut pas acheter à Bannerman et Fils : « *Nous ne vendons jamais d'armes à feu à un mineur.* Nous ne vendrons pas d'armes à toute personne qui nous semblerait vouloir porter atteinte à la sécurité publique. »

Des exemples détaillés de vente sont également mentionnés. Ainsi, par exemple : « Récemment, une Compagnie de Navigation européenne nous commanda de transformer un transatlantique en bateau de guerre pour un gouvernement sud-afri-

cain. En une semaine, le paisible bateau voguait, transformé par nous en vaisseau de guerre, complètement armé et équipé : record de rapidité qui serait difficilement battu aujourd'hui même par un établissement gouvernemental moderne. »

On rapporte aussi un autre grand exploit accompli pendant la guerre russo-japonaise : « Lors de la guerre russo-japonaise, nous soumîmes au Ministère de la Guerre japonais, à Tokio, des échantillons relatifs à 10.000 selles militaires Mc Clellan, 100.000 carabines, 100.000 havresacs, 100.000 équipements, 150.000 bretelles de fusils, 20 millions de cartouches en même temps qu'un chargement complet de fournitures militaires assorties. »

Le *Journal de l'Armée et de la Marine* fait allusion à un autre succès de Bannerman. Il raconte que les révolutionnaires de Panama étaient équipés avec des « milliers de carabines fort curieusement semblables aux mausers pris aux forces espagnoles à Cuba. » Vu que le Président des États-Unis avait « encouragé » la Révolution colombienne, il fut accusé d'avoir vendu ces fusils aux Panaméens. Le Ministre de la Guerre expliqua l'affaire. Des 21.154 rifles et carabines pris à Cuba et à Porto-Rico, 20.220 avaient été vendus à l'encan, dont 18.200 à Bannerman. « Ce qu'il fit de ces armes, le gouvernement n'a pas les moyens de le savoir, mais l'insinuation selon laquelle il aurait su qu'elles allaient être utilisées par les révoltés de Panama est aussi burlesque que méprisable. » Il semble, toutefois, assez clairement sous-entendu que Bannerman les vendit bien aux Panaméens.

Que ce marchand d'armes plaide en faveur de la préparation à la guerre est facile à comprendre. La façon dont il le fait est assez remarquable. « La vision que saint Jean eut de Satan hors d'état de nuire et des mille années de paix n'est pas encore en vue. Nous croyons que ces années-là viendront et nous avons passé longtemps à nous y préparer en collectionnant des armes qui constituent le Musée Militaire Bannerman, que nous espérons voir un jour connu sous le nom de « Musée des Arts oubliés », lorsque la Loi et l'Ordre pourront être sauvegardés sans l'aide d'armes. Comme une vie sincèrement chrétienne est la meilleure assurance individuelle contre le mal, nous croyons que lorsque les Nations et leurs Maîtres, qui prétendent aujourd'hui être chrétiens, vivront en accord avec leur prière de « Notre Père », il n'y aura plus de violations du Commandement : Aime ton prochain comme toi-même. Alors la guerre n'existera plus et la *paix régnera sur la terre.* »

Cet argument religieux revient plusieurs fois. Il semble évident que Bannerman et Fils sont dévotement chrétiens. Prenez ce commentaire pour exemple : « On a dit qu'il n'y avait jamais eu, qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais de soldats chrétiens. Que dire alors d'Olivier Cromwell, de Gordon, de Sir Henry Havelock, du Capitaine Phillip, de notre propre marine et d'une quantité d'autres serviteurs de Dieu qui n'ont pas pensé et ne pensent pas incompatible avec leur devoir vis-à-vis de leur Créateur de servir dans les rangs des défenseurs de leur Patrie ? » Argument à peine nouveau

et assez peu original. Le commentaire suivant est toutefois un peu plus étonnant : « Le Bon Livre (la Bible) dit que lorsque arriveront les mille ans en question, les épées seront changées en socles de charrue et les lances en émondeurs. Nous aidons à amener ce temps heureux en *vendant des balles pour guérir les malades.* »

Ce catalogue contient aussi des anecdotes historiques peu connues. « Lorsque la guerre avec l'Espagne éclata, la loi internationale interdisait aux Etats-Unis d'acheter aux fabricants européens. Afin de tourner la loi, un grand navire fut chargé de caisses de canons, munitions, etc..., couvertes de charbon. Lorsque le bateau se trouva à quelque distance de la côte américaine, l'équipage l'abandonna. Et, comme par hasard, ce fut un navire de guerre américain qui découvrit le navire abandonné et l'amena aux Docks de l'Amirauté. »

CHAPITRE VI

KRUPP, LE ROI DES CANONS

> La vie d'Alfred Krupp est le plus noble poème Longfellow, vécu, mais non écrit, et de lui on peut dire, avec certitude, qu'il a, en mourant, laissé derrière lui « l'empreinte de ses pas sur les sables du temps », qui réconforteront plus d'un « frère en perdition » qui n'a pas encore vu le jour.
>
> (Capitaine O. E. Michaelis, *de l'armée américaine.*)

La famille Krupp fit ses débuts dans l'industrie des armements au commencement du XIX[e] siècle. Quand Friedrich Krupp mourut en 1826, il laissait ses aciéries à Alfred, âgé de 10 ans. Avant qu'Alfred Krupp ne mourut en 1867, le nom de Krupp était célèbre dans le monde entier.

Alfred s'attela à la tâche avec des moyens des plus conservateurs. Il s'employa tout d'abord uniquement à la fabrication de matériel utile en temps de paix : machines, voies de chemins de fer, etc... Grâce à d'incessantes expériences, il mit au point

un acier à haute résistance, d'une solidité à toute épreuve. En 1842, il réussit finalement à fabriquer un canon en acier à haute résistance : c'était la voie ouverte à son triomphe dans l'industrie des armements.

Néanmoins, la progression s'avéra d'une lenteur exaspérante. Les militaires se refusaient à abandonner leurs idées conservatrices. La Commission de Réception de l'Artillerie prussienne n'accepta pas de faire les essais de son canon avant 1849, essais qu'aucune commande ne suivit. Krupp persista adroitement. Il produisit son canon à toutes les expositions industrielles, de même que ses autres produits en acier à haute résistance. Il alla à celle de Londres, en 1851, et y reçut la plus haute récompense. Il exposa à Munich, en 1854, et à Paris, en 1855. Il présenta son canon au roi de Prusse, Frédéric Guillaume IV, malgré l'opposition ouverte des cercles militaires. Le tout sans résultat.

En 1856, finalement, une éclaircie se fit jour dans les nuages. Le khédive d'Égypte, Saïd Pacha, déclara que les canons de Krupp avaient vraiment les avantages que leur fabricant faisait valoir et il en fit la première commande importante, suivie immédiatement par une commande française de 300 canons, mais qui fut annulée par manque de fonds. Le vent du succès soufflait. Un signe évident en fut la visite du Régent de Prusse, le prince Guillaume. Le prince avait entendu parler de Krupp et de ses inlassables efforts pour que la Prusse adoptât ses canons, et aussi du

mépris avec lequel les militaires en parlaient. Krupp fit manœuvrer pour lui ses marteaux-pilons et ses machines et déploya toute son astuce de vendeur à amuser le Prince, qui retourna à Berlin avec de l'admiration plein le cœur. Les bases d'une estimable amitié furent ainsi jetées. La même année Krupp reçut de Prusse sa première commande de canons.

La chance avait maintenant tourné, ainsi que le montrent les statistiques :

De 1853 à 1861, les établissements d'Essen s'accrurent de 2 acres 1/2 à 13 1/2 ; en 1883 ils s'étendaient sur 86 acres, et, en 1914, en couvraient 250. De même pour les ouvriers qui, d'une simple poignée passèrent à la population d'une ville de bonne dimension.

En 1849, tandis qu'il cherchait vainement à vendre son canon, Krupp occupait 102 employés. En 1860, leur nombre était de 1.052, en 1914 de 80.000. Ces chiffres ne concernent que ses établissements d'Essen, qui furent longtemps le centre mondial de la technique et de la fabrication des canons.

Les années qui suivirent 1860 furent d'une grande importance pour Krupp, car elles démontrèrent, sans doute possible, la valeur pratique de ses canons en acier à haute résistance, en tant qu'instruments de guerre. L'attitude de Krupp, à cette époque, vis-à-vis du problème patriotique est également fort intéressante. Pendant des années, Krupp avait insisté sur son esprit de patriote. Cet argument, pensait-il évidemment, pousserait les

Prussiens indifférents à faire des affaires avec lui. Avant que d'importantes commandes vinssent de l'étranger, il plaça les besoins de la Prusse au-dessus de ceux de toutes les autres nations.

En 1860, il écrivait qu'il considérait l'approvisionnement en canons de l'armée royale de Prusse « moins comme une affaire que comme un titre d'honneur ». Mais le patriotisme ne lui rapporta rien de bon. Il avait sollicité le renouvellement d'un de ses brevets et le Ministre du Commerce ayant tardé à satisfaire à cette demande, Krupp écrivit à son ami, le Prince Régent Guillaume, lui indiquant ce que lui coûtait son amour de la patrie. D'autres gouvernements lui avaient fait « d'éblouissantes promesses » et l'avaient assuré de leur soutien s'il acceptait d'établir des filiales dans leur pays ; mais jusqu'ici il avait résisté aux tentations. « Sans que cela m'ait été conseillé par quiconque, j'ai, de ma propre initiative, dans l'intérêt de notre pays, renoncé jusqu'à présent à de tels expédients ; et malgré les bénéfices indubitablement plus importants que j'eusse pu réaliser, j'ai refusé de fournir le moindre canon d'acier à haute résistance, à des nations étrangères, en pensant que je servais ainsi ma patrie. »

Le prince régent comprit l'insinuation et ordonna le renouvellement du brevet « en reconnaissance des sentiments patriotiques que le Conseiller municipal Alfred Krupp, d'Essen, a fréquemment déployés, particulièrement en refusant des commandes de l'étranger, commandes qui lui promettaient de grands profits. »

En 1863, des commandes arrivèrent de Russie. On demanda aussi à Krupp de coopérer à l'élaboration de dessins ; et pendant des années, les meilleurs dessinateurs de canons du Tsar vinrent de ses ateliers et de sa maison. La guerre avec le Danemark (1864) et le développement de la Marine de la Confédération des États du Nord de l'Allemagne aidèrent la boule de neige à grossir.

Le nom de Krupp acquit une réputation internationale et l'effet s'en ressentit dans son propre pays. Nul n'est prophète en sa maison et Krupp ne le fut pas avant que ses disciples étrangers ne l'eussent mis en vedette.

Chaque année, les commandes de l'étranger allaient croissant. On entendait de moins en moins Krupp parler de patriotisme. En 1866, quand la guerre avec l'Autriche fut presque certaine, le Ministre de la Guerre, von Roon, pria Krupp de ne pas vendre ses canons à l'Autriche : « Je me risque à vous demander si vous consentiriez, par patriotisme, étant donnée la situation politique actuelle, à refuser de fournir des canons à l'Autriche sans le consentement du gouvernement royal. »

Les rôles étaient maintenant renversés. Krupp ne faisait plus appel au sentiment patriotique du gouvernement pour obtenir des commandes ; le gouvernement le priait d'agir patriotiquement en ne vendant pas d'armes à un ennemi presque certain. Krupp avait déjà, il est vrai, vendu des canons aux Etats de l'Allemagne du Sud, alliés de

l'Autriche ; le mal était donc fait. Von Roon faisait allusion à une autre commande que l'Autriche avait dernièrement passée.

C'était une occasion trop belle pour le constructeur de rappeler le mépris qu'il avait rencontré de la part de la Prusse : « Je puis rappeler à Votre Excellence que j'ai accepté cette commande de l'Autriche à une époque où les relations entre les deux pays étaient de nature tout à fait amicales, avec d'autant plus de reconnaissance, à ce moment, que la marine prussienne désapprouvait l'emploi de mon acier à haute résistance dans la fabrication des canons et que son principal expert travaillait à introduire le bronze à la place de cet acier. »

A partir de cet instant, à mesure que ses profitables affaires avec l'étranger devenaient de plus en plus rémunératrices, Krupp n'eut plus d'ennuis avec le « patriotique ».

En 1866, lors de la guerre austro-prussienne, eurent lieu les premiers essais des canons de Krupp en temps de guerre. Les alliés de l'Autriche étaient aussi, il est vrai, équipés de canons Krupp, mais même ainsi les essais ne furent pas concluants. Les Prussiens gagnèrent des victoires décisives et la guerre fut terminée en sept semaines, mais l'artillerie prussienne avait été si malmenée qu'il fut impossible de dire quel rôle les canons Krupp avaient joué dans la débâcle autrichienne.

Krupp recherchait toujours ardemment des débouchés et les Français lui paraissaient être des clients pleins de promesses. Napoléon III ne

l'avait-il pas décoré à l'occasion de l'Exposition Universelle de Paris ? Cet empereur n'avait-il pas su distinguer les bons canons quand il les avait vus ? Krupp décida que la France l'intéressait. Il envoya deux lettres à Napoléon, accompagnées d'un catalogue. Les deux fois, il essuya une rebuffade.

Peu de temps avant la déclaration de guerre franco-allemande, Krupp triompha à nouveau. Jusque-là les canons britanniques avaient la réputation d'être les meilleurs. En 1868, Krupp organisa une compétition entre ses canons et les canons anglais Woolwich. L'épreuve eut lieu au terrain d'essais Tegel, près de Berlin.

En fait, les Anglais vivaient alors sur leur réputation et étaient restés un peu en arrière en matière d'artillerie. Ils en étaient encore aux canons chargés par la gueule, tandis que Krupp avait définitivement adopté le chargement par la culasse. La supériorité des canons Krupp fut prouvée de façon concluante aux essais. Naturellement les Anglais mirent longtemps à l'admettre, mais le Belge Nicaise la proclama, et la Belgique et la Russie les adoptèrent.

En 1870, la guerre franco-allemande, depuis longtemps prévue, éclata enfin. Splendide occasion pour Krupp. De nouveau ses canons allaient faire leurs preuves. Cette fois-ci il ne put y avoir de doute : tout le monde convint que les canons de Krupp avaient gagné la guerre.

D'autres réussites de Krupp suivirent bientôt. Ses agents étaient partout, prenant avantage de toute friction politique, achetant leur chemin, uti-

lisant ambassadeurs et politiciens à leur assurer des débouchés.

Il n'y avait pour ainsi dire point de guerre ou d'escarmouche de frontière à laquelle les canons Krupp ne participassent. « Quand les Serbes et les Bulgares, les Turcs et les Grecs se battent l'un contre l'autre, les canons Krupp distribuent mort et destruction des deux côtés. Quand des puissances européennes entreprennent la défense de leurs frontières, leurs forteresses se hérissent de canons Krupp. Même lorsqu'on voyage en Afrique, lorsqu'on remonte le Nil, même en Asie, parmi les sujets aux yeux bridés de l'Empereur des Fleurs, les canons Krupp apportent le sinistre témoignage des progrès de la Civilisation. »

Ces ventes étaient parfois effectuées dans des circonstances curieuses. Les canons vendus à la Chine furent plus tard tournés contre les Allemands lors de la révolte des Boxers. L'Espagne commanda d'énormes canons Krupp dans l'évidente intention de les tourner contre les Anglais, à Gibraltar, mais ils étaient si grands qu'on ne put les cacher et ils servirent à fortifier les soupçons britanniques à l'égard de l'Allemagne. Andorre, la minuscule République pyrénéenne, acheta un canon Krupp qu'elle ne pouvait tirer sans que le projectile dépassât ses propres frontières.

En 1890, nouveau développement chez Krupp. Les grandes marines étaient sur le point d'apparaître. Krupp ne pouvait, évidemment, pas prévoir qu'un seul cuirassé allait coûter plus d'argent qu'une Université, mais il comprit qu'il allait y

avoir de bonnes affaires. Par anticipation, il avait expérimenté un acier blindé pour navires de guerre.

Des bateaux armés d'acier avaient déjà été utilisés par les Français dans la guerre de Crimée, mais ces « habillages de fer » ne tenaient pas la mer. C'étaient de simples vaisseaux de bois recouverts de plaques de fer. Ce blindage pour vaisseaux en bois allait parfois, pour certaines plaques, jusqu'à 24 pouces d'épaisseur. Il était impossible d'aller plus loin, la limite de flottaison étant atteinte. Les navires en acier furent alors introduits. D'abord, ce fut un procédé français qui prévalut. Puis apparut l'acier Harveyisé, c'est-à-dire un alliage plus dur d'acier et de nickel.

Alors Krupp commença ses expériences. Vers 1893, il avait réalisé un blindage d'une telle perfection qu'il ne pouvait y avoir de doute quant à sa supériorité sur tous les autres. On tenta des essais, au cours desquels tous les autres blindages se brisèrent en morceaux tandis que celui de Krupp ne présentait pas même une fissure. Ayant fait cette démonstration au monde entier, Krupp annonça immédiatement les conditions auxquelles ce blindage était à vendre. N'importe quel pays pouvait le lui acheter ou le construire dans ses usines moyennant des droits de patentes énormes et un pourcentage à la fabrication d'environ 45 dollars la tonne. Aucune grande puissance au monde ne pouvait refuser les conditions imposées par Krupp. Le blindage Krupp était le meilleur et toutes les marines devaient le posséder.

L'une après l'autre, les puissances navales construisirent en se servant du blindage Krupp ; de sorte que, en 1914, les navires de Grande-Bretagne, France, Italie, Japon, Allemagne et des États-Unis étaient en acier Krupp.

Krupp voulut aller jusqu'à la construction navale. En 1896, il acquit les chantiers navals Germania, à temps pour le budget naval de 1900. Naturellement, ces chantiers acceptèrent aussi des commandes d'autres pays : et plus d'un navire de guerre étranger y fut construit par Krupp.

A cette époque pourtant, Krupp et le gouvernement étaient presque associés. La compagnie fut réorganisée en 1903 et l'empereur Guillaume II devint l'un de ses plus gros actionnaires. Les emprunts du gouvernement étaient toujours profitables à Krupp. Des allocations annuelles spéciales lui étaient données aux fins d'expériences. Il n'est donc pas surprenant, quand la marine allemande commença à s'intéresser aux sous-marins, que Krupp ait, en 1906, reçu presque un million de dollars pour des essais de sous-marin. L'influence que les fabricants d'armes allemands, et particulièrement Krupp, avait sur le gouvernement allemand, est visible du fait que, pendant les dix années qui précédèrent la guerre, les autorités germaniques n'achetèrent virtuellement pas d'armes à l'étranger, mais passèrent toutes leurs commandes chez eux. L'Allemagne était la seule nation à agir ainsi.

Avec l'aide du gouvernement, Krupp acquit aussi un immense terrain d'essais à Meppen, de

10 milles de large, sur lequel même les plus forts canons pouvaient être essayés. Le comble de la naïveté serait de croire que Krupp prît de grandes précautions contre l'intrusion d'étrangers sur ces terrains d'essais. Bien au contraire, Krupp désirait beaucoup que toutes les nations fussent témoins de ses triomphes techniques en artillerie ; et l'essai d'une nouvelle arme offensive, d'un nouvel engin de mort, étaient généralement l'occasion d'une réunion de généraux, d'amiraux et d'experts de tous pays, afin que la nouvelle invention reçût une large publicité et fût vendue à tous ceux qui la désiraient.

Après leur désastreuse défaite par les Japonais, en 1904-1905, les Russes se mirent à l'œuvre en hâte pour reconstruire leur machine militaire. Ce fut l'occasion d'une ruée presque indécente des fabricants d'armes du monde entier, anxieux de s'assurer des commandes en profitant de ce projet de réfection. Les marchands d'armes d'Angleterre, France, Belgique, Allemagne, Autriche et des États-Unis s'enrôlèrent tous joyeusement et Krupp prit une part considérable au réarmement de la Russie, en dépit du fait que la Russie était la proche alliée de la France, « ennemie héréditaire » de l'Allemagne.

Aucune méthode moderne d'affaires n'était inconnue de Krupp. Il comprenait et appréciait la puissance de la Presse. Il possédait ou contrôlait trois grands journaux : le *Reinisch-Westphaelische Zeitung*, le *Taegliche Rundschau* de Berlin et les *Neueste Nachrichten*. Rien n'était plus simple

que de monter l'opinion publique jusqu'à la frénésie patriotique, à n'importe quel moment en agitant les spectres de guerre ou en accordant une large place aux activités militaires d'autres pays, surtout pendant les années fiévreuses d'avant la guerre.

Krupp demeurait aussi en relations étroites avec les Ministères de la Guerre et de la Marine allemands. Des officiers de tous rangs, de hautes personnalités de l'armée et de l'amirauté surtout, émargeaient à ses fonds secrets et l'on pouvait compter sur eux pour favoriser Krupp lorsque le gouvernement accordait des contrats.

En 1912, les statistiques des affaires Krupp indiquaient qu'il avait fabriqué, depuis ses débuts, 53.000 canons, dont 26.000 avaient été vendus à l'Allemagne et 27.000 à 52 pays étrangers.

L'histoire de Krupp montre clairement ce qu'est le fabricant d'armes d'aujourd'hui. De grandes facultés d'invention avaient permis de concevoir un produit supérieur et le développement de la technique avait rendu possible la production en série. Immédiatement le problème des débouchés s'était posé, et liés à celui-ci, les problèmes plus lointains du patriotisme et des méthodes commerciales. Après quelque hésitation, Krupp avait décidé qu'une stricte interprétation du point de vue patriotique était une injure à l'esprit d'affaires et avait adopté un programme de ventes universelles. Bien plus, l'Allemagne avait autant besoin de Krupp que Krupp des commandes allemandes et cette coopération avait dégénéré en une asso-

ciation virtuelle. En même temps, l'Allemagne encourageait et établissait un royaume autonome dans son sein, une puissance qu'elle ne pouvait contrôler et dont elle ne pouvait pourtant se passer. Situation qui devenait commune — dangereusement commune — à toute l'Europe Occidentale.

CHAPITRE VII

LA MORT AUTOMATIQUE
HISTOIRE DE LA MITRAILLEUSE MAXIM

> Maxim, il est bien et hautement recommandable à un homme d'être très patriote et de faire tout en son pouvoir pour sa patrie, mais vous êtes l'un des directeurs d'une société anglaise. Nous sommes neutres, nous pouvons prendre parti.
>
> (*Un autre directeur, à Hiram Maxim.*)

Il y a trois Maxim dont les noms paraissent dans l'histoire des canons et des munitions : Hiram, l'inventeur de la mitrailleuse Maxim ; son frère, Hudson, l'inventeur de la poudre à canon sans fumée ; et le fils d'Hiram, Hiram Percy, l'inventeur du silencieux Maxim. Le plus grand d'entre eux est Hiram I^er^.

Maxim était l'inventeur incorrigible, doué d'une vive personnalité. Il n'aimait rien tant que s'asseoir devant quelque inextricable problème de mécanique, avec sa règle et son compas, et il en sortait toujours avec une solution. Ses inven-

tions se comptent par dizaines, allant des améliorations aux fers à friser, aux machines à riveter et aux lanternes de locomotives jusqu'aux extincteurs d'incendie, aux becs de gaz et lampes électriques, aux machines volantes, aux mitrailleuses et aux cartouches.

Les mitrailleuses existaient avant Maxim. Il y avait, entre autres, la Gardner, la Gatling et la Nordenfeldt. Elles fonctionnaient toutes à la manivelle.

Hiram Maxim s'attaqua au problème en 1883 et, en 1884, fit patenter une mitrailleuse conçue sur un principe tout différent. Il utilisait le recul de l'arme pour actionner la bande de cartouches et put ainsi produire une machine tirant 666 coups à la minute. Il n'y avait point de manivelle à tourner ; il ne pouvait donc y avoir d'enrayage. En tant qu'invention mécanique, c'était un coup de génie, en tant qu'instrument de massacre, c'était d'une indicible efficacité. Maxim s'allia rapidement à Vickers et sa mitrailleuse devint partie de l'arsenal que Vickers vendit au reste du monde.

Maxim était Américain et se fit citoyen britannique. Il inventa sa mitrailleuse en Angleterre ; les Anglais furent les premiers à la voir et à l'acheter.

Maxim pensa ensuite à l'Amérique. Il écrivit à tous les principaux fabricants de fusils et de revolvers des Etats-Unis pour les informer que son système automatique serait bientôt appliqué à toutes les petites armes. Il leur conseillait en outre d'utiliser le dit système qui avait été breveté aux U.S.A. Mais les fabricants américains démentirent leur

réputation d'être partisans du progrès. Maxim ne reçut pas une seule réponse favorable ; quelques-uns de ses correspondants allèrent même jusqu'à ridiculiser son invention. Ce furent ses seules rebuffades. D'autres pays étaient plus ouverts à la persuasion et Maxim entreprit immédiatement de les gagner.

Parmi les premiers à acheter ses mitrailleuses se trouvèrent les Boers de l'Afrique du Sud. Maxim (et Vickers) savaient probablement que l'Afrique du Sud allait bientôt être le théâtre d'un conflit avec l'Angleterre, mais cela ne l'arrêta en rien. Les Boers achetèrent de puissantes armes, que les nègres d'Afrique appelèrent « Pom-pom », d'après le bruit qu'elles faisaient. Le nom resta. Pendant la guerre contre les Boers, les troupes anglaises rencontrèrent de vives résistances de la part des fermiers révoltés, armés de Pom-poms.

La marche triomphale conduisait en France. Des essais eurent lieu à Versailles et la Maxim en sortit victorieuse. Puis vint la Suisse. Ici, on organisa une compétition avec les mitrailleuses Gatling, Gardner et Nordenfeldt. La Maxim se montra supérieure. Un officier suisse déclara avec enthousiasme : « Aucune arme au monde n'a jamais été construite qui puisse tuer autant d'hommes et de chevaux en si peu de temps. »

Ce fut, ensuite, le tour de l'Italie : les essais eurent lieu à La Spezzia : résultats habituels. Ici, Maxim fit une connaissance intéressante. Le consul russe à La Spezzia, Nicolas de Kabath, devint un de ses agents. Maxim put être satisfait de son

expédition en Italie. Il en emporta une forte commande du gouvernement.

En Allemagne ensuite. Les essais eurent lieu à Spandau et le Kaiser fut enthousiasmé. Depuis cette époque, un nombre considérable de Maxims a été acquis par les Services militaires et navals allemands. Lorsque la société Maxim-Nordenfeldt fut formée, les brevets Maxim pour le monde entier furent évalués à 900.000 livres et les parts furent souscrites plusieurs fois en quelques heures.

Les efforts de Maxim se portèrent alors en Russie.

Quand il y montra son arme pour la première fois, les Russes la tournèrent en ridicule. Les officiers russes, accoutumés à n'importe quelle exagération, riaient à l'idée qu'elle tirait 666 coups à la minute. Mais Maxim organisa des essais et prouva l'efficacité de son arme. Sa performance surprit considérablement les Russes, qui utilisèrent désormais la Maxim en quantités considérables.

Les autres pays ne pouvaient plus ignorer la mitrailleuse Maxim. La Chine en entendit parler et Li Hong Chang s'embarqua aussitôt pour l'Angleterre afin de l'examiner. Ses premiers mots en débarquant sur le sol anglais furent : « J'aimerais voir Hiram Maxim. » Il le vit et Maxim vainquit.

La démonstration eut lieu à Eynsford. Les Chinois furent très impressionnés.

L'Espagne et le Portugal avaient déjà reçu la visite de Maxim et une usine avait bientôt été installée dans le premier de ces deux pays. La

Turquie allait maintenant recevoir les bienfaits de la civilisation. L'arme de Maxim y gagna à nouveau les cœurs militaires et le Sultan fut si content qu'il réfléchit longuement à la meilleure manière d'honorer ce grand bienfaiteur de son pays. Maxim fut décoré d'un ordre turc et, en signe exceptionnel de la satisfaction du souverain, on lui accorda « une des perles les plus rares » du harem du Sultan.

Un autre épisode intéressant est celui de la guerre hispano-américaine. Des rumeurs mystérieuses couraient en Amérique, selon lesquelles Hiram Maxim allait fournir à la marine des U.S.A. un canon d'une puissance tellement énorme que la marine espagnole serait balayée en un instant. Les Espagnols trouvèrent ces nouvelles fâcheuses et se souvinrent aussitôt que Vickers-Maxim avait une usine dans le pays.

L'installation anglaise fut vivement menacée et l'on y était très ému, car il semblait que l'usine dût être détruite. Un télégramme fut immédiatement envoyé à Vickers, l'informant de la situation dangereuse de sa filiale. L'un des Directeurs se précipita dans la nuit jusque chez Maxim et l'éveilla d'un sommeil paisible à deux heures du matin.

Maxim put assurer son collègue que toute l'histoire était bâtie sur une rumeur stupide et sans fondement, car un canon tel que celui que décrivaient les journaux américains n'existait pas et lui-même n'avait pas fait d'affaires avec l'Amérique, ces dernières années. Un télégramme fut

expédié d'urgence en Espagne pour expliquer la situation et l'usine Vickers ne fut pas touchée.

Mais l'aventure la plus importante de la carrière de Maxim lui arriva à Vienne entre 1880 et 1890. Le gouvernement autrichien avait exprimé le désir de voir la célèbre mitrailleuse et Maxim se présenta aux essais dans la capitale autrichienne devant un public aussi nombreux que distingué.

L'archiduc Guillaume fut fortement impressionné et déclara : « C'est le plus épouvantable engin que j'aie jamais vu ou imaginé. » Ainsi encouragé, Maxim présenta un petit numéro de cirque aux seconds essais. L'Empereur lui-même était présent et Maxim découpa les lettres F. J. (François-Joseph) dans une nouvelle cible à plus faible distance. Le monarque et de nombreuses hautes personnalités furent ravis, et un journal comique publia même un dessin représentant Maxim tirant un canon en forme de cercueil et découpant les initiales F. J. sur une cible pendant que la mort, debout derrière lui, élevait une couronne au-dessus de sa tête.

En dépit de cet exploit, il ne remporta pas un succès complet. Il y avait là un autre vendeur dont la langue habile poussa les militaires à ne pas accepter entièrement la production de Maxim : c'était Basil Zaharoff. Lorsque Maxim, triomphant après les essais, fit appel aux ministres, il fut reçu froidement et une commande de faible importance seulement lui fut concédée. En vérité, l'intelligent colporteur yankee avait rencontré son égal, un égal qui depuis est devenu célèbre.

CHAPITRE VIII

LE SUPER-VENDEUR DE LA MORT

> Je suis un citoyen du monde : ma mère Patrie est partout où je travaille et je travaille partout.
>
> ALFRED NOBEL.

En 1849, un enfant naissait dans la famille Zacharas, Grecs d'Anatolie, qui fut baptisé Basileos, ou Basil, Zaharoff.

« Zaharoff » n'est donc pas un « *surnom* ».

Celui-ci commença sa carrière comme changeur dans les bazars de Constantinople.

Il dut apprendre des langues étrangères et rechercher la protection de puissants compatriotes pour poursuivre son commerce interdit par les Turcs. De là naquit son romantique amour de la Grèce qui devait imprimer une étrange allure à sa carrière internationale. Il fut à ce moment-là impliqué dans un scandale : employé par un oncle dans une affaire importante, il apprit si rapidement les détails du commerce, que son oncle fit de lui son associé. — Soudain, il part pour

l'Angleterre avec de l'argent puisé dans la caisse de la firme. — Traduit en justice à Londres, sur une plainte de son parent, il prétend qu'une part des bénéfices lui était due et qu'il a tout simplement pris de l'argent lui appartenant.

Les détails exacts de cette affaire n'ont jamais été complètement éclaircis, mais il est certain que Zaharoff fut acquitté. Innocent ou coupable, il resta souillé par cette accusation de malhonnêteté, et aujourd'hui encore dans les cafés d'Athènes, il est admis que cette personnalité mondiale gravit le premier échelon de la fortune avec de l'argent volé.

Cependant, en quittant Old Bailey, c'est à Athènes qu'il retourna, et il commença à y manifester cette inclination intéressée pour les politiciens, qui plus tard marqua sa carrière.

Étienne Skuludis, personnalité de la politique grecque, le protégea contre les protestations véhémentes de la société grecque et lui obtint même son premier emploi dans le commerce qui devait devenir son *métier* (1).

Un Suédois, agent athénien de la firme d'armements anglo-suédoise Nordenfeldt, quitta sa place et, sur la recommandation de Skuludis, aida Zaharoff à obtenir le poste vacant.

Il était temps : la guerre turco-russe de 1875-78 venait de se terminer et les divers royaumes balkaniques, en particulier la Bulgarie, avaient fait preuve d'une étonnante vigueur militaire.

(1) En français dans le texte.

L'armée grecque, pauvre en soldats et en armes, demeura à l'intérieur de ses frontières, et la Grèce ne put prendre part au partage du butin quand le traité de paix fut signé. — Ce fut une leçon pour les hommes d'État grecs, qui, résolus à ne plus manquer une telle occasion, décidèrent sur-le-champ de porter l'armée de 20.000 à presque 100.000 hommes. Sur un budget de vingt millions de francs, la Grèce en alloua désormais seize aux armements.

Les sommes importantes votées par les ministres balkaniques et turcs allaient profiter à Zaharoff et aux autres représentants des petites firmes. Krupp, Schneider et les plus considérables des magnats européens étaient trop occupés à fournir les grandes puissances, et ils n'étaient pas organisés pour manœuvrer dans les eaux troubles de la politique balkanique : par l'intermédiaire de son patron Skuludis, Zaharoff put vendre de façon très profitable pour Nordenfeldt et C°.

Les traités de paix, au lieu d'arrêter les armements, accrurent les demandes des ministres de la défense. Il y eut un conflit aigu entre les divers vendeurs, et Nordenfeldt fournit à Zaharoff un certain nombre de nouvelles inventions destinées à séduire ses clients, dont la dernière merveille : le sous-marin.

Les experts navals des grandes puissances sentaient depuis longtemps le besoin d'une telle découverte, mais ils répugnaient à accepter celle de Nordenfeldt, jusqu'à ce qu'elle se fût montrée pratique.

Ainsi, Basil Zaharoff eut-il l'honneur de vendre le premier sous-marin, et, par surcroît, ce fut à son propre pays.

A cette époque, la Turquie, redoutable ennemie de la Grèce, avait une trésorerie beaucoup plus large que sa voisine, et se proposa d'acheter des sous-marins. C'était le métier de Zaharoff que de vendre, et il vendit, sans écouter son patriotisme. Il reçut une commande de la Turquie pour deux des nouveaux sous-marins.

Il servit si bien son maître qu'il devint vendeur libre en Europe. Durant l'avant-dernière décade du siècle dernier, Nordenfeldt éprouva une véritable inquiétude du progrès accompli par Hiram Maxim et sa mitrailleuse. Zaharoff rassura néanmoins son patron, et s'offrit à arrêter la marche triomphale anglo-américaine à travers le continent. L'étrange petit Américain, comme nous l'avons vu précédemment, arrive à Vienne avec son extraordinaire ingéniosité. Zaharoff y est aussi avec la mitrailleuse Nordenfeldt, manifestement inférieure, mais avec son inégalable connaissance de la mentalité officielle, et une habileté d'élocution que son adversaire ne possède pas. Dans son autobiographie, Maxim décrit ses propres exploits devant l'auditoire d'officiers et de journalistes autrichiens, mais il est évasif quant à ceux tout aussi spectaculaires accomplis par Zaharoff à cette occasion.

Après que les applaudissements qui suivent le sensationnel découpage des initiales de l'Empereur se sont éteints, voilà qu'un grand type basané circule parmi les journalistes, s'écriant : « Quelle

magnifique performance ! Merveilleux ! Personne ne peut rivaliser avec cette mitrailleuse Nordenfeldt ! » — « Nordenfeldt », demande un reporter. « Le nom de l'inventeur n'est-il pas Maxim ? » — « Non, réplique l'homme, qui est visiblement au courant de toute la question : c'est la Nordenfeldt, la meilleure arme du monde. » Et de manière à ce que les journalistes étrangers présents soient bien au courant, il chante les louanges de Nordenfeldt en français et en anglais.

Après qu'il a ainsi établi une nouvelle méthode de prévarication de la presse, Zaharoff s'adresse aux officiers qui ne se laisseront probablement pas aussi facilement berner. — Avec eux, il parle techniquement : « Personne ne peut rivaliser avec M. Maxim en ce qui concerne le canon. Mais c'est précisément l'inconvénient de cette invention, que personne ne puisse la copier. Ce n'est par conséquent rien autre qu'un truc, une attraction de cirque. » Il poursuit, expliquant que tout dans cette machine doit être fabriqué avec la plus grande précision, qu'elle ne fonctionne pas pour une différence d'un centième de millimètre et tous ces discours transforment à tel point l'impression produite par Maxim que lorsque l'inventeur paraît au Ministère de la Guerre, il est l'objet d'une réception étonnamment froide. Il est informé des accusations portées contre son canon par un de ses rivaux londoniens et ce n'est qu'au prix du plus grand effort qu'il peut obtenir une commande de 150 mitrailleuses.

Cet incident affecta beaucoup Maxim et il ne

se passa pas longtemps avant que nous voyions Zaharoff, le Grec, unir ses forces à celles de Maxim, l'Anglo-Américain, sous la direction de Nordenfeldt, le Suédois, en une firme d'armements des plus internationales. Plus tard, Vickers, la firme géante qui avait écrasé nombre de ses rivaux, s'unit au Grec et à l'Anglo-Américain, après que Nordenfeldt, trouvant déplaisante son alliance avec l'Américain, fût parti monter sa propre affaire à Paris.

Le résultat de cette association avec Maxim fut que les commissions de Zaharoff augmentèrent et que sa fortune s'accrut. Rien d'étonnant à cela, les gouvernements du monde entier étant d'humeur à acheter. Le Japon et la Chine étaient engagés dans une guerre ; l'expansion impérialiste en Asie et en Afrique avait créé de nombreux petits conflits ; la Grèce et la Turquie se disputaient à nouveau ; et, affaire plus importante encore, les États-Unis et l'Espagne se battaient à Cuba et aux Philippines. Zaharoff reçut pour 25 millions de dollars de commandes de l'Espagne. En guerre comme en amour, Zaharoff trouva Madrid fort agréable, car il y était tombé amoureux d'une dame de la cour.

Il devint rapidement *persona grata* dans les Cours et les Chancelleries, se frayant son chemin jusqu'au bureau des ministres, s'insinuant dans les directions de diverses firmes étrangères et en sortant toujours avec de belles commandes. Il n'y a pour ainsi dire point de scandale, auquel on ne mêle sa sombre figure. L'affaire Turpin, jadis cé-

lèbre, sommeille, enterrée dans les colonnes de journaux jaunis. Le monde a maintenant oublié que l'Intelligence Service anglais fut accusé de s'être approprié le secret de la mélinite, explosif français, et que l'inspirateur de la conspiration fut supposé être Cornélius Hertz.

Mais les biographes de Zaharoff n'ont pas oublié. Où se trouvait donc le Grec pendant ces deux années ?

Ils ne peuvent découvrir aucune trace de ses mouvements en 1889 et 1890 et remarquent qu'il y a une ressemblance curieuse entre Zaharoff et les descriptions que l'on fait de ce Hertz, qui disparut après la fin de l'affaire. Zaharoff n'était-il pas le favori des Anglais et n'avait-il pas, comme Hertz, des relations intimes avec cette autre personnalité à la vie mouvementée : Georges Clemenceau ?

La Russie, pendant et après la guerre russo-japonaise, fut un champ où Basil Zaharoff déploya beaucoup d'activité. Comme on l'expliquera plus complètement au cours de l'histoire du principal fabricant d'armes français, la situation était compliquée. Les marchands d'armes étrangers luttaient l'un contre l'autre, s'alliaient et se divisaient ensuite — dans une bataille féroce.

Les chantiers navals Nicolaieff de la Mer Noire furent l'objet d'une attaque conjuguée de firmes anglaises et françaises, Zaharoff se trouvant au centre de la mêlée. Zaharoff et son groupe remportèrent la victoire.

Encouragé, notre héros traversa la Mer Noire et alla jusqu'aux rivages du Bosphore, scène de son

premier *coup* (1) international. Les chantiers navals et le matériel du génie naval turcs étant depuis longtemps en mauvais état, le gouvernement accorda immédiatement une concession à Zaharoff afin qu'il organisât les dits chantiers. La charmante canonnade essuyée par la flotte britannique dans les Dardanelles quelques années plus tard, en 1915, fut un salut bien mérité à l'exploit extraordinaire du représentant commercial de la plus grosse maison d'armes anglaise.

Après avoir aidé les Turcs, Zaharoff s'en revint chez leurs ennemis, l'esprit plein des promesses de ses récentes expériences. Un champ fertile l'attendait. Le Français devenait trop gourmand et les hommes politiques russes étaient tout prêts à recevoir un homme qui leur offrait de prendre part à ses entreprises, même s'il en coûtait au gouvernement quelques centaines de milles de roubles de plus que s'il avait fait affaire avec M. Schneider.

Les Russes désiraient construire une grande usine d'artillerie. Schneider insistait pour la construire loin dans les montagnes de l'Oural où il avait des propriétés et il voulait en faire une affaire uniquement française. Mais Zaharoff démontra les possibilités supérieures d'un site riche en charbon et en fer sur la Volga, près du bassin du Donetz et offrit magnanimement d'incorporer sa nouvelle usine à une firme russe — pourvu qu'il eût la plus grosse part des bénéfices. Il avait tant de confiance dans le succès de son offre qu'il acheta le terrain pour

(1) En français dans le texte.

l'usine trois semaines avant la date fixée pour la conclusion du contrat.

Aussi loin qu'il se trouvât de l'Europe Occidentale, ces années-là, Zaharoff ne négligea pas de cultiver les hommes puissants de France et d'Angleterre. Il était l'actionnaire-associé et l'ami de l'imprudent Lloyd George, dont le prestige souffrit cruellement lorsqu'on révéla qu'il avait profité de la hausse des actions de la société Marconi, à laquelle son Cabinet venait d'accorder un contrat lucratif. Lord John Murray était, tout comme Lloyd George, un ami de Zaharoff et, plus tard, ce dernier tira un bon parti de ces amitiés.

En vérité, ses relations avec toutes sortes de grandes figures, anglaises et françaises, lui offraient excellente matière à spéculation. Son agent en France était M. Nicolas Pietri, qui apparaît au nombre des administrateurs de Vickers en France. Par lui, il était en relation avec l'Anglo-Persian Oil Company, dont Lord Murray était le principal directeur. L'Anglo-Persian avait une filiale française qui allait exploiter les bassins algériens, et M. Piétri devait être l'une des têtes de cette filiale. M. Piétri était également administrateur du *Lait Berna*, affaire familiale de M. Dutasta, ami et agent de Clemenceau. Zaharoff ne dédaignait pas non plus de se trouver en relation avec l'un des rivaux politiques de Clemenceau, M. Poincaré, Lord Murray étant son agent de liaison avec ce dernier.

Les Français sont flattés de recevoir des cadeaux d'hommes riches, qu'ils soient Rockefeller ou

Zaharoff. Aussi voyons-nous notre homme fonder une chaire d'aviation à la Sorbonne. Après cela, il aurait été de mauvaise grâce de ne pas reconnaître officiellement le patronage du digne Grec. L'inévitable insigne rouge de la Légion d'honneur fut épinglé à sa boutonnière en 1908, et il fut promu officier en 1913 « pour services rendus à la République Française ». Un sénateur français poussa l'esprit d'inquisition jusqu'à demander à M. Poincaré d'expliquer exactement la nature de ces services, mais le grand homme l'ignorait. Il y eut aussi d'autres Français à se méfier du bienfaiteur basané. M. Albert Thomas fit quelque sensation à la Chambre des Députés en déclarant, à l'époque où Zaharoff battait M. Schneider en Russie : « Les journaux russes ont montré Zaharoff comme le plus actif et le plus entreprenant agent de Vickers et le rival le plus important du Creusot. »

Il ne manquait pas non plus, durant cette période d'activité échevelée, d'honorer la Presse. En 1910, la Société des Quotidiens illustrés était sur le point de lancer un journal qui devait être aussi nouveau, au regard de l'ennuyeux journalisme de l'époque, que le sont les « tabloids » en Amérique. Il n'est donc pas étrange que le moderne Zaharoff ait souscrit un grand nombre des parts émises, pas plus qu'il n'est incongru que le nouvel *Excelsior* soit devenu le principal organe anglophile du capital français. Quand il arrivait que Vickers eût besoin d'être défendu dans des situations provoquées par les querelles internationales des fabri-

cants d'armes, *Excelsior* devenait le plus énergique apologiste de la firme anglaise.

Mais ses ramifications d'affaires s'étendirent. Comme il sentait l'approche d'une situation plus favorable encore aux firmes d'armements, il aida à l'organisation d'une étrange firme polyglotte. La *Société Française des Torpilles Whitehead* fut fondée, en France, en 1913, afin de fabriquer torpilles, mines, etc. Le nom était français, mais la majorité (51 %) des actions était entre les mains des Anglais de l'universelle Vickers, Zaharoff recevant assez de parts pour pouvoir compter au nombre des membres du Conseil de Direction.

James Beetham Whitehead, ambassadeur d'Angleterre en France, donnait son nom à la firme et recevait quelques parts. Le vice-amiral Aubert y représentait la marine française. Mais le plus étonnant était de constater que cette maison, fondée afin de combattre la menace des sous-marins de von Tirpitz, comptait Margareta von Bismarck de Friedrichsruhe, fille du « Chancelier de fer » décédé, parmi ses dirigeants les plus importants. Un autre directeur, le comte Edgar Hoyos, de Fiume, était Autrichien.

Outre sa liaison avec Fiume, Zaharoff était associé à d'autres sociétés autrichiennes : la *Teschen Steel Company*, la *Fabrique d'Armes Berghütten* et la célèbre *Skoda*. En Allemagne, il était actionnaire de Krupp. Ainsi, ce marchand grec était parvenu, juste avant la guerre, à une position culminante de capitaliste dans les armements internationaux, aboutissement logique de la politique qu'il

avait instaurée en vendant des armes à la fois à la Turquie et à sa mère Patrie. Il était arrivé à être une sorte d'impresario d'une des plus grandes organisations cosmopolites du monde : la *Vickers Ltd.*

CHAPITRE IX

BELLE-MÈRE DU PARLEMENT

« Le gouvernement de votre pays ! Je suis le gouvernement de votre pays, moi et Lazarus. Croyez-vous donc que vous et une demi-douzaine d'amateurs comme vous, assis en rang dans cette boutique à bavardages, gouvernez Undershaft et Lazarus ! Non, mon ami, vous ferez ce qui nous rapporte. Vous ferez la guerre quand elle nous plaît et la paix quand nous en aurons assez... Quand je désirerai faire augmenter mes dividendes, vous découvrirez que mon désir est un besoin national. Quand d'autres voudront faire baisser mes dividendes, vous appellerez la police et l'armée, En retour, vous serez soutenu par mes journaux et la joie de vous croire un grand homme d'Etat. »

(UNDERSHAFT, *le fabricant d'armes, dans « Major Barbara », de Bernard Shaw.*)

L'Angleterre est peut-être la mère des Parlements, mais il est assez évident que la *Vickers Ltd,* est la belle-mère du Parlement britannique.

Vickers n'a pas surgi, tout armé, du cerveau de

Basil Zaharoff. Son histoire remonte au début du XIX^e siècle. C'était alors une simple entreprise de travaux mécaniques et, comme la plupart des firmes anglaises de l'époque, elle montrait le chemin aux ingénieurs de tous pays. Vers 1840, M. Krupp vint en Angleterre pour goûter de la sagesse technique des Britanniques. Mais quelques dizaines d'années après, le terme « made in Germany » devint synonyme de maîtrise et les rôles furent inversés. Le jeune Thomas E. Vickers fit son apprentissage à Essen et revint chez lui si bien au fait des usages teutons qu'il fut capable de prendre la tête de ses concurrents anglais.

Au début, tout comme Krupp, Vickers fabriquait des articles aussi prosaïques que roues de wagons de chemins de fer, poulies d'acier et cylindres ; mais entre 1860 et 70, il se mit à la fabrication des armes. Il commença modestement par la confection de canons de fusil et de tôles blindées. Plus tard, à mesure que les dividendes augmentaient, il en arriva à fabriquer les fusils tout entiers.

La firme prit, avec l'arrivée de Zaharoff, un caractère plus hardi. Elle acquit la *Wolseley Tool et Motor Co,* puis *l'Electric et Ordnance Accessories Co Beardmore,* firme de construction navale de Glasgow ; et la maison consolidée acquit une succursale en Italie, la C^ie Terni qui prit plus tard le nom de *Vickers-Terni.* Zaharoff sortit Vickers de l'insipide habitude de commercer uniquement avec le gouvernement britannique. Cecil Rhodes dirigeait alors la politique britannique en Afrique du Sud d'une telle façon qu'elle s'orientait

évidemment vers la guerre et Vickers fit les premiers pas hésitants sur le chemin de l'armement international en vendant des fusils à tir rapide à la République ennemie des Boers.

D'autres coins du globe offraient un champ prospère à Vickers et à leur agent Zaharoff. Il ne fut pas sans profit de fournir l'armée et la marine rachitique de l'Espagne. La guerre sino-japonaise amena de fortes commandes, et la guerre entre la Russie et le Japon trouva Vickers en train d'équiper les deux adversaires. La firme anglaise était bien lancée sur les chemins internationaux vers la la prospérité et offrait maintenant à ses clients un choix complet d'articles de massacre, depuis la mitrailleuse jusqu'au bateau de guerre.

En 1901, Vickers fit partie d'un vaste trust d'armements internationaux : la *Harvey United Steel Co.* Albert Vickers, chef d'exploitation de Vickers Maxim, en fut le président, et le Conseil de direction comprit d'autres firmes britanniques intéressées à la production de matériel de guerre : *Charles Cammell et Co,* constructeur naval ; *John Brown et Co,* de même ; Sir W. G. Armstrong Whitworth, le concurrent le plus sérieux de Vickers dans l'industrie des armes ; et également les firmes Krupp et Dillingen d'Allemagne ; Terni d'Italie, le puissant Schneider, les aciers Châtillon et les aciers Saint-Chaumont, tous fabricants d'armes. D'autres associations s'affilièrent également à ce grand trust, notamment le trust Nobel de la dynamite et la Chilworth Gunpowder Co, formidable groupement de forces guerrières, qui com-

prenait tous les grands États modernes : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis.

L'Angleterre ne manquait pas de vaillants adversaires des trusts.

Philip Snowden, maintenant en sécurité à la Chambre des Lords, faisait alors ses beaux jours des scandales qu'il découvrait. A la Chambre des Communes, il révéla à l'Angleterre ce que signifiait cette pyramide de forces :

« Le premier Lord de l'Amirauté... a dit, il y a quelque temps, que les relations entre l'Amirauté, Vickers et une autre grande firme du même genre étaient beaucoup plus cordiales que les relations d'affaires en usage. C'est peut-être la raison pour laquelle le représentant de ces maisons a été reçu en audience lors d'un conseil de cabinet. »

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les services gouvernementaux s'occupant de défense nationale aient des relations « cordiales » avec les firmes d'armements. Les représentants de ces firmes étaient, dans de nombreux cas, d'anciens officiers de l'armée et de la marine. Nous trouvons, par exemple, au Conseil de Direction de Vickers : le général Herbert Lawrence, Sir Mark Webster Jenkinson, auparavant expert auprès du Ministère des Munitions ; le général J. F. Noel Birsh, Sir J. A. Cooper, auparavant au Ministère de la Guerre ; Sir A. G. Hancock, auparavant à la Commission de l'Artillerie.

On se frottait parfois joyeusement les mains lorsqu'un ami des fabricants d'armes accédait au pou-

voir, Sir Charles D. Maclaren, de la *John Brown Co,* fabricant d'armements navals, commenta ainsi la nomination de Sir John Fisher au contrôle de l'Amirauté :

« La nomination de Sir John Fisher à l'Amirauté est un fait de quelque importance pour une firme telle que la nôtre, et je suis heureux de voir Sir John tout prêt à faire construire des vaisseaux de guerre, car plus il y a de travail, plus il y en a pour nous. »

Mais cependant que les amis de la guerre s'occupaient, les amis de la paix se réveillaient. Les augmentations du budget naval éveillèrent leurs soupçons et quelques-uns d'entre eux donnèrent leur opinion quant aux responsables de cet état d'esprit guerrier. Lord Welby, un Pair qui avait résisté à l'attraction des bénéfices des armements et qui occupait la plus haute position dans les services civils du pays, éclata d'indignation :

« Nous sommes entre les mains d'une organisation d'escrocs. Ce sont des politiciens, des généraux, des fabricants d'armes et des journalistes. Ils sont tous anxieux de dépenses illimitées et passent leur temps à inventer des fantômes afin de terrifier le public et les Ministres de la Couronne.

« Qui sont les actionnaires de ces maisons ? Je constate que d'honorables membres de cette Chambre en font partie. En vérité, il serait impossible de jeter une pierre sur les bancs qui me font face sans toucher un actionnaire de l'une ou de l'autre de ces maisons... L'honorable membre de la division Osgoldcross du Yorkshire, est le plus grand

impérialiste. Je constate qu'il possède 3.200 actions de John Brown et 2.100 Cammell Laird. Un envoyé de Sheffield figure à peu près sur chaque liste, comme il figure dans chaque débat de cette Chambre où il y a possibilité d'obtenir plus d'argent pour les armes et les bateaux. Je veux parler du membre de la Division Ecclesall (Mr. S. Roberts). Il est actionnaire de John Brown, administrateur du *Cammell Laird*, également administrateur délégué de la *Fairfield Co* et actionnaire de la *Coventry Ordnance Co.* »

Mais les officiels de Cammell Laird ne se contentaient pas de compter sur leurs administrateurs gouvernementaux. En 1909, ils étaient fort en peine de l'état de faiblesse de la marine britannique, alors la plus puissante du monde.

Ce fut le célèbre « fantôme naval » de 1909.

Mr. H. H. Mulliner était administrateur délégué de la *Coventry Ordnance Co*, en partie propriété des grandes entreprises Cammell Laird. Longtemps avant 1910, Mr. Mulliner avait montré une touchante sollicitude vis-à-vis de la situation internationale de la marine britannique. En 1910, il raconta l'histoire de ses efforts dans le *Times* sous le titre : « Journal d'une grande défaite. » Voici deux entrées en matière qui projettent un peu de lumière sur son travail :

« 13 mai 1906 : Mr. Mulliner informe pour la première fois l'Amirauté de préparatifs d'augmentation considérable de la marine allemande. » (Cette information fut cachée aux autres nations jusqu'au mois de mars 1909.)

« 3 mai 1909 : Mr. Mulliner apporte au Cabinet la preuve que l'accélération donnée en Allemagne à la production des armements et dont il avait perpétuellement averti l'Amirauté, était un fait accompli et que de grandes quantités de canons de marine étaient fabriquées très rapidement dans ce pays. »

En automne 1908, Mr. Mulliner réussit à se faire écouter d'un grand général anglais qui se lamenta à la Chambre des Lords sur ce que « un terrible réveil était à prévoir à une date fort peu éloignée. » Le résultat de l'agitation de Mr. Mulliner fut que le budget naval s'augmenta de deux millions de livres sterling ; et les chiffres de ce que l'Allemagne était en train de faire furent si bien mis en vedette dans les journaux que le Parlement se mit à réclamer huit nouveaux croiseurs aux cris de : « Nous en voulons huit, et nous n'attendrons pas. »

A la fin, ils en obtinrent quatre ; l'un des premiers contrats accordés le fut aux clients de Mr. Mulliner : Cammell Laird.

Lorsque l'honorable Louis Philippe Brodeur, ministre canadien de la Marine, vint à Londres juste avant la guerre, en compagnie de son collègue, Sir Frédérick Borden, ministre de la Milice, ils furent reçus avec prodigalité par Vickers, qui leur offrit un banquet au Carlton Hôtel. Le premier ministre libéral venait d'examiner les possibilités de désarmement et les fabricants d'armes hospitaliers étaient portés à se plaindre amèrement de cette politique anti-sociale et anti-financière.

« Les affaires vont mal », confia un administrateur à Mr. Brodeur.

Les Canadiens à l'esprit pacifique furent choqués par ces remarques, mais les vendeurs de Vickers trouvèrent des auditeurs bien intentionnés dans la personne des acheteurs japonais. En 1910, le vice-amiral Fujii vint en Angleterre chargé de superviser la construction des bateaux de guerre. L'amiral recommanda les produits et les prix de Vickers et Vickers obtint l'affaire. Puis l'amiral passa devant la justice japonaise et il fut prouvé que Vickers lui avait remis de fortes sommes d'argent en remerciement de sa bonne volonté. Rien d'étonnant à ces largesses, car l'amiral avait rapporté à ses supérieurs que les prix et les produits de Vickers étaient moins chers et meilleurs que tous les autres.

En fait, Vickers n'était pas le seul corrupteur. D'autres maisons avaient contribué à remplir la bourse du vénal envoyé japonais. Le constructeur naval Hanamoto Kaizo visita les usines Yarrow, en Angleterre, et A. F. Yarrow lui montra un nouveau modèle de destroyer marchant à l'huile lourde, la dernière invention de cette année-là. Fujii approuva ce modèle et une commission lui fut ensuite donnée par Messieurs Yarrow. Arrol et C^ie^ aidèrent cet entreprenant officier jusqu'à concurrence de 1.750 livres, afin d'obtenir une commande de matériel, et Wier et C^ie^ lui envoyèrent 1.000 livres pour une commande de pompes et de machinerie. Les firmes allemandes Siemens et Schuckert tentèrent aussi de corrompre l'amiral et y réus-

sirent probablement. Il est clair, d'après ce qui fut mis en lumière pendant le procès, qu'un système perfectionné de corruption était appliqué par les firmes d'armements.

Corruption, influence de la presse, conseils d'administration, actions, parlementaires amicaux, tels étaient les fils dont était tissé le cordon qui se resserrait autour de l'Angleterre durant les années d'avant la guerre.

CHAPITRE X

LE SEIGNEUR SCHNEIDER

> S'ils sont patriotes, c'est d'une manière nouvelle et singulièrement impartiale. Anglais le lundi, Russes le mardi, Canadiens le mercredi, Italiens le jeudi, et ainsi de suite, selon que les commandes peuvent venir de Chine ou du Pérou.
>
> (PERRIS, *The War Traders.*)

Il est là-bas, en Bourgogne, une ville industrielle fumeuse et sombre. Ses rues et ses maisons sont noires de suie et de charbon venus des hautes cheminées qui surmontent ses usines. Contraste frappant avec les joyeux villages vinicoles qui s'étendent vers le Nord. Ses rues étroites encerclent une colline au haut de laquelle — tel un seigneur du moyen âge dominant ses vassaux — s'étendent le château de la Verrerie, ses communs, son parc et toutes ses dépendances. Emblème des usines et de son propriétaire, six canons de bronze sont accroupis dans la cour d'entrée, leur

mufle pointant vers le grand portail. Telle est l'habitation de M. Eugène Schneider, seigneur de ce fief des armements qu'est le Creusot, et l'un des plus puissants marchands de canons du monde.

Bien qu'il porte un nom à consonance teutonique, M. Schneider est Français, aussi indiscutablement Français que M. Vickers est Anglais.

Le premier de la lignée des Schneider : Joseph-Eugène, débuta comme banquier. Sans grandes connaissances techniques, le résultat de ses entreprises industrielles fut qu'il ne tarda pas à avoir des embarras financiers et qu'il fut, vers 1850, sur le bord de la banqueroute. Il eut cependant la prévoyance d'offrir son aide à Louis-Napoléon qui préparait son fameux coup d'Etat, et lorsque Napoléon cavalcada triomphalement sur les Champs-Élysées, M. Schneider fut sauvé de la faillite.

Napoléon III créa l'industrie moderne française, ou tout au moins poussa à sa création. Sous son règne, le baron Haussmann transforma le visage de Paris, et d'autres barons anoblis pour leur sagacité commerciale et grâce à l'amitié de l'Empereur, construisirent des chemins de fer, des usines, des bateaux et invitèrent l'argent du traditionnel bas de laine du paysan français à passer au financement de leurs entreprises.

Schneider participa à ce grand développement. L'armée impériale française avait besoin d'être équipée et, en tant que membre du très obéissant Corps législatif de Napoléon, l'ingénieux Alsacien obtint de nombreux contrats pour la fabrication de matériel de guerre. Schneider profita davantage

encore de la débâcle qui envoya son grand bienfaiteur en exil permanent. La guerre franco-allemande apporta au Creusot une telle quantité de commandes de canons et de munitions, que lors de la signature de l'humiliant traité de paix, Schneider se trouva à la tête d'une immense fortune. En dehors de ses établissements et de ses biens propres, il possédait pour 100 millions de francs environ d'actions.

Il employa les dernières décades du XIX^e^ siècle à consolider sa situation politique et sa puissance industrielle.

Comme beaucoup de conservateurs du Second Empire, il eut tendance à favoriser les monarchistes, après l'instauration de la République. Mais cependant que l'ardent Gambetta luttait contre le maréchal de Mac-Mahon, Schneider trouva les électeurs de la circonscription du Creusot peu enclins à l'envoyer à la Chambre des Députés.

Il subit une humiliante défaite aux élections et dut supporter un député républicain à sa porte.

Néanmoins, les républicains étant aussi de bons capitalistes, il ne rencontra pas de difficultés quand il chercha à étouffer l'agitation ouvrière dans son domaine.

Comme « L'Undershaft » (1) de Bernard Shaw, il pouvait s'écrier : « Le moment venu, vous appellerez la police et l'armée que nous avons heureusement su armer. » Et il fit d'ailleurs appel à la troupe quand, dans la période radicale de 1885, les

(1) Personnage d'une pièce de Bernard Shaw sur les marchands de canons.

communistes combattirent sa puissance au Creusot. Grâce à l'État et à l'usage d'un système d'espionnage très étudié, il vainquit les syndicats et retrouva par la même occasion l'influence politique qu'il désirait. Son fils avait pris sa suite et en menaçant de renvoi les ouvriers qui voteraient contre lui, le jeune Schneider parvint à obtenir le poste envié de député. De 1900 à 1925, Eugène Schneider siégea sans discontinuer à la Chambre des Députés.

Schneider eut quelque difficulté à réussir dans les affaires internationales. Au début de ce siècle, il fit de violents efforts en Amérique du Sud. Mais partout il rencontrait l'opposition forcenée de l'universel Krupp. En 1902, le gouvernement brésilien envisageait sérieusement la possibilité d'acheter à Schneider des « 75 ». Le jour de l'essai arriva et Krupp et Schneider étaient tous deux sûrs de la victoire, lorsque le matin même de ce jour un grand incendie éclata dans les magasins où les modèles français étaient gardés et les 75 se trouvèrent inutilisables. Les Français accusèrent les Allemands d'avoir provoqué l'incendie et les Allemands rétorquèrent que les Français s'étaient éliminés volontairement par crainte des essais.

Schneider retourna dans la mêlée. De nouveaux essais furent ordonnés par le gouvernement brésilien pour 1903. Les canons Schneider arrivèrent bien jusqu'au port brésilien, mais là, aucune compagnie de transport ne voulut se charger de les conduire à l'intérieur des terres parce que « munitions » dangereuses. Lorsque ces armes arrivèrent

enfin sur le lieu des essais, le Brésil déclara qu'il était trop tard.

Schneider ne s'avoua pas encore vaincu. Il offrit de couvrir tous les frais d'un autre essai. Krupp se précipita dans l'action. Un capitaine d'artillerie allemand, von Restsoff, qui était à Rio, fit courir le bruit dans la presse que le Pérou était armé par Schneider pour combattre le Brésil. Ce dernier devait donc parer à cette menace en armant aussitôt, et Krupp était prêt à aider le Brésil à condition que le gouvernement comprît à temps la situation. Le Brésil « comprit » et Krupp reçut la commande.

Les rivaux passèrent en Argentine en 1906. Cette année-là, Schneider fut convié par le gouvernement argentin à prendre part à un concours de canons à tir rapide ; les autres concurrents inscrits dans ce tournoi étaient : Ehrhart (Allemagne), Krupp, Vickers et Armstrong. Les compétiteurs étaient prévenus à l'avance que Krupp fournissait déjà ce genre de canons et qu'à moins que quelque chose de meilleur ne fût présenté, il n'y aurait pas de changement.

Schneider accepta les termes de cette proposition et entra en compétition. De grands avantages furent accordés à Krupp, dont les autres ne profitèrent point.

Les Français soutinrent, entre autres, qu'on permettait à Krupp d'entraîner des canonniers argentins sur ses propres armes avant le concours ; que lorsqu'un canon Krupp explosait, il n'était pas automatiquement éliminé, mais qu'on lui permettait de remplacer le dit canon ; que Krupp faisait des

essais de ses munitions pour les rendre meilleures ; que Krupp n'avait pas pris part à tous les essais en prétextant d'une inuffisance de munitions.

La Commission du Génie chargée de l'affaire, débattit longtemps les résultats des essais et rapporta finalement, en 1908, que les canons Schneider s'étaient montrés supérieurs.

Krupp se mit immédiatement à l'œuvre pour contrecarrer les effets de ce rapport. Une intensive campagne de presse fut menée, en Argentine, contre Schneider. La diplomatie allemande s'en mêla et le Parlement argentin intervint. Il nomma un Comité spécial pour examiner le cas. Le Comité conclut que les canons de Krupp et de Schneider étaient de valeur égale. L'Argentine ayant déclaré ne rien vouloir changer à moins de découvrir de meilleures armes, Krupp garda donc sa clientèle.

En 1908, Schneider fut invité par le gouvernement chilien à prendre part à un essai pour canons spéciaux, principalement de campagne et de montagne. Les essais devaient avoir lieu en avril 1909. Schneider fit un effort considérable pour fabriquer des canons spéciaux et était prêt à les envoyer lorsque, le 11 janvier 1909, un câble du Chili vint annuler entièrement les essais. La commande avait été passée à Krupp sans compétition. Schneider protesta et demanda une indemnité pour les dépenses qu'il avait faites : le gouvernement chilien resta muet. Schneider tenta de faire exercer une pression diplomatique sur le Chili, mais ce fut sans succès. Krupp triomphait à nouveau.

Mais, pendant ce temps, l'industriel français

avait démarché d'autres champs d'action où l'influence de la France était plus forte et où il comptait avoir plus de succès.

La République Française était occupée à resserrer son alliance avec la Russie ; et les fabricants français d'armes et autres produits industriels espéraient naturellement que le commerce suivrait le drapeau. En effet, la situation en Russie offrait des possibilités exceptionnelles puisque ce pays n'était pas économiquement développé et qu'il avait besoin d'argent.

Des emprunts russes considérables furent lancés à Paris, et le souscripteur circonspect fut persuadé qu'il aidait le régime tsariste — à son amère déception quelque quinze ans plus tard. Pour l'instant, les fabricants français bénéficiaient de cette alliance politique et financière. Quand la guerre russo-japonaise éclata, non seulement les industriels français, mais aussi les politiciens et les journalistes tournèrent l'alliance à leur profit.

Les Soviets russes ont mis en lumière les rapports de l'agent impérial russe à Paris, Arthur Raffalovitch. Ces documents sont d'une lecture passionnante pour ceux qui s'intéressent à l'état du journalisme en France et à ses rapports avec la politique nationale. La mission de Raffalovitch était de corrompre la presse française afin que les rapports sur l'activité révolutionnaire en Russie, les actes violents des terroristes, les grèves et les crises industrielles n'effrayassent pas les éventuels souscripteurs français aux indispensables emprunts russes.

L'Agence Havas, l'équivalent de l'Associated Press des États-Unis et son affiliée, était subventionnée par la Russie. 10.000 francs par mois étaient mis à sa disposition pour soigner les nouvelles venant de Russie. Mais laissons les rapports de Raffalovitch parler eux-mêmes.

« Les subventions à la presse (française) commencèrent en février 1904, à l'époque de la panique provoquée par le début des hostilités en Extrême-Orient. Sur la requête de M. Rouvier, ministre des finances, le ministre des finances russes ouvrit un crédit de 200.000 francs. L'argent était distribué par l'intermédiaire de l'agent du ministère français, M. Lenoir et cela continua jusqu'à la réussite de l'emprunt de 800 millions... Les événements intérieurs de la Russie, troubles, mutineries et massacres causèrent un tel malaise dans l'esprit des Français possesseurs de nos actions que si l'on avait abandonné la presse à elle-même, elle ne se serait pas fait faute d'inquiéter davantage encore l'opinion publique... L'apparence était si menaçante que la Banque de Paris mit 50.000 francs à notre disposition qui furent répartis comme il suit : 10.000 francs à l'Agence Havas, 7.000 francs à Hébrard, du *Temps*, et 4.000 francs au *Journal*, le 30 novembre, et de nouveau autant le 30 décembre. Ce coûteux sacrifice en faveur de Havas et du *Temps* est absolument nécessaire... Une aide à la plus grande partie de la presse est malheureusement indispensable jusqu'à ce que l'émission soit entièrement souscrite... Les journaux sont devenus plus gourmands... nous devons continuer 100.000

francs pendant 3 mois et prévoir 10.000 francs pour Havas pour une période encore plus longue, peut-être. »

En 1904, le chiffre des corruptions se montait à 935.785 francs et en 1905 à 2.014.161 francs. « En 10 mois, l'abominable vénalité de la presse française aura englouti 600.000 francs. » En 1906, Raffalovitch écrivit pour dire que *Le Temps* avait été payé 100.000 francs pour la seule émission de cette année-là. D'autres chapitres des comptes de Raffalovitch indiquaient qu'une somme de 50.000 francs avait été distribuée au *Temps*, au *Petit Parisien*, au *Journal*, au *Figaro*, au *Gaulois* et à Havas. Une autre liste se montant à 3.796.861 francs, y compris la publicité, avait été distribuée comme il suit : *Journal des Débats*, *Echo de Paris*, *Liberté*, *Patrie*, *Eclair*, *Rappel*, *Radical*, *Intransigeant* et, ce qui est curieux, même à la *Vie Parisienne*.

Après la débâcle de la guerre contre le Japon, il était indispensable de réorganiser l'armée et la marine russes, de moderniser son artillerie et de reconstruire complètement sa marine.

La France était anxieuse de voir son alliée équipée afin de pouvoir faire face à la menace grandissante de l'Allemagne ; mais personne n'était plus anxieux que les marchands de canons. Étant donné que l'argent russe allait dans les poches des ouvriers de la République Française, des firmes comme celle de Putiloff avaient de moins en moins de travail et leurs employés erraient par les rues, écoutant les agitateurs.

C'était une situation embarrassante pour le gou-

vernement russe, qui luttait pour devenir démocratique depuis que la Douma était assemblée élue. Tandis que les classes dirigeantes, ayant recherché les emprunts français, voulaient favoriser l'aide étrangère, la Douma et les éléments bourgeois réclamaient une plus grande participation des affaires russes au nouveau programme de dépenses.

Finalement, quand les désordres révolutionnaires et ouvriers furent calmés et que la « Douma » apprivoisée fut amenée à un état d'esprit conciliateur, le Tsar obtint de ce corps des crédits se montant à 620 millions de dollars.

Mais les Panslaves insistaient pour que cet argent fût dépensé chez les fabricants russes. « La Russie aux Russes », tel était le cri populaire.

Une belle devise, mais difficile à appliquer, car la Russie n'était pas indépendante au sens économique du mot. Elle dépendait de l'Angleterre et de l'Allemagne pour le charbon, il fallait se concilier le marché financier de Paris pour obtenir des emprunts, et les matières premières devaient lui être apportées de toute l'Europe. Bien plus, la Russie, sous le Tsar comme sous Staline en 1934, avait besoin de conseillers techniques et d'ingénieurs experts pour diriger son industrie. Le personnel de tous ses services publics, en particulier des tramways et des entreprises d'électricité était anglais et allemand ; ses mines de charbon furent d'abord exploitées par un Gallois, etc...

Fait plus grave, les usines russes de fabrication de matériel de guerre n'étaient pas équipées pour concurrencer les produits perfectionnés des firmes

européennes. Rien d'étonnant à ce que les usines Putiloff et autres, malgré les résolutions de la Douma, dussent compter sur l'aide étrangère.

La Russie fut alors le champ d'une extraordinaire invasion, plus importante et plus heureuse que celle qui marqua la célèbre campagne napoléonienne de 1812.

La plupart des firmes étrangères concentrèrent leurs efforts sur le nouveau programme de reconstruction navale ; c'est ainsi que, dans les divers chantiers navals de la Baltique et de la Mer Noire, apparut un groupe fort disparate de contractants européens. John Brown et C^ie^, Vickers Ltd, Armstrong-Whitworth, la Compagnie Franco-Belge, Augustin Normand du Havre, Schneider-Creusot, Karl Zeiss de Riga, F. Schuchau d'Elbing : ces noms indiquent des éléments anglais, français, belges et même allemands. La situation aux chantiers Nicolaïeff, sur la Mer Noire, illustre parfaitement ceci. Des contrats y furent accordés pour la construction de trois cuirassés, à la Compagnie Russe de construction navale et à la Compagnie Franco-Belge. La première était l'écran derrière lequel se cachait une combinaison étrangère mixte financée par la Banque Privée de Saint-Pétersbourg, laquelle, à son tour, était une succursale de la Société Générale, banque parisienne. Cette dernière, banque-source, était en étroite liaison avec John Brown et C^ie^ et MM. Thorneycraft, Vickers et autres, qui devaient obtenir la part la plus grande de cette affaire.

Mais où se trouvait M. Schneider dans cette

combinaison ? En fait, il n'y était pas représenté, car il était allié à une autre banque française, l'Union Parisienne, rivale de la Société Générale. L'Union Parisienne avait financé les usines Putiloff à Saint-Pétersbourg et M. Schneider trouva là son affaire. Mais la Société Générale se barricadait sur la Mer Noire. Ainsi, dès le début de la lutte pour les contrats, deux factions, entre autres intérêts envahisseurs, formèrent leur ligne de combat — d'un côté Schneider et l'Union Parisienne ; de l'autre, la Société Générale, alliée à des maisons anglaises, belges et françaises.

Ailleurs, Schneider se trouva aux prises avec des difficultés plus grandes encore. Les Russes se proposèrent de construire une grande usine d'artillerie, qui équiperait leur armée en canons de 75. Il espéra donc que des canons français construits avec de l'argent français le seraient sous son contrôle. Il complota même d'empêcher les Russes de construire leur propre arsenal, manœuvré par leurs propres hommes et tenta de faire placer la nouvelle usine d'artillerie dans l'Oural, à Perm, où il possédait de grandes propriétés. Mais l'agile Zaharoff le circonvint et persuada à la Russie de donner à Vickers l'usine Tzaritzine sur la Volga. Victoire pour les Anglais et la Société Générale, leur amie.

Les Russes revinrent à l'assaut, déterminés à obtenir une partie de ce beau programme de construction et quelques chantiers navals sur la Baltique pour Putiloff. Putiloff avait déjà été financé par la Banque de Schneider à concurrence de 5 mil-

lions de dollars et celle-ci renâclait à avancer davantage. Qui plus est, cette Banque, l'Union Parisienne, était alors embarrassée du fait de ses emprunts gelés dans le Proche-Orient par la guerre balkanique. Elle dut refuser de l'argent à son meilleur client du Creusot quand il lui en demanda.

Schneider, décidé à aider Putiloff dans ses plans, s'adressa à la Société Générale, l'organisation rivale, qui, naturellement, refusa de le financer. N'était-elle pas solidaire des intérêts anglais ? Il ne restait qu'une chance au Français. Il avait travaillé, la main dans la main, avec Krupp à l'équipement de Putiloff. Les Russes, alors qu'ils favorisaient l'artillerie légère française, désiraient que leur artillerie lourde fût construite par Krupp, et c'est ainsi que Schneider avait acheté les brevets Krupp pour la Russie. Krupp et son auxiliaire, la Skoda, en Autriche, étaient riches : aussi assistons-nous au spectacle curieux d'un Français à la recherche de capitaux allemands pour fabriquer des armements russes.

Skoda, avec la collaboration de la Kreditanstalt de Vienne, accepta de souscrire un quart de la nouvelle augmentation de capital de Putiloff, Schneider devant trouver le reliquat. Ainsi l'alliance de la Société Générale, banque française et des firmes anglaises se trouvait en face d'une combinaison franco-allemande.

Mais la Société Générale n'avait pas dit son dernier mot. Ses directeurs connaissaient les besoins d'argent de Putiloff et les embarras de Schneider.

Ils décidèrent de tenter d'enlever le contrôle de Putiloff à Schneider, qui devait encore trouver les 2/3 de l'augmentation de capital nécessaire. Ils offrirent de souscrire la totalité des sommes demandées par Putiloff. Schneider se trouvait dans une triste situation : battu dans l'Oural, humilié par l'occupation de Tzaritzine par les Anglais et maintenant sur le point de perdre sa dernière assise solide en Russie. Il était prêt aux mesures les plus héroïques pour sauver ses intérêts en Russie.

Le 27 janvier 1914, l'*Echo de Paris* publia une dépêche de Saint-Pétersbourg ainsi conçue : « Le bruit court que l'usine Putiloff à Saint-Pétersbourg vient d'être achetée par Krupp et C^ie^. Si cette nouvelle est exacte, elle provoquera quelque réaction en France. Il est avéré, en effet, que le gouvernement a adopté les procédés français pour la fabrication de son matériel de guerre. Jusqu'à maintenant, la plus grande partie de ce matériel avait été construite à l'usine Putiloff avec l'aide du Creusot et du personnel français du Creusot. »

Il y eut, en effet, quelque réaction en France à la réception de cette nouvelle. Le capital français s'inquiéta comme il ne l'avait pas fait depuis l'affaire Dreyfus et l'incident d'Agadir. Quoi ? L'horrible maison Krupp, le cœur de la menace allemande contre la France, achetait l'usine Putiloff en même temps que cet important « secret » : les plans de la célèbre artillerie légère française ? Les boulevards flambent d'indignation. Le Président du Conseil, Doumergue, télégraphie à l'ambassade française de Saint-Pétersbourg de s'occuper immé-

diatement de l'affaire. Caillaux admet la « gravité » de la nouvelle. Même M. Schneider, questionné par un reporter de *La Patrie*, admet que c'est « grave ». Ce reporter apprend que M. Schneider ne sait que ce qu'il lit dans les journaux :

LE REPORTER. — Mais Putiloff fabrique pour l'armée russe du matériel de guerre inventé par des Français ?

SCHNEIDER. — Les usines Putiloff construisent en effet du matériel de guerre sur des plans fournis par nous, et ils ont avec eux des représentants de nos usines du Creusot.

LE REPORTER. — Mais si la maison Krupp a vraiment acheté ces usines, les Allemands connaîtront-ils nos secrets de fabrication ?

SCHNEIDER, *faisant un vague signe d'impuissance.* — C'est très grave !

LE REPORTER. — Très grave !

SCHNEIDER. — Cette nouvelle doit sûrement être inexacte. (*Même geste d'impuissance.*)

Quelle éloquence dans ce haussement d'épaules pour les irritables lecteurs français des journaux ! Ils virent dans toute l'affaire une conspiration entre l'Allemagne et la Russie traîtresse à qui ils avaient payé des millions et des millions pour qu'elle équipât ses armées qui, espéraient-ils, battraient l'Allemagne dans la prochaine guerre. De nouveau la France avait été dupée, et par les alliés en qui elle avait confiance. Il est difficile de dire si la colère de la France fut plus grande envers l'Allemagne qu'envers la Russie. Krupp nia naturellement avoir pris une part quelconque dans l'affaire, mais cela

ne fit qu'accroître les soupçons de la France. L'*Écho de Paris* mit de l'huile sur le feu en alléguant que les traîtres Anglais étaient de connivence avec Krupp. Nouveaux démentis, cette fois de Vickers.

Peut-être fut-ce par vengeance contre ces soupçons sans fondement que le correspondant pétersbourgeois du *Times* de Londres, envoya son article donnant sa version personnelle de la situation. Il écrivait : « La question tout entière des accords franco-russes relatifs aux commandes d'armements, est soulevée. On se plaint de ce que l'industrie française n'ait pas reçu, surtout en matière de construction navale des commandes en rapport avec ce à quoi lui donnent droit les relations financières et politiques des deux pays. Pendant ces derniers mois, il est certain que des commandes pour la marine russe ont été passées aux Allemands pour 69 millions de roubles, aux Anglais pour 67 millions et aux Français pour 57 millions seulement. »

Poussant plus loin ses indiscrétions, ce correspondant raconte, le lendemain, que les Russes avaient réclamé 10 millions de dollars de commandes pour Putiloff et que, comme Schneider hésitait à ouvrir à nouveau les cordons de sa bourse, une « feinte » avait été faite afin d'obtenir des capitaux allemands ; que, de plus, « on va s'efforcer, à Paris, de profiter de cette occasion pour faire assurer une plus grande participation des Français aux commandes passées par le Ministère de la Guerre et l'Amirauté » ; que, par ailleurs, le gouvernement russe était sur le point d'émettre un nouvel

emprunt pour lequel il requerrait le bon vouloir du Marché de Paris et que « il y a de nos jours, sauf en fait de construction navale, fort peu, s'il y en a, de véritables secrets de construction de matériel de guerre. L'admirable canon de campagne français est fabriqué pour la marine italienne, et, indépendamment de ce fait, il est avéré que les autorités militaires allemandes le connaissent depuis longtemps. »

Le correspondant du *Times* avait fait un excellent, quoique tardif, travail de « révélation » en parlant des « secrets » de guerre. Mais il se trompait en déclarant que les Russes faisaient une feinte vers l'Allemagne afin d'obtenir un emprunt de Schneider. S'il avait poursuivi ses investigations jusqu'à l'emprunt russe que l'on projetait de lancer à Paris, il serait arrivé à la racine de l'affaire ; car, c'est dans cet emprunt qui, au surplus, avait été arrangé à l'avance, que le malheureux Schneider trouva son palladium, le chemin magnifique grâce auquel il devait sortir de ses difficultés et vaincre ses ennemis : la Société Générale et les firmes anglaises.

En vérité, il avait admirablement manœuvré.

Cet emprunt était l'énorme Emprunt des Chemins de Fer dont la Russie avait grand besoin, et que diplomates et financiers des deux pays avaient soigneusement préparé pour le marché de Paris. Comme nous l'avons vu dans les grandes corruptions de 1905 et des années suivantes, il fallait tenir solidement la presse en main afin que les nouvelles des scandales, mutineries ou révolutions,

n'effrayassent pas le souscripteur français. On « chauffa » soigneusement l'opinion publique française par des visites cérémonieuses de premiers ministres, de princes du sang et autres dignitaires en espérant que le prévoyant acheteur, stimulé par ces visions rassurantes, allait se précipiter vers les banques.

Il allait se précipiter à moins que, naturellement, des nouvelles aussi désastreuses que l'achat de Putiloff par Krupp n'intervinssent. M. Schneider était fort au courant de cet arrière-plan psychologique de l'emprunt et il y avait aperçu sa chance de salut. Ses agents dans la presse reçurent en conséquence des ordres pour envoyer de Saint-Pétersbourg de fausses nouvelles à l'*Écho de Paris* et le résultat, y compris l'interview si malignement arrangé et donné, fut au plus haut point satisfaisant. La nouvelle était, en effet, grave, mais grave principalement pour les Russes et pour les Banques françaises qui devaient vendre les actions. L'emprunt des Chemins de Fer était en grave danger d'échouer.

La combinaison franco-britannique qui croyait enlever aisément Putiloff et vaincre Schneider n'en revenait pas. Elle possédait, il est vrai, de précieux documents pouvant servir à révéler les accords pris par Schneider et son alliance avec les Allemands. Si l'on révélait que Schneider, allié à ce méchant Krupp, était prêt à lui livrer des « secrets français », la combinaison franco-anglaise y trouverait son compte, mais l'opinion publique française serait encore plus bouleversée, l'emprunt échouerait certainement, et la Société Générale en souf-

frirait en temps que participante à cet emprunt.

Il y eut naturellement pas mal de conférences précipitées dans les coulisses et Schneider n'en était jamais très loin : la Société Générale vit que plutôt que de mettre l'emprunt en péril, mieux valait avouer qu'elle n'avait pas réussi à enlever le contrôle de Putiloff à Schneider. Les événements marchèrent rapidement et trois jours après le télégramme sensationnel à l'*Écho de Paris,* un consortium de banques françaises, comprenant la Société Générale, accepta de souscrire le capital nécessaire à Putiloff, Schneider en conservant le contrôle.

Ainsi, la combinaison franco-allemande avait vaincu la combinaison franco-anglaise. Ce fut un triomphe pour l'Alsacien... car non seulement il avait reconquis sa puissante base en Russie, mais aussi il avait forcé ses rivaux à apporter l'argent indispensable à son expansion.

Le 30 janvier, le *Temps,* qui avait suivi de près l'*Écho de Paris* et sonné le tocsin quelques jours plus tôt, admit que « toute l'affaire avait été très exagérée ». M. André Tardieu écrivait dans le *Temps :* « Les secrets de fabrication, sont, à notre époque, quelque peu embrouillés ; nous pouvons citer comme simple exemple le modèle de canon français que nous construisons pour l'armée italienne. » Aucune affirmation ne pouvait avoir plus d'autorité quant au « secret » de guerre, et le 2 février, le Président du Conseil Doumergue prononça l'oraison funèbre de la célèbre affaire Putiloff en ces termes : « L'incident s'est terminé au mieux des intérêts de la France. »

Le correspondant londonien et M. Tardieu avaient raison.

L'Italie, alliée par tempérament des Empires Centraux et par conséquent ennemie de la France, avait la possibilité d'utiliser le 75. En fait, son artillerie légère était en partie composée de cet engin, fourni par la France.

M. Schneider avait appris de magistrale façon la technique des affaires d'armements. Il avait fait une belle affaire avec la Bulgarie. Une photographie de Ferdinand de Bulgarie, inspectant le Creusot sous la direction de M. Eugène en personne, illustre l'histoire. En 1906, ce prince balkanique vint à la Mecque bourguignonne pour acheter des canons. La commande que Ferdinand passa à Schneider était si importante que le Parlement bulgare, le Sobranjé, demanda à son roi de s'expliquer devant la Commission des Finances et, après l'avoir entendu, refusa d'accorder les crédits. Il y avait alors en France un emprunt bulgare en suspens : le gouvernement français intervint et déclara que si le Sobranjé ne ratifiait pas les crédits, l'emprunt ne serait pas autorisé. Le Sobranjé ratifia ; l'emprunt fut accordé et M. Schneider en profita pour vendre ses canons qui furent utilisés, quelques années plus tard, en Macédoine, contre les hommes du général Sarrail.

Mais les activités de M. Schneider allèrent plus loin encore. La Turquie avait besoin de canons. En 1914, la Turquie avait reçu de la France le gros montant d'un emprunt à cet effet ; et après avoir été mis dans de bonnes dispositions par une

visite au Creusot, le ministre turc de la Marine assista à une démonstration qui fut si édifiante qu'il passa commande. Il avait l'argent pour la payer, mais, malheureusement, cette visite avait lieu assez tard, en 1914. La guerre fut déclarée et la commande ne put être exécutée. Le Turc partit par la Suisse, et, sur le chemin de Constantinople, rencontra Essen et Pilsen. Il s'arrêta à ces usines et dépensa l'argent français en canons qui devaient, plus tard, être utilisés contre la France et ses alliés.

Ainsi, avec le début de la guerre mondiale, Schneider-Creusot a atteint son total développement. Il avait livré son premier combat en Amérique du Sud, avait gagné ses galons dans l'affaire Putiloff, et 1914 le trouva ramassant des affaires des mains d'ennemis assurés de son pays. Il était arrivé à la puissance grâce à certaines méthodes : en cultivant des alliances au sein du gouvernement, en stimulant les « spectres de guerre », en jouant le complexe jeu bancaire international et en maniant la presse.

Ces moyens-là n'ont pas été seulement utilisés par Schneider, mais par toutes les affaires d'armements en général.

C'est seulement en les examinant en détail qu'il est possible d'arriver à une juste appréciation de l'extraordinaire faculté de cette industrie à créer des situations menant à la guerre.

CHAPITRE XI

LA VEILLE DE LA GRANDE GUERRE
LES MARCHANDS D'ARMES

> Une maison de commerce ordinaire peut utiliser tous les moyens possibles afin d'obtenir des affaires profitables. Les fabricants de matériel de guerre adoptent aussi une politique semblable ; mais parce que les transactions ont lieu avec le gouvernement de leur pays et les gouvernements étrangers, on proteste tout spécialement contre des méthodes auxquelles on trouve de nombreux parallèles dans la vie commerciale habituelle. Une firme doit étudier ses clients et se maintenir en liaison étroite avec les demandes possibles. Il y a des gens qui ne comprendront jamais les affaires.
>
> (« *Arms and Explosives* », *Journal de l'Industrie des Armes britanniques.*)

Le fabricant d'armes moderne est un résultat de l'âge de la machine. Le développement technique rapide et la production en série ont soulevé le problème des marchés et des méthodes commerciales.

Les méthodes de vente qu'ont employées les marchands d'armes, depuis toujours, sont les mêmes que celles en usage dans toutes les grandes affaires. Mais les marchands d'armes étaient en collaboration si étroite avec les gouvernements et leur activité intervenait si fréquemment dans la politique nationale et internationale, que leurs méthodes commerciales durent être soumises à un examen beaucoup plus serré.

Choix des directeurs.

Le choix des directeurs est important dans toute affaire. Dans les corporations modernes, le conseil de direction est régulièrement choisi non point pour ses connaissances techniques mais pour son influence et pour jeter de la poudre aux yeux.

Les fabricants d'armes suivent le même exemple en s'adressant à ceux qui sont indiqués par les besoins spéciaux de leur industrie. En Grande-Bretagne, ils choisissent leurs administrateurs parmi la noblesse, les membres du Parlement, l'Armée et l'Amirauté.

En France, les conseils d'administration des fabricants d'armes sont généralement composés de grands industriels et de banquiers qui conservent d'étroites relations avec les membres importants du Parlement. D'ailleurs, de nombreux hommes politiques français sont souvent avocats-conseils d'une affaire.

Aux Etats-Unis, le banquier est la personnalité la plus considérable de l'industrie. En conséquence, alors qu'on ne connaît que peu de cas de personnalités gouvernementales ou de membres du Congrès qui aient été directeurs d'une firme d'armements, tous les fabricants d'armes ont d'étroites relations dans la finance. Ce sont les affaires et les banques du groupe Morgan qui dominent l'industrie des armes américaines.

Développement très significatif, un grand nombre de conseils d'administration sont internationalisés. Le livre de Launay et Sennac, *Les Relations internationales des Industries de guerre*, traite en grande partie de ce sujet. Alfred Nobel a, par exemple, établi ses sociétés dans presque toutes les parties du monde. Ces intérêts épars ont été réunis en deux grands trusts, le trust Nobel de la Dynamite, qui unit les Sociétés anglaises et allemandes, et la Société Centrale de Dynamite, qui réunit les Sociétés française, suédoise, italienne, espagnole et sud-américaine. Les conseils de ces deux grands trusts sont composés principalement de Français, d'Anglais et d'Allemands, mais chaque pays en faisant partie possède un de ses nationaux parmi les directeurs.

La Harvey United Steel Company était gouvernée par un conseil comprenant des Allemands, Anglais, Américains, Français et Italiens. La Société Lonza de Suisse était propriété allemande, mais avait des directeurs français, autrichiens, italiens et allemands. Dilligen, maison allemande, avait des directeurs français et allemands. La Whitehead

Torpédo Company avait un conseil français, anglais et hongrois.

Ces trusts internationaux assurent les marchands d'armes contre tous événements possibles. En temps de paix, ces derniers peuvent solliciter des affaires partout, puisque leurs directeurs locaux établissent les contacts nécessaires. En temps de guerre, une séparation peut devenir inévitable, mais cela doit être aisément arrangé lorsque la paix est revenue. Ainsi, la Grande Internationale, que les idéalistes politiques et les stratèges de la classe ouvrière ont cherchée pendant si longtemps, a pris forme dans l'industrie de l'armement.

Garder d'étroites relations avec les gouvernements.

Les relations entre les Ministères de la Guerre et l'industrie de l'armement ont toujours été très étroites. Tous les gouvernements croient encore à la préparation militaire comme à un élément essentiel de la vie nationale ; en conséquence, ils nourrissent les fabricants d'armes. De leur côté, les fabricants d'armes font la cour au gouvernement.

Exemple : l'industrie du blindage, qui fut introduite aux Etats-Unis parce que la marine américaine pressait les fabricants d'acier d'établir une industrie nationale de ce genre. La Société Du Pont a déclaré récemment que « le gouvernement lui a demandé et l'a encouragée à continuer la production des munitions. »

D'autre part, les Sociétés d'armes font tout ce qu'elles peuvent pour « rester en contact ». En Grande-Bretagne, c'est devenu une pratique de la part des gens de l'armement que de nommer à leur conseil des amiraux et des généraux en retraite. La raison en a été fort bien exprimée par *Arms et Explosives :* « Ils connaissent les ficelles ».

Aux Etats-Unis, Du Pont obtint sa première commande gouvernementale grâce à l'amitié de Thomas Jefferson, président des Etats-Unis.

Les activités de Krupp sont décrites ainsi par le correspondant d'un journal américain en 1911 : « Nous constatons que le roi Krupp d'Essen possède ses propres ambassadeurs dans chaque grande capitale du monde. Il a même, à Sofia, un représentant qui en sait plus long sur la politique locale et a plus de relations politiques que toutes les légations réunies. »

Banquiers.

Les affaires d'armements doivent être financées ; ces opérations demandent fréquemment des sommes considérables et exigent le secret le plus complet. En conséquence, les fabricants d'armes ou bien prennent eux-mêmes le contrôle de banques puissantes ou bien trouvent des banquiers en qui ils peuvent avoir confiance. Dans chaque grand pays, il y a des banques qui sont connues comme « les banques d'armements ». La banque de l'*Union Parisienne* s'occupait des finances de

Schneider, la *Deutsche Bank* était la banque des Allemands, *Morgan* prend soin des Américains.

Les entreprises des gens de l'armement exigent fréquemment des emprunts internationaux. Parfois, la banque prend le lancement de l'emprunt à son compte, parfois le gouvernement du fabricant d'armes avance les fonds à l'Etat étranger. Après la guerre, la France a cimenté ses alliances avec la Pologne et la Petite Entente au moyen d'emprunts considérables, dont un grand nombre étaient consacrés d'avance au paiement d'armements « *made in France* ». Les emprunts accordés à la Chine par divers gouvernements amènent fréquemment de semblables stipulations.

L'importance de ces emprunts gouvernementaux pour les marchands d'armes, peut être illustrée par un incident survenu en Serbie avant la guerre. Krupp et Schneider étaient en concurrence pour l'obtention des contrats serbes d'armements. Un essai compétitif eut lieu, dans lequel Krupp remporta aisément la victoire. Mais il ne reçut pas la commande. Un emprunt français avait récemment été négocié par la Serbie...

La Presse.

La presse est trop puissante et trop importante pour que les marchands d'armes la négligent. En conséquence, aucun des grands marchands d'armes n'est sans relations avec elle. Parfois un journal est

acheté totalement, parfois il est suffisant d'y posséder des intérêts et de contrôler ; parfois encore les journalistes et les propriétaires de journaux influents émargent au budget des fabricants d'armes.

La Société Du Pont, par exemple, contrôle tous les quotidiens du Delaware ; Krupp possédait trois grands quotidiens et, de plus, Hugenberg, le tsar de la presse puissante et du cinéma, était un de ses administrateurs. Hugo Stinnes possédait ou contrôlait dix-neuf journaux et revues en Allemagne, Autriche, Hongrie et Norvège. La presse française a généralement été à vendre à quiconque la payait, comme Raffalovitch l'a révélé. Il est non moins intéressant d'avoir avec la presse des contacts indirects. Morgan est le banquier de l'industrie des armements américains, mais il possède également des intérêts dans la société de publication Crowell, qui édite un certain nombre de revues extrêmement lues.

En pratique, le contrôle et l'utilisation de la presse se font de différentes façons. Les journaux vivent de la publicité. Les fabricants d'armes font rarement de la publicité pour leur matériel militaire. Ils font de la publicité pour leurs produits industriels courants, tels que voies de chemins de fer, machines, matériaux de construction, etc..., et le même résultat est obtenu. Lorsque la presse est vénale, les journaux peuvent être payés pour une série d'articles sur « les dangers du désarmement » et autres sujets semblables.

Tenir la presse est également utile pour supprimer certaines nouvelles ou pour refuser certaines

annonces payées. Pendant la guerre mondiale, par exemple, un silence à peu près complet fut gardé par la presse française lorsque les grands industriels furent accusés de trahison pour « commerce avec l'ennemi ». Après la guerre, le *Temps* refusa d'accepter une annonce pour le livre de Mennevée sur Zaharoff, l'homme-mystère de l'Europe.

Les marchands d'armes ont de même mis le cinéma à leur service. Les usines Barrow, de Vickers-Armstrong, ont leur propre cinéma où les acheteurs en perspective peuvent assister aux exhibitions de tanks, vaisseaux de guerre, mitrailleuses, etc., en action. Ces films spéciaux sont envoyés à diverses nations afin de mettre sous les yeux des acheteurs l'efficacité des machines de mort.

Le cinéma est, d'ailleurs, un agent de publicité et de vente que les marchands d'armes ont seulement commencé à exploiter.

Fantômes de guerre.

Lorsque les relations internationales commencent à se tendre, les affaires de l'industrie des armes s'améliorent. En retour, lorsque les nations se sont arrangées pour s'entendre avec le minimum de frictions, les fabricants d'armes n'ont parfois pas hésité à fomenter des troubles. Toute nation a des ennemis « naturels » ou « héréditaires ». Les fabricants d'armes n'ont rien d'autre à faire que de

souligner l'accroissement des armements de l' « ennemi » et « l'impuissance » du pays « menacé » et bientôt est entreprise une action vigoureuse en faveur de la « préparation ». Il est parfois suffisant de vendre à l' « ennemi » les derniers engins de guerre, puis d'informer l'autre gouvernement du fait.

Nous avons déjà parlé du fantôme de guerre Mulliner, en Grande-Bretagne. En Allemagne, l'affaire Gontard est tout aussi instructive. Paul Gontard était l'un des hommes les plus puissants de l'industrie des armements allemande. En tant que directeur de la Société Ludwig Loewe, il était fort désireux de recevoir des commandes de mitrailleuses du gouvernement allemand, aussi envoya-t-il une lettre à son représentant à Paris, lui suggérant de faire insérer un article dans le *Figaro*, selon lequel le gouvernement français aurait décidé d'accélérer l'accomplissement de son programme de mitrailleuses et de doubler une commande récente.

La procédure suggérée par Gontard était trop primaire. Un autre essai fut tenté. Un certain nombre de journaux français, comprenant le *Figaro*, le *Matin* et l'*Echo de Paris*, publièrent des articles relatifs à la supériorité des mitrailleuses françaises.

Ces articles avaient à peine paru que Schmidt, député au Reichstag, allié des fabricants d'armes, les lut aux membres de l'Assemblée. Après un violent débat patriotique, le gouvernement se mit à augmenter ses commandes de mitrailleuses dans de fortes proportions. Ceci se passait en 1907 et pen-

dant les trois années qui suivirent (1907-1910), l'Allemagne dépensa 40 millions de marks en mitrailleuses.

Missions militaires.

Les « pays arriérés » du monde ont fréquemment demandé l'aide de leurs grands frères. D'où le système de missions militaires et navales, auxquelles s'ajoutent aujourd'hui les instructeurs aviateurs.

Avant la guerre, les Anglais avaient une mission navale en Turquie, pendant que les Allemands entraînaient l'armée turque. Les commandes d'armes furent partagées entre ces deux pays. La marine moderne du Japon fut entraînée par les Anglais, qui fournirent également de nombreux vaisseaux de guerre et des armements navals considérables. Les Etats-Unis ont encore des missions navales en Amérique du Sud et les hommes de l'armement américain attachent à ce marché une importance telle qu'ils publient leurs catalogues en espagnol. La Chine a été dernièrement le théâtre de l'activité aéronautique américaine. Les sociétés américaines ont fourni une mission aérienne et vendent leurs avions aux Chinois.

Les actions des Sociétés d'armements.

Les Sociétés concessionnaires de services publics ne sont pas les seules à savoir que leurs actionnaires

peuvent leur apporter d'importantes amitiés. Les marchands d'armes de certains pays utilisent ce détour avec beaucoup d'efficacité. L'ex-kaiser était l'un des actionnaires importants d'au moins deux fabricants d'armes. Les Britanniques ont probablement développé cette technique bien plus savamment. Parmi les milliers d'actionnaires des Sociétés anglaises se trouvaient des représentants de toutes sortes et aussi des gens « du commun » en grand nombre. En 1914, nous y trouvons Lord Balfour, Lord Curzon, Earl Grey, Lord Kinnaird, Sir J. B. Lonsdale, Sir Alfred Mond, les évêques d'Adélaïde, Chester et Hexham, et Dean Inge, le doyen de Saint-Paul.

Corruption.

On a souvent accusé les marchands d'armes de corruption.

Après 1908, le gouvernement jeune-turc était installé à Constantinople. Les feux du nationalisme avaient, disait-on, balayé toutes les traces de la corruption célèbre sous l'ancien régime. Toutefois, c'était une simple légende à laquelle les fabricants d'armes ne croyaient pas. L'un d'eux confia à un de ses amis que la seule différence qu'il y eût entre les deux régimes était que les Jeunes-Turcs demandaient davantage.

Juste avant la guerre, Clemenceau, au cours d'une série d'articles, accusa les fabricants d'armes alle-

mands de ne réussir en Amérique du Sud que parce qu'ils corrompaient bien.

On raconte l'histoire d'un Anglais qui partit exécuter un contrat pour un croiseur qu'une filiale de sa maison avait obtenu du gouvernement d'une puissance européenne. A son arrivée, il commença à payer des commissions à diverses personnes, grandes et petites, qui avaient des intérêts au contrat. A la fin, comme un officier se présentait à lui avec une demande exorbitante, l'Anglais s'écria : « Comment pourrai-je construire le croiseur ? » La réponse fut : « Qu'est-ce que cela peut faire si vous êtes payé et si nous sommes payés ! »

Sabotage.

Cette pratique est difficile à prouver. Le sabotage a sans doute lieu rarement, mais des accusations de sabotage apparaissent de temps à autre. Le gouvernement russe d'avant la guerre possédait une importante fabrique de cartouches en Pologne. Cette usine brûla et ne fut jamais reconstruite. Le journal *Novoe Vremya* accusa les fabricants d'armes allemands d'avoir causé l'incendie.

Un des résultats significatifs des méthodes commerciales des fabricants d'armes est la suppression des secrets militaires en ce qui concerne la fabrication des armements. Les espions peuvent dénicher des plans stratégiques de bases navales et de forteresses et autres informations militaires, mais l'habi-

tuelle procédure industrielle et commerciale de l'industrie des armes rend l'espionnage inutile en ce qui concerne l'outillage actuel de la guerre.

L'industrie des armes pratique l'essai public. Le terrain d'essai de Krupp, à Meppen, était ouvert aux ingénieurs d'artillerie de tous pays. Le but de l'essai était de démontrer l'efficacité de la nouvelle invention et de la vendre ; donc il ne pouvait y avoir secret.

Après la réussite d'un essai, le nouvel outil ou engin était offert en toute liberté à tous. Quiconque voulait et pouvait payer les droits de brevet et la taxe à la fabrication stipulée pouvait se procurer les droits exclusifs de fabrication pour son pays. Le blindage Krupp est l'exemple classique de ce fait.

Par ailleurs, la plupart des problèmes techniques de l'industrie des armes sont des problèmes mécaniques et chimiques. Comme de juste, les journaux se préoccupent aussi ici des développements de l'industrie des armes. Un simple examen de journaux tels que *Engineering, Cassier's Magazine* et l'*American Machinist* révèle que tous les derniers fusils, canons et machines de guerre y sont amplement décrits. On y donne généralement des dessins détaillés montrant la construction et la manœuvre de ces nouvelles inventions. Dans de telles conditions, le secret est impossible.

Une autre pratique habituelle de l'industrie des armes est d'exposer ses produits partout où il est possible, surtout aux expositions universelles et industrielles. Entre le milieu du siècle dernier et

l'heure présente, il n'y a guère eu de grandes expositions, en quelque partie du monde, où les fabricants d'armes n'aient été représentés. Et leurs exhibitions attirèrent largement l'attention et furent soigneusement étudiées dans les Revues de mécanique.

Une intéressante illustration de la publicité accompagnant les exhibitions d'armements lors d'une foire universelle, peut être trouvée dans un rapport fait au gouvernement des Etats-Unis, en 1867. C'était l'année de l'Exposition de Paris et tous les grands fabricants d'armes y avaient leur stand. Les États-Unis envoyèrent deux observateurs chargés de rédiger un rapport sur les armements exposés. Ce compte rendu fut réuni en un énorme volume, copieusement illustré. Les observateurs purent également rapporter qu'ils avaient vu et examiné le célèbre canon-aiguille allemand, qui était supposé être un secret bien gardé. Ce canon n'avait pas été publiquement exposé, mais il se trouvait dans des collections privées dont l'accès n'était pas malaisé.

Il est difficile de comprendre comment, dans ces conditions, il aurait pu y avoir des secrets quant à la structure et à la manœuvre du matériel des engins de guerre. Malgré cela les fabricants d'armes faisaient de temps en temps grand bruit autour de leurs « secrets commerciaux » qu'ils prétendaient être d'une grande valeur pour eux. En 1915, par exemple, lorsque le gouvernement américain projetait de construire sa propre usine d'acier blindé parce que les fabricants d'armes abusaient constamment de lui, il désigna une commission ayant

pour objet de rassembler toute l'information s'y rapportant. La commission se mit en relation avec les fabricants d'acier blindé, leur posa des questions quant à leurs procédés et à leur organisation, et environ 75 % de ces questions restèrent sans réponse, parce que les fabricants ne pouvaient pas révéler leurs *secrets*. Etant donné les usages de l'industrie des armes, il ne semble pas exagéré d'aller chercher ailleurs une raison tout à fait différente à leur silence.

Il est de fait que les nouvelles inventions en armes font d'ordinaire très rapidement leur chemin autour du monde. Cela explique ce que l'on considère fréquemment comme le mystère du travail rusé des espions, et comment certaines nouvelles découvertes se répandent si vite en dépit des efforts des gouvernements. Ainsi les Anglais avaient longtemps cherché une poudre sans fumée utilisable sous tous les climats. On rencontrait les armées britanniques aussi bien dans les déserts que dans les montagnes neigeuses, d'où la nécessité de ce genre d'explosif. Au début de 1890, ils réussirent à perfectionner un explosif du nom de cordite. C'était exactement ce qu'ils avaient cherché et ils s'en enorgueillirent. Naturellement, ils voulurent garder le secret de cet ingrédient. Imaginez leur surprise et leur consternation lorsque, l'année suivante même, un officier britannique découvrit que la cordite était déjà connue en Russie, où le besoin d'une poudre à l'épreuve du climat s'était fait longtemps sentir.

A la veille de la guerre mondiale, il était donc

clair aux yeux de tous les observateurs que la « prochaine » serait une affaire gigantesque et terrifiante. Les prophètes prévoyaient un conflit titanesque dans lequel des armées de plusieurs millions d'hommes se rencontreraient avec des machines de mort nouvelles, sans nombre et monstrueuses, améliorées et vendues à toutes nations sans distinction, par les marchands d'armes. Ils prédisaient d'effroyables hécatombes, l'épuisement de l'économie mondiale, la misère des nations et une grave menace envers la civilisation humaine. Les prophètes, pour une fois, avaient eu raison.

CHAPITRE XII

LA GUERRE MONDIALE : LA GUERRE EN EUROPE

> Les grandes firmes d'armements n'ont point de préjugés nationaux ou politiques ; elles ne s'occupent point des buts ultérieurs de la guerre, mais des moyens immédiats grâce auxquels la victoire peut être obtenue ; et elles laissent à discuter la valeur d'idées aussi abstraites que celles de justice et de liberté, aux esprits oisifs et métaphysiques, ou bien elles emploient ces termes comme des euphémismes pratiques grâce auxquels les buts réels des hommes d'Etat peuvent être masqués et les énergies d'un peuple dirigées.
>
> (*Le Biographe de Sir William White.*)

La guerre mondiale mit aux prises vingt-sept nations ; elle mobilisa 66 millions 103.164 hommes, dont 37.494.186 furent ses victimes. Ses coûts immédiats sont estimés à 208 billions de dollars ; son coût indirect à 151 billions de dollars. Et ces chiffres ne comprennent pas les billions payés en intérêts, en pensions militaires et autres dépenses

semblables qui continueront pendant encore des dizaines d'années. Le monde n'avait jamais assisté à un conflit aussi gigantesque.

Le nombre des combattants et le coût de la guerre ne sont pas seuls à être sans précédent, mais aussi le nombre et la variété de machines de mort mises en œuvre. Tous les engins de guerre inventés et perfectionnés durant la seconde moitié du XIX^e^ siècle furent utilisés dans cette lutte. De nouveaux perfectionnements furent réalisés aussi au cours de la guerre. La mitrailleuse fut améliorée, l'artillerie motorisée et sa puissance augmentée.

Un grand nombre d'engins de guerre nouveaux furent inventés. Le tank, invention à la fois américaine et française, fut pour la première fois utilisé par les Anglais. Les grenades à main servirent dans les tranchées et les crapouillots augmentèrent le nombre des messagers de mort. L'avion démontra pour la première fois son utilité en tant que machine de guerre et les aviateurs apprirent à bombarder et à mitrailler. Enfin, les gaz empoisonnés apparurent, répandant l'effrayante « mort silencieuse ».

Dans les tranchées, les soldats portèrent des casques afin de se protéger contre les éclats et des masques à gaz contre les soixante-trois différentes sortes de produits chimiques mortels. Des périscopes de tranchée leur permirent de voir sans s'exposer aux coups des tireurs adverses.

Dans la guerre maritime, le sous-marin créa une situation radicalement nouvelle, impliquant des changements dans la tactique navale, la construc-

tion des vaisseaux, la guerre maritime et les lois internationales. Les premiers avaient un rayon d'action très limité, mais des améliorations constantes les rendirent extrêmement dangereux. Un grand nombre de stratagèmes nouveaux furent mis en œuvre afin de combattre cette menace, parmi lesquels on peut compter les contre-torpilleurs, les bombes sous-marines, les filets contre les sous-marins, des mines spéciales et divers instruments scientifiques fort ingénieux révélant ou permettant d'atteindre l'ennemi sous-marin.

Le trafic international des armements, qui avait eu cours, avant la guerre, rendait inévitable qu'un grand nombre des armées ou des marines se trouvassent en face de canons et d'armements fabriqués et vendus à l'ennemi par leurs propres compatriotes. L'Allemagne et la Grande-Bretagne, en particulier, avaient vendu des armes à peu près à tous les pays, cependant que la France et l'Autriche n'étaient dépassées que de peu dans cette exportation.

Les Allemands avaient armé la Belgique, et l'armée allemande qui envahit le territoire belge fut combattue par des canons faits en Allemagne. Ils avaient aidé au réarmement de la Russie, construisant une partie de sa flotte et de ses usines d'artillerie ; les soldats allemands qui pénétrèrent en Russie se trouvèrent en face de canons faits par les Allemands. L'acier blindé Krupp avait été fourni à toutes les grandes marines du monde ; dans chaque engagement naval, la flotte allemande rencontra des vaisseaux blindés fabriqués par des

Allemands ou avec des brevets allemands. Juste avant la guerre, l'Allemagne avait fourni à l'Angleterre, au Japon et à la Russie quelques-uns de ses remarquables dirigeables, en particulier du petit type Parseval. La commande britannique avait été exécutée en 1913, à Bitterfeld. Les Parsevals anglais convoyaient les bateaux, repéraient immédiatement les sous-marins qui se cachaient et alertaient les patrouilles. Aucun bateau accompagné par un Parseval ne fut jamais coulé. Enfin, les Allemands aidèrent à l'armement de l'Italie, et des armes allemandes furent tournées contre les puissances centrales lorsque l'Italie se rangea aux côtés des Alliés.

La Grande-Bretagne avait vendu tout autant que l'Allemagne, mais il est heureux pour elle qu'elle ne se soit trouvée en face que de quatre ennemis, dont deux avaient construit la plus grande partie de leur propre armement. Maxim et les Sociétés anglaises d'armes avaient introduit la mitrailleuse moderne dans toute l'Europe et bien que les brevets Maxim fussent arrivés à expiration, le principe Maxim se trouvait à la base de tous les perfectionnements apportés à la construction des mitrailleuses. Les Anglais avaient établi une fabrique de torpilles à Fiume, en Autriche-Hongrie ; si la marine autrichienne avait été plus forte, ces torpilles anglaises auraient fait un mal considérable aux Alliés. Les Anglais avaient construit la flotte italienne dans deux grands chantiers, Vickers-Terni et Armstrong-Pozzuoli ; seule, la défection de l'Italie de la Triple Alliance empêcha que fût

utilisée contre les Alliés cette flotte construite par les Anglais. Les Anglais avaient aidé enfin à construire et à entraîner la marine turque et la désastreuse campagne des Dardanelles vit des vaisseaux anglais coulant sur des mines anglaises et combattus par des canons britanniques.

La France avait également servi à armer ses ennemis. L'Italie et la Bulgarie étaient toutes deux équipées de la meilleure artillerie mobile, le 75 français. Les hasards de la guerre rangèrent l'Italie aux côtés de la France et la Bulgarie aux côtés des Empires Centraux. Les troupes françaises en Bulgarie furent plus tard repoussées grâce aux 75 français. Par ailleurs, la Bulgarie et la Roumanie avaient toutes deux acheté des armements français. Lorsque ces deux pays se rencontrèrent, pendant la guerre, tous deux se combattirent à l'aide de canons français.

Enfin, l'Autriche-Hongrie et sa célèbre Skoda avaient travaillé au réarmement de la Russie et les Russes tournèrent ces armes autrichiennes contre les armées autrichiennes. D'autres pays des Balkans et la Belgique possédaient également des armes autrichiennes.

Toutes ces complications proviennent des conditions de la vente des armes avant-guerre. Après la déclaration de guerre, les grandes sociétés d'armements furent occupées jour et nuit à servir leur propre gouvernement et ses alliés. Avec des millions d'hommes engagés et des fronts de bataille de centaines de kilomètres, la demande en armes et en munitions devint extraordinaire. Tout homme

ou toute femme utilisables furent employés aux travaux guerriers, toutes les ressources des divers pays furent tendues jusqu'à leurs limites.

Il est impossible ici d'ébaucher même l'activité colossale de l'industrie des armements pendant la guerre. Le sujet a été étudié dans une série de monographies publiées par l'Institut Carnegie pour la Paix Internationale. Il est cependant possible de citer quelques chiffres montrant les profits des grands fabricants d'armements. Les tables qui suivent jettent une vive lumière sur ce point. Si grands que soient les gains nets de la plupart de ces Sociétés, ils sont en réalité plus grands encore, car des impôts considérables les ont réduits et, dans chaque pays, ces chiffres ont été maquillés afin de faire paraître les gains plus petits. Ces chiffres même arrangés montrent combien la guerre fut profitable aux marchands d'armes.

BÉNÉFICES NETS
DE QUELQUES SOCIÉTÉS D'ARMEMENTS EUROPÉENNES

(*Les unités représentent mille.*)

ALLEMAGNE	Moyenne des trois dernières années de paix. (Marks)	Moyenne des trois premières années de guerre. (Marks)
Krupp	31,625	66,676
Rhein. M. et M. F. . . .	1,448	9,568
Deutsche W. et M. F. . .	5,467	10,778
Koeln. Pulverf.	4,329	11,921

AUTRICHE-HONGRIE	(Couronnes)	(Couronnes)
Skodawerke	5,607	11,325
Poldihuette	1,360	3,615
Waffenfabrik Steyr . . .	2,749	14,269
Hirtenberger Patronenfabrik	1,799	6,967

FRANCE	(Francs)	(Francs)
Schneider-Creusot. . . .	6,900	10,405
Hotchkiss.	»	8,026
Commentry Fourchambault	4,792	6,663
Usines à gaz	8,776	11,536
Usines métallurgiques de la Basse-Loire	2,836	6,777
Tréfileries du Havre. . .	4,321	8,475

On sait peu de choses sur les grands marchands d'armes pendant la guerre mondiale. Ils demeuraient cachés au public.

Bien qu'ils aient peu attiré l'attention, ils n'en étaient pas moins pris par leurs occupations coutumières. De nombreux incidents, aujourd'hui connus, montrent le vaste pouvoir de ces groupes et leur « trafic avec l'ennemi », au beau milieu de la guerre.

Prenons, par exemple, l'histoire du Trust Nobel de la Dynamite. Cet immense trust international unissait des sociétés allemandes et anglaises et il fut trouvé préférable, au début de la guerre, de le dissoudre. Ce qui fut fait et les parts de la Société furent distribuées entre actionnaires allemands et anglais. L'étrange de cette transaction est que les

deux gouvernements l'autorisèrent. Toute autre Société serait probablement tombée sous le coup des lois permettant de confisquer la propriété ennemie.

La solidarité internationale des fabricants d'armes est prouvée par un autre incident. Les grandes mines de fer de l'industrie de l'armement français se trouvent dans le bassin de Briey. C'est la véritable demeure du *Comité des Forges* et de l'*Union des Industries Métallurgiques et Minières*. Mais ces mines sont géologiquement si étroitement reliées aux mines allemandes de Lorraine que Briey était en partie propriété des fabricants d'acier allemands. Pendant la guerre, les Allemands prirent le contrôle du bassin de Briey et exploitèrent les mines eux-mêmes. Une carte allemande tomba entre les mains du général Sarrail sur laquelle les mines de l'Industrie Française des Armes étaient notées « à protéger ». Ces ordres furent exécutés et les Allemands prirent possession de Briey pour ainsi dire intact.

On pourrait supposer que les Français firent tous leurs efforts pour détruire les avantages pris par les Allemands dans le bassin de Briey. Il n'en fut pas question. La région ne fut jamais bombardée effectivement, ni par les canons, ni par les avions, bien que de fausses attaques aient eu lieu. Et pendant toute la guerre, les Allemands purent extraire de grandes quantités de minerai qui leur permirent de continuer à combattre.

Ce fait vint à la connaissance de plusieurs personnes qui tentèrent d'attirer l'attention des auto-

rités intéressées. Ils accédèrent au G.Q.G. français et racontèrent leur histoire, mais leur documentation leur fut renvoyée et aucune action ne fut entreprise contre le bassin de Briey. Il est assez curieux que l'officier du G.Q.G. à qui ils eurent affaire se soit trouvé appartenir au Comité des Forges. En fin de compte, l'affaire fut relevée par divers journaux, entre autres le *Correspondant*, l'*Écho de Paris*, l'*Œuvre* et *Paris-Midi*. Le gouvernement répondit qu'il n'osait pas bombarder le bassin de Briey et empêcher les Allemands d'exploiter ces mines parce qu'ils bombarderaient certainement les mines exploitées par les Français à Dombasle (Meurthe-et-Moselle), qui étaient alors à peu près la plus grande source de minerai des forces françaises.

Telle était la situation. Par une sorte de supranationalisme, les fabricants d'armes de France et d'Allemagne s'étaient arrangés pour que leurs sources d'exploitation (et de profits) ne fussent pas troublées. Si Briey et Dombasle avaient tous deux été détruits, la guerre se serait terminée beaucoup plus tôt ; mais la main qui supprimait si rudement la vie humaine, les cathédrales célèbres, les bibliothèques et les trésors artistiques se retenait lorsqu'elle approchait des mines de fer des marchands d'armes.

La presse des fabricants d'armes était, elle aussi, occupée durant la guerre. N'importe quel apprenti aurait pu prédire aux marchands d'armes que leur intérêt était de prolonger la guerre. La Bourse était particulièrement sensible aux bruits de paix.

Chaque fois que des nouvelles pacifistes étaient publiées, la cote des actions des fabricants d'armes baissait. En 1917, la France était fatiguée de la guerre. L'armée elle-même avait envie de paix. Cette réaction naturelle contre des années de massacre et d'efforts surhumains fut rapidement étiquetée « défaitisme » et des mesures sévères furent prises afin de la supprimer. Le nombre de pacifistes fusillés par les Français pendant la guerre n'a, peut-être, en définitive, pas été très inférieur à celui des victimes de la Terreur de 1793.

Cette situation alarmait la presse française des armements. Elle flétrit immédiatement tout le mouvement pacifiste comme inspiré par les Allemands et payé par eux. C'était notoirement ridicule, les Allemands ayant beaucoup plus d'intérêt à une victoire décisive qu'à une paix négociée, mais la presse de l'armement marqua un point et les désirs de paix furent dès ce moment mis hors la loi comme traîtres et germanophiles.

La presse de l'armement fit alors un autre pas vers le prolongement de la guerre. En Allemagne et en France, il se produisit soudain une éruption pour ainsi dire fantastique de plans d'annexion. Les plans allemands, conçus par les pangermanistes, comprenaient, entre autres, une grande expansion du territoire allemand, la mise hors de combat de la France, et la création en Europe de divers protectorats destinés à assurer l'hégémonie allemande et la domination des affaires allemandes dans le monde entier. Ces « plans de paix » allemands en provoquèrent immédiatement des français qui de-

mandaient, entre autres choses, la rive gauche du Rhin, les colonies allemandes et la destruction de « la menace allemande ».

Le résultat de ces campagnes de presse fut de détruire complètement tous les efforts vers la paix. Des deux côtés, on professait l'horreur et la crainte du plan adverse, moyen de stimuler les efforts vers la continuation de la guerre.

Une des phases les plus significatives et les plus importantes de la guerre mondiale fut le trafic international étendu et continuel en matériaux de guerre, même entre puissances ennemies. Examinons cette situation. L'Allemagne était effectivement coupée du reste du monde par la flotte anglaise. Théoriquement et selon les lois internationales, l'Allemagne pouvait acheter aux neutres ce qu'elle voulait, mais les marchandises de contrebande étaient sujettes à confiscation et avaient à traverser le blocus. D'autre part, la France et l'Angleterre avaient besoin de certains matériaux qui leur avaient été jusqu'alors fournis par l'Allemagne. N'allait-il pas être possible d'obtenir de quelque façon ce dont on avait besoin ? La solution du problème dépendait des neutres entourant l'Allemagne, surtout de la Suisse, des Pays-Bas et des pays scandinaves.

Ici se posa un intéressant problème : quels étaient les matériaux proprement dits de guerre ? De nombreuses matières premières indispensables à la guerre étaient également fort utiles à l'industrie en temps ordinaire. Un grand nombre de produits chimiques, par exemple, se trouvent à la base des

engrais ; on les utilise également à la fabrication des gaz asphyxiants. De l'aluminium, on fait aussi bien des ustensiles de cuisine que des sous-marins. L'électricité a mille utilisations en temps de paix ; elle est également nécessaire à des centaines de procédés guerriers, entre autres à l'extraction du nitrate de l'air. On utilise le coton aussi bien dans les textiles que pour la poudre à canon. Cette équivoque ouvrait le chemin à un commerce considérable en matériaux de guerre qui se poursuivit durant toute la guerre. Les détails de ce commerce sont fort intéressants.

Le vice-amiral M. W. W. P. Consett était l'attaché naval britannique auprès des pays scandinaves. Il publia plus tard un livre sensationnel, *The Triumph of Unarmed Forces*, sur les événements dont il avait été le témoin. Parmi les affaires dont il parle, se trouvent les suivantes :

Les diverses nations en guerre apprécièrent rapidement l'importance de la graisse parce que la glycérine, indispensable à la fabrication des explosifs, en dérivait. Il était relativement facile aux Alliés de se procurer la graisse dont ils avaient besoin, leurs vaisseaux voguant sur les sept mers sans être guère dérangés. Mais que devait faire l'Allemagne, ses frontières étant à peu près hermétiquement fermées ? La situation de l'Allemagne était si sérieuse que Consett déclare qu'un blocus véritablement sérieux, en 1915 et 16, l'aurait forcée à demander la paix avant la défaite de la Russie et l'entrée en guerre de la Roumanie.

Que ce blocus n'ait pas été effectif, cela est dû

aux marchands anglais. Lorsqu'ils recevaient du Danemark des commandes d'huile végétale, de graisse, etc., ils ne se préoccupaient pas de la destination dernière de ces produits, même si ces commandes dépassaient de beaucoup les besoins normaux du Danemark. Des commandes semblables furent passées aux possessions britanniques en Extrême-Orient où elles furent exécutées grâce aux bateaux anglais. Ce commerce continua pendant près de trois ans sans être entravé, et, pendant toute cette période, les Allemands n'eurent pas de difficultés à fabriquer leurs explosifs.

Consett raconte les envois de cuivre à l'Allemagne en provenance des États-Unis, via l'Italie, la Norvège, la Suède, le Danemark et la Suisse. Les Allemands avaient grand besoin de ce métal, comme le prouvent la réquisition en Allemagne de tous ustensiles de cuisine en cuivre et la confiscation d'à peu près tout ce qui était fait en ce métal en Belgique. Les marchands britanniques vinrent alors à leur aide. Ils livrèrent du cuivre à diverses nations neutres d'où il était immédiatement transporté en Allemagne. Les statistiques, pour la Suède et la Norvège seules, montrent, en 1913, une exportation de cuivre en Allemagne de 1.900 tonnes ; en 1914 : 4.366 ; en 1915 : 3.877 ; 1916 : 2.563 ; 1917 : 202. Les vigoureuses protestations de Consett mirent fin à ce trafic.

Une histoire du même genre concerne la fourniture de nickel à l'Allemagne, avant et pendant la guerre. En 1914, les principales sources de nickel étaient la Norvège, le Canada et la Nouvelle-Calé-

donie, possession française. Les Anglais contrôlèrent rigoureusement la production canadienne, refusant de vendre du nickel même aux Etats-Unis, à moins que son utilisation dans le pays ne fût prouvée. Ils passèrent également un accord avec la Norvège, pour s'assurer la plus grande partie de sa production. Il y eut cependant trafic de nickel entre la Norvège et l'Allemagne, mais pour à peine mille tonnes par an.

Le nickel français de la Nouvelle-Calédonie était contrôlé par des banquiers français, les Rothschild. Le conseil d'administration de leur société comprenait deux Allemands, étroitement associés à Krupp et à la *Metallgesellschaft* de Francfort, dont le Kaiser était actionnaire. En 1910, déjà, Krupp avait senti l'orage s'approcher et commencé à faire rentrer du nickel en conséquence. Les besoins normaux de l'Allemagne en nickel sont d'environ 3.000 tonnes par an. De 1910 à 1914, Krupp en reçut environ 20.000 tonnes de Nouvelle-Calédonie. Il en arrivait davantage lorsque la guerre éclata.

Le nickel est extrêmement important dans la fabrication de divers armements. En Grande-Bretagne on le mit immédiatement sur la liste des matériaux de contrebande et un bateau battant pavillon russe, chargé de nickel et destiné à Krupp, fut confisqué. L'histoire est toute différente en France. Le 1er octobre 1914, un vaisseau norvégien chargé de 2.500 tonnes de nickel venant de Nouvelle-Calédonie et envoyé à Krupp, fut arrêté par la marine française, mené à Brest et réclamé comme prise de guerre. L'ordre arriva immédiatement de

Paris de relâcher le bateau. Les autorités locales furent surprises et doutèrent de la décision, mais elle fut immédiatement confirmée et le chargement de nickel vogua vers Hambourg.

Ce ne fut qu'en mai 1915 que le nickel fut déclaré contrebande par les Français et que l'exportation de la Nouvelle-Calédonie fut contrôlée. Le nickel et les Rothschild avaient évidemment arrangé leurs affaires et l'Allemagne avait du nickel pour plusieurs années.

Pas pour la guerre entière cependant et, incertains de sa durée, les Allemands décidèrent de s'en assurer derechef des quantités suffisantes. Le sous-marin *Deutschland* effectua en sûreté son voyage sensationnel jusqu'en Amérique, transportant une cargaison de produits chimiques très demandés. Il revint avec 400 tonnes de nickel d'une valeur de 600.000 dollars. Ce nickel fut fourni aux Allemands par l'*American Metal Company*, une maison étroitement alliée à la *Metallgesellschaft* de Francfort. D'où venait-il ? Pas du Canada, le nickel y étant sévèrement contrôlé. La seule origine possible était de nouveau la Nouvelle-Calédonie. Les chiffres de son exportation montrent que cette dernière avait un commerce très prospère avec les États-Unis, et il semble bien qu'une partie de ce nickel français fut transportée en Allemagne par le *Deutschland*.

Une histoire du même genre concerne la Penarroya, société espagnole. La Société Minière de Penarroya contrôle les mines de plomb les plus importantes du monde. La production annuelle de ces mines est d'environ 150.000 tonnes, ce qui re-

présente 1/8e de la production mondiale. Depuis 1883, les Rothschild avaient eu le contrôle de ces mines, mais en 1909 la Banque Rothschild s'allia à la *Metallgesellschaft* de Francfort, société où le Kaiser et Krupp avaient tous deux des intérêts. Cette collaboration internationale continua jusqu'au 31 décembre 1916 et rapporta aux deux parties. Les Rothschild ne révélèrent pas qu'ils étaient alliés aux Allemands jusqu'au jour où le fait fut sur le point d'être divulgué par des informateurs hostiles. Ainsi la Société était restée sous un contrôle franco-allemand pendant deux années de guerre. Au début des hostilités, 150.000 tonnes de plomb furent expédiées par ces mines en Allemagne, via la Suisse. Pendant ce temps la France devait attendre. Lorsque les cargaisons pour la France reprirent, le prix du plomb atteignit le double de ce que les Anglais avaient payé le leur.

Une autre mine de plomb était également contrôlée par les Français et les Allemands, celle de la Société française Sopwith. Un Allemand, Hermann Schmitz, comptait parmi les directeurs. En mai 1915, il fut enfin relevé de ses fonctions « parce que dans les circonstances présentes, il ne peut efficacement remplir son devoir. »

Ce genre d'affaire n'était pas réservé aux Anglais et aux Français. Les Allemands le pratiquaient également. Le sénateur Possehl de Lubeck était un roi de l'acier allemand ; ses possessions s'étendaient en Suède, Norvège et Russie. Ses principales usines se trouvaient à Fagersta, en Suède. Possehl était très patriote et faisait grand étalage de ses senti-

ments. Il était fier des « garçons » allemands et ratait rarement une occasion de les voir partir pour le front. Le grand problème qui se posait à lui était celui de ses usines en Russie. S'il continuait à les exploiter, il aiderait les Russes ; s'il essayait de les fermer pour la durée de la guerre, les Russes les confisqueraient. Il résolut le problème en se déclarant pour « les affaires habituelles », ce qui veut dire que ses usines suédoises fournirent des matières premières à ses usines russes où elles étaient utilisées à fabriquer du matériel de guerre pour les Russes. Les autorités militaires allemandes entendirent parler de l'étrange patriotisme de Possehl et l'accusèrent de trahison. Il passa en justice, mais les juges agréèrent son point de vue selon lequel il avait seulement évité la confiscation de ses propriétés par le gouvernement russe. Même le Kaiser se réjouit de ce verdict.

Le rôle de la Suisse en tant qu'intermédiaire de commerce ennemi fut très important. La Suisse se trouva environnée de nations en guerre éprouvant toutes désespérément le besoin de matériaux de guerre et prêtes à les payer ce qu'il faudrait. La tentation était trop grande et, bientôt, ce pays se trouva être le centre d'un commerce international très profitable. Il est juste d'ajouter, en faveur des Suisses, qu'ils étaient menacés de représailles de toutes sortes par leurs voisins s'ils n'accédaient pas à leurs demandes. Il y avait officiellement un embargo sur le matériel de guerre, mais la contrebande et une large interprétation des textes en permirent le commerce.

Les détails de ces affaires sont souvent intéressants. L'Allemagne avait besoin de produits chimiques pour ses explosifs et de bauxite pour l'aluminium ; la France, en partie privée de ses ressources en fer, avait besoin de fer et d'acier. Les Suisses manœuvrèrent au mieux. Pendant longtemps, les Allemands exportèrent une moyenne de 150.000 tonnes de fer et d'acier par mois en Suisse. Il arrivait parfois que le chiffre atteignît 250.000 tonnes. Il s'agissait généralement de ferraille et de produits manufacturés, tels que voies de chemins de fer et fils de fer barbelés. On enlevait ensuite la marque de fabrique allemande. Les sociétés allemandes qui faisaient ce commerce furent accusées de trahison, mais elles se défendirent en prétendant qu'elles remplissaient simplement leur part de ce qui était virtuellement un marché international par lequel la France et l'Allemagne se fournissaient réciproquement en matériaux vitaux. Leur point de vue fut accepté par la justice et elles ne furent pas reconnues coupables.

Les Français exécutaient aussi leur part de ce marché. On fit grand bruit autour de l'*Affaire des Carbures* lorsqu'elle fut connue, en 1917. C'était en novembre 1914. La Société Lonza, firme industrielle suisse, dirigée par des Allemands, possédait l'un de ces conseils de direction internationaux si typiques des fabricants d'armes. On y trouvait Français, Italiens, Allemands et Autrichiens. Sous le prétexte de s'acquitter d'une dette, la Société Commerciale des Carbures, société française, livra à la Lonza 300 tonnes de carbide-cyanamide, un

produit chimique d'où l'on tire le salpêtre qui, à son tour, est partie essentielle de la poudre à canon. La société française devait bien de l'argent à la Lonza, mais la valeur des produits chimiques livrés dépassait de beaucoup la somme due.

Quand cette affaire fut connue, en 1917, il y eut quelque agitation dans certains milieux. Les grands industriels accusés de trahison furent traduits en justice. Un remarquable silence entoura immédiatement toute l'affaire et il en fut à peine question dans la presse. Seuls les journaux radicaux savaient qu'un scandale avait éclaté. Les accusés prétendirent qu'ils avaient simplement payé une dette commerciale et qu'ils croyaient que les produits chimiques devaient être utilisés à la fabrication d'engrais. C'était évidemment possible. A cet endroit de l'affaire, de mystérieuses influences commencèrent à se faire sentir, probablement mises en marche par Poincaré, ami des industriels. Toute la procédure avait été conduite avec hésitation et à contre-cœur et l'acquittement final ne surprit personne.

La bauxite française entrée également en Suisse en toute liberté pendant la guerre y fut transformée en aluminium, puis envoyée en Allemagne où l'on en faisait des sous-marins. Les Suisses livrèrent à l'Allemagne environ 20.000 tonnes d'aluminium par an et 200 aux Alliés. Quant au salpêtre, on raconte que les Suisses en fournissaient à l'Allemagne une quantité suffisant à la fabrication de 56 billions de cartouches ou 147.000.000 de grenades, par an. Dans la seule année 1917, l'Allemagne, avec l'aide

des Suisses, produisit 300.000 tonnes de salpêtre. Avant la guerre, la production mondiale était de 214.000 tonnes par an.

Les Suisses n'étaient pas seulement intermédiaires entre les nations en guerre ; ils fournissaient aussi aux deux adversaires de grandes quantités de puissance électrique utile surtout à l'extraction du nitrate de l'air. Pendant la guerre, le manque de charbon força les Suisses à développer leurs ressources hydro-électriques. Tout le long de leurs frontières avec l'Allemagne, la France et l'Italie, de grandes centrales naquirent, utilisant les nombreuses chutes d'eau du pays. Il était facile de transmettre ce courant aux trois pays voisins. Cette exportation de puissance électrique atteignit les énormes proportions suivantes : 382.000 CV à l'Allemagne et 76.500 aux Alliés.

Les profits de ce trafic en fer, bauxite, produits chimiques et électricité furent colossaux. On ne peut se fier aux statistiques suisses relatives à cette période ; dans certains cas, elles ne représentent que 25 % du chiffre exact. L'aide suisse aux belligérants fit, sans aucun doute, beaucoup pour prolonger la guerre.

On raconte diverses autres histoires sur le commerce international des belligérants durant la guerre. La fabrique allemande Zeiss était célèbre pour ses lentilles et ses instruments d'optique. Partout, les armées et les marines utilisaient des instruments Zeiss de pointage et de correction. Les Anglais eurent besoin de produits Zeiss et s'arrangèrent pour les avoir. Les opinions diffèrent quant

aux moyens qu'ils employèrent. L'un déclare que ces instruments arrivaient en Angleterre par la Hollande, un autre que les Anglais s'étaient emparés de quelques ouvriers de Zeiss et les avaient « persuadés » de fabriquer ces instruments aux Usines Vickers, en Angleterre. Quelle que fût la méthode employée, il n'y a aucun doute que les Anglais combattirent à Skager-Rack avec des instruments Zeiss acquis après le commencement de la guerre.

Du matériel fabriqué par leurs propres compatriotes fit subir de lourdes pertes aux Allemands. Dans la terrible lutte autour de Verdun, le fort de Douaumont fut le théâtre de terribles efforts. Il changea plusieurs fois de mains. Lors de l'une des attaques, les Allemands tombèrent sur des défenses en fil de fer barbelé, lequel, deux mois seulement auparavant, avait été envoyé en Suisse par une fabrique allemande : la Magdeburger Draht-Und-Kabelwerke.

L'affaire la plus considérable de la grande guerre fut la demande colossale en armes et en munitions et les vastes bénéfices des fabricants d'armes. Ce fait prendra un relief encore plus marqué lorsque le rôle des États-Unis aura été examiné.

CHAPITRE XIII

LA GUERRE MONDIALE : ON ENTRE DANS LA GLOIRE

> Le résultat de la guerre sera de développer un million de nouvelles sources de richesses. FRANCK A. VANDERLIP.
>
> Une industrie ne peut pas vivre de patriotisme. Nos actionnaires doivent avoir des dividendes. GEORGE D. BALDWIN.

Lorsque la guerre mondiale éclata en 1914, le Président des Etats-Unis conseilla à ses compatriotes de rester neutres, même en pensée. Lorsque l'armistice fut signé en 1918, il y avait 21.000 nouveaux millionnaires américains, les actions Du Pont étaient montées de 20 dollars à 1.000 et l'on disait de J. P. Morgan qu'il avait fait plus d'argent en deux ans que le vieux Morgan n'en avait fait durant toute sa vie.

Au début, l'Europe fut convaincue que la guerre ne durerait pas longtemps et qu'elle pourrait se contenter de ses propres munitions pendant la durée du conflit. Durant près d'une année, elle

s'arrangea pour satisfaire ses besoins à l'aide de ses réserves. Cependant, lorsqu'il devint évident que la guerre serait longue, il fallut chercher de nouvelles ressources.

La seule grande puissance restée neutre était les États-Unis. En principe, selon les lois internationales et la convention de La Haye de 1907, les belligérants étaient autorisés à acheter à un neutre, et le neutre à leur vendre. Ce n'était pas une situation nouvelle ; les neutres avaient vendu aux parties adverses dans de nombreuses guerres.

Néanmoins, à l'époque, un facteur nouveau entrait en ligne. L'Allemagne était bloquée, au moins théoriquement, et les Alliés ne permettaient pas au commerce neutre de traverser le blocus. La liste des articles de contrebande fut allongée jusqu'à ce qu'un blocus absolu existât et, en dépit de l'irritation des États-Unis, les Alliés persistèrent dans cette politique. En fait, par conséquent, les États-Unis armaient et fournissaient uniquement les Alliés.

Les Alliés n'achetèrent pas aux États-Unis de matériel de guerre en quantité importante avant la seconde moitié de 1915. Le trafic devint alors important. Les Alliés installèrent aux États-Unis un bureau d'achats central qui dépensa bientôt une moyenne de 10 millions de dollars par jour. Entre le mois d'août 1914 et le mois de février 1917, plus de 10 milliards 500 millions de marchandises quittèrent l'Amérique.

Les munitions prirent une place prépondérante dans ce trafic. En 1914, l'exportation se montait à

40 millions de dollars ; en 1915 à 330 millions de dollars et atteignait en 1916 : 1.290 millions. De 1914 à 1918, les Alliés achetèrent aux États-Unis pour 4 milliards de munitions. Mais les munitions n'étaient pas le seul objet de commerce. Les produits suivants font partie d'une longue liste d'exportations : fer et acier, explosifs, coton et coton manufacturé, froment, cuivre, cuir, produits chimiques, armes à feu, automobiles, farines, machines-outils, maïs, chevaux, fils télégraphiques, souliers, wagons de chemins de fer, orge, laine manufacturée, pneus, avions, motocyclettes, etc...

L'année 1916 fut de loin la plus prospère de toute l'histoire de l'industrie et de la finance américaines. La somme considérable de commerce avec l'étranger créa, aux États-Unis, une sorte de pénurie et le résultat en fut que les prix y devinrent exorbitants. L'argent, ainsi enlevé aux portefeuilles américains, dépassa de beaucoup les bénéfices du commerce avec les Alliés.

Il n'y avait qu'un seul nuage à l'horizon : la guerre pouvait finir. Chaque fois que l'on parlait de paix, les actions des firmes d'armements baissaient de 5 à 40 %. La guerre avait amené la prospérité, la paix menaçait d'apporter une catastrophe. D'autres ennuis vinrent graduellement troubler l'industrie et la finance américaines. En supposant que les Allemands fussent vainqueurs, qu'arriverait-il ? Non, cela ne pouvait pas arriver. Nous pouvons mentionner à ce sujet le mot de A. D. Noyes, éditeur du *New-York Times*, qui prétendait que Wall Street avait, dès le début, choisi

les Alliés comme gagnants et n'avait jamais changé d'avis.

Cependant on ne pouvait vraiment trop s'avancer.

Les Allemands tenaient décidément fort bien le coup et possédaient des avantages militaires évidents. La guerre pouvait finir par un « pat », une « paix sans victoire » pouvait être conclue... De telles pensées faisaient frissonner Wall Street. La finance américaine avait parié sur le cheval allié et s'il n'arrivait pas premier, les enjeux étaient si considérables que personne n'osait même penser à ce qui pourrait arriver.

Les années terribles passaient. Les mers étaient couvertes de vaisseaux se précipitant pour apporter des fournitures de toutes sortes aux Alliés. Un autre cauchemar vint troubler Wall Street. Comment les Alliés paieraient-ils ces marchandises ? Le crédit des Alliés était virtuellement épuisé. D'une nation endettée, les Etats-Unis étaient devenus l'un des plus grands créanciers du monde. Au début de 1917, les Alliés ne pouvaient guère offrir mieux que leurs promesses. Déjà quelques-uns de leurs emprunts n'avaient pu être entièrement couverts et l'on annonçait que les futurs ne le seraient pas du tout. Rien d'étonnant à ce que Wall Street se sentît inquiet. Les ravissants engagements que les U.S.A. avaient entre les mains pouvaient très bien devenir autant de « chiffons de papier ». L'année 1916 avait amené les affaires et la finance américaines à une hauteur qui donnait le vertige. 1917 les trouverait-il au fond de l'abîme ? Mais cette heure de craintes marqua le début de l'aurore. Le 6 avril

1917, les États-Unis entrèrent en guerre et le cœur guerrier des trafiquants d'armes se mit à battre normalement de nouveau. Nous ne voulons point dire ici que les États-Unis n'entrèrent en guerre qu'à cause des fabricants d'armes et des financiers. D'autres facteurs déterminèrent cette décision. Cependant, les engagements pris par les Alliés envers l'Amérique étaient si considérables que seule l'entrée en guerre de cette dernière pouvait la sauver d'une catastrophe économique considérable.

En 1917, on prétendit au Congrès que, dès mars 1915, les intérêts de Morgan avaient organisé et financé toute une organisation de propagande, comprenant douze éditeurs influents et 197 journaux, afin de *persuader* le peuple américain de se joindre aux Alliés. Bien mieux, Gabriel Hanotaux raconte, dans son Histoire de la Guerre, qu'en 1914, un membre de la Maison Morgan et lui-même avaient projeté une grande campagne destinée à faire naître aux Etats-Unis un « spectre de guerre » qui conduirait le pays à la guerre. Il ajoute que la France était prête à faire la paix en 1914, mais que l'associé de Morgan dissuada les dirigeants français de parler de paix à cette époque-là.

Lorsque la guerre fut sur le point d'éclater, les trafiquants se réjouirent. Le Président Wilson venait de faire son appel à la guerre au Congrès et Wall Street se mit de la partie. « C'est exactement ce qu'il faut », déclara le juge Gary, du Steel Trust. « C'est 100 % américain », dit Frank Vanderlip, de la National City Bank. « Ce discours est plein

du véritable esprit du peuple américain », dit Martin Carey, de la Standard Oil Company.

La nouvelle de la rupture des relations diplomatiques était à peine connue, que, selon le *New-York Times,* « Wall Street s'illuminait de bannières étoilées flottant sur les banques et les maisons de change. La rue semblait éprouver aussi comme un soulagement. A la Bourse, 300 courtiers chantaient l'hymne national américain. Et les cours montèrent immédiatement. »

Les États-Unis furent en guerre du 7 avril 1917 au 11 novembre 1918. Durant cette période, ils dépensèrent 22.625.252.843 de dollars et avancèrent 9.455.014.125 de dollars aux Alliés. Toutes les avances hasardeuses des premières années étaient maintenant sauvées et, par-dessus le marché, les États-Unis s'étaient joints aux Alliés et commandaient aussi des armes.

Il est absolument impossible de se rendre compte exactement de ce qu'impliquent 22 milliards. Il fallut deux lourds volumes au Directeur des Munitions pour esquisser seulement les achats colossaux du gouvernement américain en 1917 et 1918. De telles dépenses ne peuvent être payées par une seule génération. Et ces commandes gouvernementales ne sont pas tout. A ces 22 milliards, on doit ajouter l'augmentation du prix de toutes marchandises. Le blé atteignit 3 dollars 25, dont la plus grande part allait à d'autres qu'aux fermiers qui n'étaient payés que 1 dollar 30. Le coton atteignit un prix inconnu depuis 45 ans. Les mêmes proportions se retrouvaient à propos de tout

ce qui était vendu, et cela dans tout le pays.

On ne saura jamais exactement ce qu'ont été les bénéfices des marchands d'armes américains et de leurs alliés pendant la guerre. Ils comprirent très rapidement qu'il ne fallait pas que les chiffres même approximatifs de leurs gains nets fussent connus. La commission fédérale de commerce « révéla d'étranges façons de tenir leur comptabilité employées par les grandes corporations... Les prix étaient fictivement augmentés par des tours de passe-passe. Les salaires étaient majorés. L'indice de dépréciation était maquillé. Les placements de capitaux étaient compris dans les prix. On avait eu recours à des évaluations fictives de matières premières. Les inventaires avaient été faussés. »

En dépit de tout cela, les bénéfices avoués étaient simplement colossaux. Du Pont paya en 1916 un dividende de 100 % sur ses actions ordinaires. Les gains de la *United States Stell Corporation,* en 1917, excédaient de plusieurs millions la valeur initiale de ses actions. En 1916, la même Société avouait des gains dépassant ceux de 1911, 1912 et 1913 réunis, de 70 millions de dollars. La *Bethlehem Steel* paya en 1917 un dividende de 200 %. La trésorerie des États-Unis montre que durant la guerre, 69.000 hommes gagnèrent plus de 3 milliards de plus que leurs revenus normaux. Presque aussitôt, il y eut protestation contre ces profits. La Commission Fédérale de commerce fut chargée de l'investigation, mais dès qu'elle commença à révéler des faits précis, elle fut déchargée de l'enquête. Elle publia bien un rapport de vingt pages

suggérant quelle riche mine ce pourrait être pour un enquêteur capable et sans peur, mais elle ne put même pas toucher à la surface de l'affaire. Plus tard, des commissions sénatoriales se mirent au travail, mais avortèrent, elles aussi.

Malgré tout, il serait possible de remplir des volumes de statistiques montrant les énormes profits des marchands d'armes et des banquiers pendant les années de guerre. La table de bénéfices nets qui suit est suggestive :

BÉNÉFICES NETS
DE L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT DES U. S. A.

(*L'unité représente 1.000 dollars.*)

SOCIÉTÉS	Moyenne des quatre dernières années de paix.	Moyenne des quatre années de guerre.
U. S. Steel	105,331	239,653
Du Pont	6,092	58,076
Bethlehem Steel	6,840	20,427
Anaconda Copper	10,649	34,549
Utah Copper	5,776	21,622
American Smelting and Refining Co.	11,566	18,602
Republic Iron and Steel Co.	4,177	17,548
International Mercantile Marine.	6,690	14,229
Atlas Powder Co.	485	2,374
American and British Manufacturing	172	325
Canadian Car and Foundry	1,335	2,201
Crocker Wheeler Co.	206	666
Hercules Powder Co.	1,271	7,430
Niles-Bement Pond	656	6,147
Scovill Mgf.	655	7,678
General Motors	6,954	21,700

Quant aux Sociétés d'Armes individuelles et à leur activité pendant la guerre, on peut noter un certain nombre d'incidents significatifs. Du Pont fabriqua 40 % des munitions utilisées par les Alliés pendant la guerre et continua à être la source principale d'explosifs du gouvernement américain. Le nombre de ses employés passa de 5.000 à 100.000. En 1914, il produisait 2.265.000 livres de poudre ; en 1915, les contrats avec les Alliés commencèrent à venir et la Société produisit 105.000.000 de livres de poudre ; ce chiffre monte à 287.000.000 en 1916 ; et lorsque les États-Unis entrèrent en guerre, en 1917, la production sauta à 387.000.000 de livres pour cette année-là, et 399.000.000 pour 1918. Quelques années plus tard, une commission du Congrès démontra que le gouvernement avait payé la livre de poudre 49 cents alors que le prix de revient en était estimé à 36 cents. Rien d'étonnant à ce que les actions de Du Pont soient montées de 5.000 % pendant la guerre.

Du Pont réussit fort bien pendant la guerre : ne reçut-il pas des Russes un chèque de 60 millions de dollars ? Quant à la *Winchester Repeating Arms Company*, fabricant de fusils, baïonnettes et munitions, elle pouvait difficilement se plaindre des affaires. Son catalogue 1921 parle de ses travaux de guerre. Elle vendit alors près de 2 milliards de fusils, carabines, baïonnettes, obus et cartouches.

L'industrie des gaz asphyxiants prospérait également. Depuis que les gaz avaient été introduits dans les usages guerriers, les Américains en fabriquaient aussi. Avant la fin de la guerre, les chi-

mistes américains inventèrent 63 différentes sortes de gaz asphyxiants et 8 autres étaient prêts à être utilisés. L'arsenal d'Edgewood Md, et ses succursales, fabriquaient 810 tonnes de gaz par semaine, fabrication plus considérable que celle de tout autre pays. La France, par exemple, en produisait 385 tonnes par semaine, la Grande-Bretagne 410 tonnes, cependant que l'Allemagne traînait en arrière avec 210 tonnes seulement.

Ces 810 tonnes n'étaient qu'un commencement. Au moment où la guerre allait finir, les Américains étaient prêts à accroître leur production jusqu'à 3.000 tonnes par semaine. Le gouvernement avait voté 100 millions de dollars de crédit pour la guerre chimique et 48.000 hommes devaient être employés à cette entreprise. Mais avant que le monde pût assister à cette démonstration convaincante de la puissance américaine, l'armistice fut signé. Une amusante histoire, aux ramifications tant nationales qu'internationales, est celle de l'annonce que la Cleveland Automatic Machine Company publia dans l'*American Machinist* du 6 mai 1915. Cette Société possédait une machine à shrapnel qu'elle désirait vivement vendre. Les qualités de massacre du shrapnel fabriqué par cette machine surpassaient apparemment celles de tout autre, car c'était un shrapnel asphyxiant qui tuait en quatre heures après une « terrible agonie ». L'annonce publiée dans l'*American Machinist* est la suivante :

« La matière dont il est fait possède une grande puissance de tension et ce projectile est *très spé-*

cial : il a tendance à se fracasser en petits morceaux au moment de l'explosion de l'obus. La constitution de la fusée de ces obus est semblable à celle du shrapnel, mais elle en diffère en ce sens que deux acides explosifs sont utilisés pour faire éclater l'obus. La combinaison de ces deux acides provoque une explosion terrible, plus puissante que toute autre. Dans l'explosion, les fragments se couvrent d'acide et les blessures causées par eux amènent la mort en quatre heures, après une agonie terrible, si elles ne sont pas soignées immédiatement.

« D'après ce que nous savons des tranchées, il n'est pas possible d'y donner des soins médicaux en temps voulu pour empêcher l'issue fatale. Il faut cautériser immédiatement la blessure si elle se trouve sur le corps ou la tête, amputer s'il s'agit des membres, car il n'existe pas d'antidote au poison.

« On peut donc voir que cet obus est plus efficace que le shrapnel, les blessures occasionnées par les fragments de ce dernier n'étant pas dangereuses puisqu'il n'y a pas de poison rendant nécessaires des soins immédiats. »

Cette annonce attira immédiatement l'attention. Elle fut dénoncée un peu partout et l'*American Machinist* sévèrement critiqué pour l'avoir publiée.

Cette annonce fut rapidement envoyée en Allemagne et y devint bientôt fort connue. Une copie en fut déposée sur le bureau de chacun des membres du Reichstag et une discussion violente s'en suivit. L'ambassadeur des U.S.A. à Berlin, M. Gé-

rard, rapporta l'incident au Département d'Etat et ajouta qu'il pensait que c'était un faux maladroit destiné à la propagande anti-américaine. Mais l'annonce était tout à fait authentique, malgré qu'elle fournît une excellente matière aux agitateurs allemands.

Devant tout le bruit fait autour de cette annonce, la Cleveland Machine Company trouva une « explication ». C'était une erreur, une méprise. La Société avait envoyé au journal, en même temps que l'annonce, un article sur les machines à shrapnels, sujet fréquemment traité par l'*American Machinist*. A la suite d'une erreur quelconque, une partie de l'article s'était glissée dans l'annonce et cette malheureuse substitution était la cause de tout le vacarme. Le *New-York Times* et divers journaux parlèrent de l'affaire et défendirent vaillamment l'annonceur et le journal par une douzaine d'arguments douteux.

La *Bethlehem Steel C°* réussissait mieux dans son utilisation de la presse. Cette société était l'un des *trois grands* qui avaient fourni, pendant des années, de l'acier blindé à la marine américaine. On était, depuis longtemps, mécontent du prix payé pour l'acier blindé. Peut-être l'exagération de ce prix était-elle en partie imputable au gouvernement. Car sous le règne du « Père de la Marine américaine », Théodore Roosevelt, on avait suivi une politique délibérée de subventions aux fabricants d'acier blindé. Pendant quelques années, la *Midvale Steel Ordnance C°* avait proposé des prix inférieurs à ceux de ses concurrents,

mais elle n'avait pas réussi à obtenir de contrats du gouvernement avant que ses prix fussent devenus identiques à ceux des autres fabricants d'acier blindé. Midvale finit par « connaître les ficelles » et perdit l'habitude d'être moins cher que ses concurrents. Aussi, se partagea-t-elle les commandes avec la Carnegie Steel et la Bethlehem Steel.

L'opinion selon laquelle le gouvernement payait beaucoup trop se répandit tellement que le Congrès décida de construire un atelier gouvernemental de fabrication d'acier blindé. Il désigna une commission chargée d'établir un devis et proposa de dépenser 11 millions de dollars à circonvenir « l'entente des fabricants d'acier blindé. »

La consternation régna dans le camp de ces derniers. Que pouvaient-ils faire ? Si le gouvernement construisait son propre établissement, ils perdraient une grande partie de leurs affaires et, par-dessus le marché, devraient baisser leurs prix. Ils protestèrent à Washington, mais le Congrès persista dans son entreprise. La Bethlehem se souvint alors de la puissance de la presse. Elle paya 3.257 journaux pour montrer la « folie » des plans gouvernementaux. Ces annonces furent suivies de 26 bulletins répandus à des milliers d'exemplaires à travers tout le pays.

Bethlehem déclarait que l'action préméditée par le Congrès constituait une immixtion dans les affaires privées de l'industrie. C'était purement du gaspillage puisque des usines d'acier blindé existaient déjà dans le pays. C'était très coûteux, puisque le gouvernement ne produirait jamais aussi

bien et aussi économiquement que des entrepreneurs privés. Enfin, c'était une menace à la sécurité nationale parce que le gouvernement ne pourrait se tenir au courant des derniers progrès réalisés et qu'ainsi la marine américaine aurait un matériel inférieur.

La presse ne mit pas longtemps à comprendre. Bethlehem put bientôt constater que de longues séries de commentaires éditoriaux étaient d'accord pour trouver que les plans du gouvernement étaient fort mauvais et constituaient un gaspillage outrageant de la fortune nationale.

Dans sa campagne de presse, Bethlehem entreprit aussi de répondre aux accusations de profits exagérés portées contre elle. Depuis 1887, elle avait fourni au gouvernement 95.072 tonnes d'acier blindé au prix moyen de 432 dollars 62 la tonne ; ses affaires avec l'État se montaient donc à 42 millions de dollars. Pendant la même période, il avait vendu 5.331 tonnes d'acier blindé à d'autres pays, les deux tiers à des prix plus élevés qu'aux États-Unis et un tiers à des prix plus bas. Maintenant, elle était prête à fournir au gouvernement au prix le plus bas qu'il avait jamais demandé. Pourquoi le Congrès gaspillerait-il l'argent du peuple à construire une fabrique gouvernementale ?

L'usine gouvernementale d'acier blindé ne fut jamais construite et, lorsque les contrats navals furent accordés en 1916, la Société de Constructions Navales Bethlehem, filiale de la Bethlehem Steel, reçut commande de 85 croiseurs au prix de 134 millions de dollars.

La Remington Arms fut également très occupée durant la guerre. Son développement, considérable à partir de ce moment, nous est décrit par un chroniqueur enthousiaste : « Au début de 1914, les deux établissements d'Ilion et de Bridgeport employaient environ 3.700 ouvriers. Puis des demandes de fusils, revolvers, munitions, baïonnettes, et obus semblables à ceux des 75 français, vinrent en nombre considérable d'Angleterre, France, Russie et de Serbie. Les établissements existants furent agrandis en toute hâte, un énorme arsenal fut ajouté à Bridgeport pour la construction des carabines pour la Russie, une fabrique de douze étages construite à Hoboken, New-Jersey, pour la fabrication des cartouches et des balles russes et un établissement fut entrepris à Swanton, Vermont, pour la fabrication des cartouches destinées à la France.

Lorsque les États-Unis entrèrent en guerre, « le chiffre des armes sauta des mille aux millions ; des munitions, des millions aux billions. Les établissements produisirent d'étonnantes quantités de mitrailleuses Brownings, de carabines modèle 1917, de pistolets automatiques, de baïonnettes et de matériel de tranchée. »

Au plus haut point des activités guerrières, les établissements Remington fabriquèrent en une demi-journée ce pour quoi il leur aurait fallu quatre mois en temps de paix.

Un curieux côté des activités internationales de l'industrie des armes américaines nous est révélé par l'histoire des carabines Enfield. Remington avait reçu de l'Angleterre une énorme commande

de fusils Enfield ; il en livra 700.000 aux Anglais pendant la guerre. Mais l'Enfield n'était pas le meilleur fusil de l'époque. Le Springfield américain, qui avait été mis sur pied après de nombreuses expériences, était considéré comme bien supérieur.

L'Enfield était en quelque sorte un fusil de transition ; en 1914, les Anglais eux-mêmes n'en étaient pas satisfaits et cherchaient à le remplacer. Ils le retinrent parce que les expériences qu'ils faisaient d'un nouveau fusil n'étaient pas terminées.

Lorsque Remington (et Winchester) reçurent la commande britannique d'Enfields, ils furent obligés de passer quelques mois à réorganiser leurs ateliers, à réajuster leurs machines et à en installer de nouvelles. Lorsque les États-Unis entrèrent en guerre, ils voulurent passer une énorme commande de leur propre Springfield.

Mais on découvrit bientôt qu'il faudrait perdre tant de temps à réorganiser de nouveau les ateliers et réajuster les machines que des mois se passeraient avant que le gouvernement entrât en possession de ses Springfields.

Le seul moyen de s'en sortir était que les Américains acceptassent de se servir de l'Enfield anglais, que les fabriques américaines pouvaient rapidement fournir en grand nombre. Ce qui fut fait.

Cet incident fut utilisé par une commission du Congrès à réfuter l'argument des fabricants d'armes, selon lequel les commandes étrangères « les préparaient » en cas de besoins américains urgents. Dans le cas présent, les commandes étrangères

avaient empêché l'équipement de l'armée américaine.

Une autre société d'armes qui prospéra durant la guerre est l'*United States Cartridge C°*. Elle ne fit jamais de meilleures affaires. Afin de fournir des cartouches aux Alliés, un établissement supplémentaire fut construit à South Lowel, et lorque les États-Unis entrèrent en guerre, l'immense fabrique de tapis Bigelow fut rapidement transformée en une fabrique moderne de cartouches. Le personnel passa de 1.200 en 1914 à 15.000 et la vitesse de production fut fortement accélérée.

De 1915 à 1919, la société exécuta les commandes en cartouches des Anglais, Russes, Hollandais, Italiens, Français et Américains. Sa production totale atteignit le remarquable chiffre de 2 milliards 262.671:000 unités.

En regard de ces succès des fabricants d'armes, on doit placer un certain nombre de lourdes erreurs. Une lettre du Président Harding, du 29 août 1921 les résume ainsi : « Notre gouvernement... dépensa entre cinq et six billions de dollars pour son aviation, son artillerie et les munitions de cette dernière. Or, il ressort d'un témoignage officiel que moins de deux cents avions fabriqués en U.S.A. et de deux cents canons prirent part à la guerre, cependant que, selon le même témoignage, à peine plus d'un pour cent des munitions dépensées par l'artillerie américaine était de fabrication américaine.

Environ 3.500.000.000 de dollars ont été distribués sous la direction du Bureau de Constructions

Navales et cependant le Ministère de la Guerre m'informe de ce fait curieux : un seul bateau construit par le Bureau de Constructions Navales a transporté des troupes américaines en Europe. C'est un cargo, le *Liberty*, qui, selon le Ministère de la Guerre, a transporté, en octobre 1917, environ cinquante soldats en Europe. »

Ces erreurs se constatent surtout dans l'artillerie, l'aviation et la navigation et sont faciles à comprendre. L'industrie américaine des armes avait toujours été de l'avant, en ce qui concerne les armes de petit calibre et les munitions. Elle produisait efficacement de l'artillerie mobile légère et exécuta avec succès d'importantes commandes de 75 français. L'artillerie lourde n'avait jamais été son fort et pour cela, elle avait dû se reposer sur les Alliés.

Quant à l'aviation, l'explication de cette faillite se trouve dans l'inexpérience, le mauvais jugement et, peut-être, les « pots-de-vin ». L'aviation était encore en enfance, et alors que les Alliés réalisaient de rapides progrès, les Américains continuaient à fabriquer le primitif Haviland 4 S, que les aviateurs appelaient le « Cercueil flambant ». Plus d'un billion de dollars fut dépensé pour l'aviation jusqu'au 30 juin 1919, et cependant pas un seul des avions de combat ou de raids construits en Amérique ne parvint sur le front.

Quant aux bateaux, la cause de cet insuccès est principalement imputable au manque de temps. Les Américains sont assez bons constructeurs de bateaux, mais les événements se précipitèrent à une

telle cadence que le Bureau de Constructions Navales ne commença à débiter des vaisseaux qu'après la fin de la guerre.

Un certain nombre d'affaires semblables fut examiné en détail par la Commission d'enquête Graham sur les Fournitures de guerre, quelques années après la Conférence de la paix.

Ces volumineux rapports sont une véritable mine d'informations importantes, relatives à la guerre. Un point sur lequel il n'y a point de doute, c'est que celle-ci fut extraordinairement profitable aux fabricants d'armes.

CHAPITRE XIV

PLUS ÇA CHANGE...

> Les articles contre la paix sont écrits avec des plumes faites avec le même acier dont on fait les canons et les obus.
>
> ARISTIDE BRIAND.

« Plus ça change, plus c'est la même chose », disent les Français, et ils doivent bien le savoir : Ils sont les compatriotes du cynique Clemenceau.

Peu importaient les idées nouvelles du Moïse Américain et son « Nouveau Testament », les quatorze Points, les auteurs et interprétateurs du Traité de Paix s'arrangèrent pour que rien de fondamental ne changeât. Sous le prétexte du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la carte de l'Europe et du Proche-Orient fut découpée, selon un nouveau patron, en une série de petits États. Cet arrangement improvisé ouvrait la porte au vieux système des alliances, de la diplomatie secrète, de l'irrédentisme, etc. Des « mandats » furent établis pour modifier les principes de l'ancienne colonisation mais, avant peu, chacun

traita les pays « sous mandat » en possessions ou en protectorats. Le système des « réparations » s'avéra pire encore et troubla davantage l'atmosphère internationale que l'ancienne pratique du pillage et des indemnités. Les traités de paix contenaient une douzaine de causes de frictions, disputes et guerres. Enfin, la Société des Nations fut fondée pour être la messagère d'une ère nouvelle dans le monde, mais prouva trop souvent qu'elle était seulement le soutien inintelligent des traités de paix. Si l'on avait tenté, de propos délibéré, de créer une situation propice à l'épanouissement des fabricants d'armes, rien de mieux n'aurait pu être inventé. La « dernière des dernières » était à peine terminée que Schneider, Vickers, Skoda et même Krupp se remettaient à leur sinistre besogne.

La Conférence de la paix siégeait encore qu'éclatait une guerre entre les Grecs et les Turcs. Un impitoyable massacre de chrétiens par les mahométans suffit à donner l'élan à l'ambition de Vénizelos et de ses soldats. Les Anglais soutinrent les Grecs, et Vickers, grâce aux bons offices de Sir Basil Zaharoff, fournit des armes aux Grecs. Mais les Français avaient aussi quelques intérêts au Levant et ils n'empêchèrent pas Schneider d'armer les Turcs.

Ainsi, immédiatement, dans ce « monde nouveau », on assista au phénomène familier de deux nations amies, en fait alliées, soutenant respectivement deux nations en guerre. La guerre mondiale était terminée mais les fabriques d'armes étaient

encore équipées pour la production en masse et elles se réjouissaient de toutes perspectives de débouchés. Les Grecs, soit que leurs généraux aient été mauvais, soit que les produits de Vickers aient été inférieurs, furent vite mis en fuite par les Turcs et refluèrent à travers l'Anatolie, en grand désordre. Un correspondant américain nous raconta l'histoire :

« Je vis d'abord la retraite des Grecs. Ils laissaient derrière eux des canons et des mitrailleuses qui portaient tous la marque de fabrique de la maison anglaise Vickers. Puis, j'assistai à l'entrée triomphale des Turcs à Smyrne. Ils amenaient avec eux de splendides canons fabriqués par le Creusot. Ce jour-là, j'ai compris ce que l'*Entente Cordiale* signifiait. »

Le mot de mandat aussi, apparut, à peu près immédiatement, synonyme de guerre et de rébellion. Les Français furent consacrés « gardiens » de la Syrie ; mais les turbulents Druses et l'Emir Fayçal contestèrent ce droit, car les Anglais avaient promis ce territoire à l'Emir. Schneider fournit, naturellement, les armes et les munitions avec lesquelles le général Sarrail bombarda Damas. Quant à l'équipement des Druses, il était étonnamment moderne pour des tribus du désert et l'on prétendit qu'il venait de Birmingham et de Leeds. Cependant, Downing Street, tout comme dans le cas de l'Anatolie, n'était pas en guerre avec le Quai d'Orsay.

Peu de temps après, on eût pu croire que le Quai d'Orsay était en guerre avec lui-même. Au Maroc,

les Français furent soudain attaqués par un chef montagnard du Nord-Africain, héros des Tribus mahométanes éparpillées, Abd el Krim. Il s'engagea sur le sentier de la guerre et parla avec ambition d'une République riffaine. Il livra sa première bataille contre les Espagnols qui possédaient une partie du Rif et dont les armées furent mises en déroute : la République riffaine prenait moins l'apparence d'un rêve fantastique. Il fallait maintenant repousser les Français. La menace de ce chef riffain était si formidable que les Français envoyèrent au Maroc un de leurs meilleurs soldats : le général Lyautey, avec quelque 158.000 hommes. Le Rif soulevé fut finalement mis à la raison et Abd el Krim banni des montagnes où il était né.

Ce qui surprit les observateurs et les acteurs de cette guerre coloniale fut le modernisme de l'équipement employé par les Riffains. A leur reddition dernière, les tribus étaient encore en possession de 135 canons, 240 mitrailleuses et de plus de 40.000 fusils. D'où venait tout cela ? Quelques fusils avaient été pris aux Espagnols, mais ce n'était pas l'unique provenance. On découvrit plus tard que la corruption régnait à un tel point dans l'armée espagnole que les soldats vendaient leurs fusils au Rif. Reste à savoir d'où venait le reste ? Il circula de nombreux bruits quant à l'origine de ces armes de contrebande et à la nationalité des contrebandiers. Il semble bien établi que les soldats français prirent aux Riffains des mitrailleuses, des munitions et même des avions qui étaient, de toute évidence,

de fabrication française, mais le silence discret des cercles officiels et journalistiques étouffa tous commentaires sur cette découverte.

Il y eut de beaux jours pour les politiciens et pour l'industrie des armes françaises. L'influence française s'étendait à toute l'Europe Centrale et Orientale et le Creusot grandit.

Schneider avait de vieilles relations avec les célèbres usines Skoda de Bohême. Après la guerre, les affaires de la Skoda périclitèrent et la structure financière de l'entreprise laissa voir quelques trous. En 1920, Schneider vint à sa rescousse par l'intermédiaire de l'Union Européenne, filiale de la Banque de Schneider, l'Union Parisienne. Schneider devint ainsi un des « principaux participants », comme il dit, de la Skoda, et il se vanta d'avoir permis à Skoda, après avoir complètement modernisé ses procédés industriels, d'atteindre « une cadence extrêmement rapide. »

Cette cadence devint si rapide qu'en peu d'années, Skoda prit le contrôle de l'industrie automobile (Laurin-Kiément) de la République tchécoslovaque, de la Société des Câbles Cablo, du trust Avia de l'aviation, des usines électriques de Brno-Donat et de la Société de Construction Routes Konstruck-tion, puis elle franchit les frontières tchèques. La succursale de Skoda, en Pologne, est la fabrique d'armes Polskie Zaklady. En Roumanie, elle possède une autre fabrique de munitions, la Plosti et, en Yougoslavie, elle réorganisa les routes et participa à la Société Centrale Electrique.

Voilà pour la Petite Entente et la Pologne, mais

Skoda ne s'arrêta pas là. Elle entra en Hongrie et devint financièrement intéressée à la Kreditanstalt de Budapest.

Nous avons signalé le scandale que causèrent, en Roumanie, les activités de l'agent de la Skoda, Seletzski (ou Zelevski). Celles de Schneider en Hongrie furent tout aussi étranges. D'une part, le Traité de Trianon interdisait à la Hongrie d'armer et, d'autre part, Schneider lui avait prêté de l'argent. Lorsque l'emprunt arriva à échéance, les Hongrois ne purent payer. Mais le gouvernement français le pouvait ; aussi, un emprunt officiel fut-il accordé aux Hongrois. Il était juste suffisant pour couvrir la dette de la Hongrie envers Schneider, et il fut payé à la Hongrie, non point par le canal habituel de la Banque de France, mais par celui de la banque de Schneider, l'Union Parisienne. Ce fait fut relevé à la Chambre des Députés par Paul Faure, député socialiste du Creusot, au moment où l'on apprenait que la Hongrie avait pu réarmer et si bien qu'elle était capable de mettre 300.000 hommes sur pied en peu de temps.

Cette cuisine, derrière la scène, d'emprunts et d'alliances politiques est d'une extrême complexité ; ce texte de Charles Reber, journaliste français, éclaire un peu les faits : « Schneider et sa Skoda, un État dans l'État, ont d'abord bénéficié du conflit entre la Hongrie et la Petite Entente en opposant le plan Benès à la Fédération Danubienne.

A cette époque-là, il s'agissait de fournir des

armes à ces petits pays. Puis, lorsque vint la crise, ce furent ces mêmes Schneider et Skoda qui extorquèrent des centaines de millions aux États où ils opéraient, fermant tous crédits à ceux qui, à Paris, leur résistaient, si bien que, finalement, n'arrivant pas à dégeler leurs crédits gelés, un plan Benès revisé fut mis sur pied, plan que Schneider projetait depuis longtemps. »

Nous avons étudié, d'autre part, le rôle de Schneider et de la Skoda vis-à-vis de Hitler et du réarmement de l'Allemagne. Du point de vue des fabricants d'armes ce sont là de bons placements. L'amitié de la France et du Japon a, par ailleurs, quelque peu surpris. Il ne faut pas chercher bien loin pour en trouver l'explication.

On constate, au conseil de Direction de la Banque Franco-Japonaise, la présence de M. de Saint-Sauveur, un parent de M. Schneider, et le président de cette banque fut, autrefois, M. Charles Dumont, ancien ministre de la Marine. Les usines Schneider ont fabriqué d'énormes quantités de matériel de guerre pour le Japon, et peut-être aussi pour la Chine. M. Pierre Cot a suggéré que ces commandes d'armes japonaises dépassaient le besoin d'armes et de munitions du Japon. « Le Japon n'a pas besoin du matériel commandé, mais il a besoin de l'influence de la Maison Schneider ». Un autre journaliste français indique la réponse à faire à la question posée par Pierre Cot, lorsqu'il demande s'il n'y a rien de troublant dans la sympathie de certains journaux français à l'égard de l'agression japonaise.

Il y a, en vérité, une connexion qui explique l'extravagante sympathie de certains journalistes pour les aventures impérialistes du Japon. Comme nous l'avons dit auparavant, les principaux organes parisiens sont contrôlés par M. Schneider. Le *Matin*, le *Temps*, le *Journal des Débats* obéissent à ses mots d'ordre. Aussi, les commandes japonaises accordées à Schneider assurent-elles une bonne presse à l'expédition du Mandchoukouo.

La question du désarmement était plus importante encore aux yeux des marchands d'armes français. C'était, de toute évidence, une menace qu'il fallait combattre. Ici, encore, la presse fut utile.

L'*Écho de Paris* a un public immense. Avec le *Matin*, le *Temps*, le *Journal des Débats* et le *Petit Parisien*, il fait partie d'un vaste consortium assujetti à la puissante Agence Havas. Dans les colonnes de l'*Écho* fut récemment lancé un appel aux bourses destiné à une campagne contre le désarmement, sous le titre : « La lutte contre le désarmement ». On peut trouver, sur la liste, des souscriptions anonymes allant jusqu'à 25.000, 50.000 et 100.000 francs. Qui sont ces modestes contributeurs qui ne veulent pas donner leurs noms ? On peut en avoir quelque idée par une annonce cynique contre le désarmement et qui parut dans ce journal le 15 juin 1931, payée par la S.O.M.U.A., initiales de la firme Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie, firme alliée à Schneider.

Cette campagne contre le désarmement rencontra à Genève, évidemment, une opposition contre la-

quelle les forces de Schneider et de ses alliés se liguèrent, et non en vain. La session 1932 de la Conférence du Désarmement ne satisfit point les amis de la Paix.

Nous en découvrons rapidement la raison. Les marchands d'armes avaient un porte-parole au sein de la Délégation : M. Charles Dumont, vassal de Schneider ; et, étant donné que son maître fabrique des sous-marins, il n'est pas surprenant que Dumont ait insisté pour faire admettre le sous-marin comme instrument légitime de guerre ; ce fut l'un des rochers sur lesquels la Conférence échoua. Pour compléter le tableau, ajoutons que le colonel F. G. C. Daunay, frère d'un des directeurs de Vickers, était au nombre des délégués britanniques.

Mais Schneider avait encore à se débarrasser d'un aboyeur attaché à ses trousses et singulièrement gênant.

Paul Faure continuait ses exposés sur les marchands d'armes à la Chambre des Députés. Ce fut lui qui lut à ses collègues un document émanant du Creusot dans lequel il était écrit que mille kilos de poudre avaient été expédiés à la fabrique de cartouches Mauser, à Leipzig et une autre cargaison à la Maison Paul Capit de Baden. Il fit quelques recherches dans l'histoire de Schneider et régala les députés de photographies de Schneider et du Kaiser sur un yacht, de Schneider escortant le Roi Ferdinand de Bulgarie à travers le Creusot, et d'autres, tout aussi révélatrices. Sous ce feu, un porte-parole de Schneider expliqua, assez ingénieu-

sement, que la poudre expédiée en Allemagne l'était à l'intention des usines Skoda en Tchécoslovaquie et qu'elle n'avait fait que traverser l'Allemagne « en transit ». Le porte-parole ne commenta pas les photographies.

Il y avait donc une fuite qu'il fallait boucher. Il fallait se débarrasser de Paul Faure.

A ses débuts, la Maison Schneider avait intimidé ses ouvriers lors des élections et ses candidats avaient ainsi obtenu de grosses majorités. Pourquoi ne ferait-elle pas aujourd'hui la même chose ? En 1932, Paul Faure se présenta à nouveau devant les électeurs du Creusot et grâce aux mêmes méthodes d'intimidation et d'influence, il fut battu. La voix qui s'était élevée contre les marchands de canons se trouvait ainsi étouffée.

Voilà pour le Continent.

Vickers, bien que défendant bravement sa place, essuyait quelques revers, au moins momentanément. A l'encontre des Français, les Anglais prêtaient l'oreille aux avocats de la paix. Cela commença, à la Conférence Navale de Washington de 1921, lorsque Charles Evans Hughes proposa que les flottes de la Grande-Bretagne, des États-Unis et du Japon fussent limitées, quant aux bateaux les plus importants, respectivement aux chiffres de 5-5-3. La Bourse de Londres traduisit aussitôt la nouvelle par une baisse des actions Vickers.

Vickers fit appel au Gouvernement, lui demandant s'il se soumettrait à ces propositions désastreuses. Au bout de quelque temps, l'Amirauté ré-

pondit qu'elle considérait le maintien des usines Vickers comme « nécessaire et désirable ». Mais cela ne réussit qu'à faire momentanément remonter les actions de la maison.

On avait besoin de mesures plus héroïques qu'un encouragement de l'Amirauté. Vickers s'était prodigieusement étendu pendant la guerre et n'était pas prêt à une réduction graduelle des affaires d'armes lorsque l'Amirauté ne fit plus de commandes.

Pour se sauver, la société Vickers dut se lancer dans d'autres genres d'affaires. Elle se mit à construire des wagons de chemin de fer et de l'équipement électrique. Elle augmenta son capital et acquit une usine en Pologne pour y construire du matériel de guerre. Elle construisit même un chantier naval sur la Baltique, transforma son usine italienne, la Terni, en usine électrique et prit quelques usines à Ponsenada, en Espagne. Mais, plus elle luttait, plus elle s'alourdissait.

Il était évident que les entreprises électriques et autres n'apporteraient pas les affaires attendues et la dépression britannique ne s'améliorait pas.

Les crédits accordés aux États Continentaux disparaissaient dans l'inflation et Vickers se trouvait en grand danger.

Un Comité de banquiers et d'industriels examina ses affaires et proposa sa réorganisation. Leur conclusion fut que l'actif devait être revalorisé et le capital réduit à un tiers. Ce fut une mesure pénible pour les actionnaires, mais ils étaient menacés de perdre la totalité de leurs investissements et le résultat fut que Vickers fut sauvé, tout en devant

se contenter d'une petite place parmi les trusts d'armement.

Une fois de plus, la paix impliquait le désastre : le grand rival de Vickers, Armstrong, était, lui aussi, en mauvaise posture. Il avait tenté de suivre Vickers et de varier sa production et se trouvait dans une situation plus grave que Vickers. Les Comités de réorganisation statuèrent sur son destin ; on consulta inévitablement les banquiers, et, comme d'habitude, une solution radicale fut adoptée. Sir Basil Zaharoff revint de son aire méditerranéenne pour l'une de ses dernières et de ses plus mystérieuses missions.

On affirme qu'il fit pression sur les banques qui tenaient le destin d'Armstrong entre leurs mains afin qu'elles ordonnassent à ce dernier de s'unir à Vickers moyennant de grosses pertes ou de se débrouiller seul. Le fait est que la concentration des deux affaires fut faite, Vickers prenant la part du lion dans la réorganisation et réalisant l'absorption.

Peut-être fut-ce le dénouement triomphal de la carrière de Basil Zaharoff qui incita Vickers à lui offrir une coupe d'or portant l'inscription suivante : « Offert à Sir Basil Zaharoff, Grand-Croix de l'Ordre du Bain, par la Direction de Vickers Ltd, en remerciement de cinquante années de relations avec la Société, et en signe de haute appréciation du travail de grande valeur qu'il a exécuté pour elle, en sincère gratitude et en haute estime. »

En dépit de la détresse momentanée de Vickers et d'Armstrong, cette double société existe aujour-

d'hui et non diminuée. Ses alliances anglaises comprennent quatre firmes : *Vickers-Armstrong, English Steel Corporation, Metropolitan-Cammel* et *Vickers* (*Aviation Ltd*). Ses succursales ont des frontières presque aussi espacées que l'empire britannique. Il y a une Vickers en Irlande qui, lors de la révolution irlandaise, passe pour avoir armé les révoltés ; au Canada et en Nouvelle-Zélande, il y a la *Vickers Corporation* et la *Vickers Ltd ;* en Espagne, il y a la *Sociedad Espanola de Construccion Naval* et la *Société Placencia de Las Armas ;* en Roumanie, les *Usines Métallurgiques de Ressita* et la *Copsa-Micu ;* en Pologne, elle a des intérêts dans la Société Polonaise de Matériel de Guerre. Dans ces deux derniers pays (Roumanie et Pologne), elle partage ses usines avec Schneider-Creusot.

L'une des ramifications les plus intéressantes de Vickers se trouve en Allemagne. Après que Krupp eût obéi au Traité de Versailles et arrêté la fabrication des armes, il transporta une partie de son industrie en Hollande, où il a une usine ; un autre célèbre fabricant d'armes, Reinmetall, a une fabrique hollandaise ; Vickers a des intérêts dans toutes deux. Vickers a aussi des intérêts dans la *Nederlandsche-Engels Techniese Handelsmij* de La Haye et dans la *Fabrique de Munitions Hollandaises.*

Plus significative encore est sa liaison avec la firme hollandaise d'avions Fokker, filiale de Pintsch, de Berlin. Cette maison Pintsch, ostensiblement fabricant d'appareils à gaz, produit actuellement du matériel de guerre et des ingénieurs

anglais y ont travaillé. Fait encore plus intéressant, Pintsch est également connu pour avoir subventionné Hitler.

Mais suivons Vickers sur la carte d'Europe et d'Asie : on le trouve derrière la firme suisse Brown-Boveri : en Italie Vickers-Terni fournit Mussolini et, par le canal de ce dernier, la Hongrie. Par ailleurs, Sir Herbert Lawrence, directeur de Vickers, est également directeur de la Bank of Rumania, position stratégique lorsque le roi Carol commande des armes. Au Japon, Vickers a des intérêts dans la Japanese Steel Works, et un membre du Parlement anglais l'a accusé d'être « un des principaux soutiens du conflit de Mandchourie ». Ainsi, les employeurs de Sir Basil Zaharoff, bien qu'ayant essuyé des revers, n'ont pas perdu leur place au soleil.

Mais qu'est-il arrivé au Grec, pendant ce temps ? La guerre mondiale aida considérablement sa carrière et fut comme le résultat de longues années de dur travail, mais il fut fier de sa réussite. Cependant l'amour du pays natal vint hanter Zaharoff, aujourd'hui Sir Basil Zaharoff, chevalier de l'ordre du Bain par la grâce du Roi George. Paré d'ordres et de décorations, tout comme un général mexicain, et la bourse remplie de bénéfices de guerre, il crut apparemment pouvoir se laisser aller à des penchants moins commerciaux. Maintenant qu'il était puissant, que ses amis politiques étaient au pouvoir et son pays sous la férule de Venizelos, il entrevoyait la possibilité d'une Grèce agrandie aux dépens d'une Turquie abattue.

Il devint l'ange de la guerre grecque d'expansion en Anatolie. Son vieux camarade, Lloyd George, lui donna la bénédiction britannique et Clemenceau ne souleva pas d'opposition. Il réunit donc quelque vingt millions de dollars pour aider l'armée grecque et, n'était l'antagonisme inattendu des Français (la puissance de Clemenceau déclinait) et une révolution soudaine contre Venizelos, il eût probablement vu la réalisation de son rêve. Mais l'homme d'Etat grec tomba ; les Turcs, armés de canons français, défirent les forces grecques et, ce qui est plus grave, Lloyd George lui fit défaut.

Lorsque l'armée grecque vaincue retraversa l'Asie Mineure, l'alliance du célèbre Zaharoff et de l'homme politique gallois fut violemment critiquée. Le public anglais demanda pourquoi Lloyd George désirait tant entraîner ses compatriotes dans un pays aussi peu intéressant, et Walter Guiness, membre du Parlement, insinua que le Grec était « le pouvoir derrière le trône ». Les Anglais décidèrent qu'aucun fabricant de munitions ne pouvait dicter de politique au Premier Ministre et le gouvernement de Lloyd George dut se retirer.

Ce fut la fin de la puissance de Lloyd George et celle du prestige de Zaharoff dans les chancelleries européennes. Pour s'être écarté du code international d'impartialité des marchands d'armes, le grand artisan de ce code connut la défaite. Il avait cependant encore un royaume sur lequel il régnait en toute autorité. Son ami Clemenceau avait décidé que la principauté de Monaco serait indépendante des affaires françaises et Zaharoff obtint

le contrôle du Casino de Monte-Carlo. Il épousa la duchesse de Villafranca, des Bourbons d'Espagne, et s'installa en potentat de la roulette et du baccara.

Un an plus tard, son épouse mourait et Zaharoff se retira du Casino. Il abandonna aussi toute activité politique ou commerciale. Ses actions Vickers avaient subi de grosses amputations, mais ce qu'il possédait en actions oléifères était si considérable qu'il était encore prodigieusement riche. Et il demeure l'homme-mystère. De temps à autre, les fils télégraphiques transmettent la nouvelle de sa mort, car il a maintenant plus de quatre-vingts ans. Les rumeurs selon lesquelles il aurait écrit ses Mémoires sont plus intéressantes. La nouvelle qu'il a fondé à Biarritz un hôpital pour les blessés de guerre fournira sans aucun doute d'excellents sujets de méditation aux cyniques et aux autres.

Zaharoff à la retraite, Vickers arraché de justesse à la banqueroute, et Krupp éliminé des affaires par le Traité de Versailles, cela pourrait ressembler, de bien des façons, à une véritable *Götterdämmerung* des marchands d'armes. Mais cela ne dura pas longtemps. Vickers survivait et donnait des signes de guérison. Krupp lui-même avait fait une résurrection singulière. Il avait été interdit aux grandes fabriques de canons Krupp, aux termes du Traité, de fabriquer des armes. Vickers réorganisé et le triomphant Schneider pouvaient continuer à vendre aux amis et aux ennemis de leur pays, mais, légalement, Krupp et ses collègues ne pouvaient suivre le mouvement. En fait, le procès qu'intenta

Krupp à Vickers en paiement de droits sur les fusées de ses grenades, semblait vouloir dire que le vieil homme d'affaires avait arrêté sa comptabilité une fois pour toutes. Ce ne devait pas être pour longtemps.

Krupp était contraint d'abandonner les affaires d'armes... en Allemagne. Mais le Traité ne stipulait pas qu'il lui était interdit de travailler dans d'autres pays. En Suède, il y a Bofors. Bofors est mieux qu'une firme ; c'est un pays tout comme Essen fut un État à peu près souverain, exactement comme le Creusot l'est aujourd'hui. Krupp souscrivit un nombre important de parts de Bofors et Bofors se servit de ses brevets. Par ailleurs, de fortes présomptions permettent de penser que l'universel Schneider a tenté d'acquérir des parts de cette Société. Ainsi, pendant que le Roi Gustave, le plus pacifique des monarques européens, règne à Stockholm, et cependant que les compatriotes d'Alfred Nobel distribuent le célèbre prix pour la paix, au beau milieu d'eux, un nouveau consortium de marchands d'armes fabrique des obus, forge des canons et manufacture des grenades.

Le monde nouveau, qui devait naître des cendres de la guerre mondiale, finissait par ressembler à l'ancien monde comme à son frère. Les disputes politiques et territoriales continuaient, les nationalismes n'étaient toujours pas abattus et les traités de paix produisaient une ample moisson de combattants ardents. Il semblait même que ce monde fût encore plus favorable aux marchands

d'armes que celui qui avait précédé la guerre.

La seule menace était le désir croissant de désarmement du monde entier. Les cris insistants des forces pacifiques, de la classe ouvrière et des gens du peuple, geignant sous le poids des impôts, forçaient les gouvernements à faire appel à des conférences internationales où l'on discutait du désarmement mondial. Si ces conférences réussissaient, les affaires des marchands d'armes n'allaient-elles pas en souffrir ? Mais les marchands d'armes étaient assez puissants pour détourner d'eux cette catastrophe menaçante.

CHAPITRE XV

LA MENACE DU DÉSARMEMENT

En 1927, se réunit à Genève la Conférence du Désarmement Naval à laquelle participaient la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon. Les amis de la paix étaient représentés par Sir Robert Cecil, la fleur du conservatisme anglais, avocat déterminé du désarmement, et par Hughes Gibson, diplomate américain de carrière, qui fut l'interprète des désirs de paix et de réduction des armements du peuple américain. Les Japonais participèrent poliment et énigmatiquement à ces débats. Il y avait là d'autres personnes : habillées en bleu foncé comme l'amiral Jellicoë et l'amiral Fred Field et un groupe de loups de mer américains qui répugnaient à revoir des naufrages. Il y avait aussi quelqu'un d'autre, à Genève, qui ne ressemblait en rien à Sir Robert Cecil ou à M. Gibson.

M. William Baldwin Shearer aurait pu servir de modèle au Babitt de Sinclair Lewis : tout d'une

pièce, de bonne humeur, cordial avec tous, tapant dans le dos de ses interlocuteurs, leur secouant les mains, se conduisant en véritable voyageur de commerce. Qui aurait pu trembler devant un homme qui possédait des lettres de crédit venant des *Fils de l'Ouest Doré* (1) et des *Filles de la Révolution Américaine* (2). Et qui, surtout, lorsqu'il s'agissait d'un journaliste américain, aurait pu tenir tête à cette personnalité géniale quand elle l'invitait à dîner, à un « véritable dîner américain », dans sa somptueuse maison, proche du Palais de la Société des Nations ?

Il pariait aux courses et avait même eu quelques ennuis de ce côté-là. A la question : « Avez-vous été arrêté à ce sujet ?», M. Shearer répondit : « Je fus arrêté à Paris sur la demande de l'ambassade anglaise, mais je remboursai 125 livres et ce fut la fin de l'histoire. » Il admit avoir été « pris », en Amérique, au sujet d'une affaire d'alcool et avoir dû payer 500 dollars d'amende.

Comme la Conférence de Genève de 1927 approchait, M. Shearer s'y prépara. Il avait déjà accompli quelques travaux publicitaires lors d'une précédente conférence et ses idées sur les dangers de réduction des armements navals et la menace de la marine britannique avaient déjà été publiées. Ses vues patriotiques semblèrent intéresser trois gentilshommes américains : M. Bardo, président de la New York Shipbuilding Company ; M. Wakeman, de la Betlehem Steel Company, et M. Palen,

(1) Associations patriotiques américaines.
(2) *Ibid.*

vice-président de la Newport News Shipbuilding Company. Après quelques préliminaires, M. Shearer fut engagé par ces trois hommes pour aller à Genève ; et selon ses propres paroles, pour obtenir que les États-Unis ne perdissent rien à l'affaire, c'est-à-dire, pour obtenir, si possible, un traité de parité, sinon pas de traité du tout.

Cet engagement représentait 25.000 dollars par an et, avec une partie de cet argent, M. Shearer alla à Genève, prit un appartement dans l'élégant quartier Chambal et se mit au travail. Il montrait une modestie des plus inhabituelles quant à l'identité de ses commanditaires et ne citait que les *Filles de la Révolution Américaine* et autres organisations patriotiques. Le correspondant du *New-York Times*, présent à Genève, M. Wythe Williams, dit : « Il était silencieux quant aux sources de ses revenus. » Mais ses lettres de crédit devaient avoir quelque prestige, car, suivant M. Williams : « Le premier jour de la Conférence, lorsque les propositions des trois grandes puissances furent pour la première fois soumises au public, M. Shearer s'était arrangé pour avoir un siège dans la célèbre chambre des glaces du secrétariat de la S.D.N. où se tenait la réunion et où il put prendre des notes copieuses sur la question. »

Il ne perdit pas de temps et fraternisa vite avec cette race de curieux : les journalistes américains. Il était assez difficile à ces scribes de comprendre des données techniques sur la hausse ou le diamètre des canons. M. Shearer distribua donc à la presse des résumés de la question et peu de corres-

pondants refusèrent de consulter ces papiers qui éclaircissaient complètement la question.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que M. Shearer ait été mieux informé de tels détails que les membres non initiés de la Presse. Selon ses propres paroles, le Ministère de la Marine américaine lui avait procuré, officiellement, un document plus ou moins confidentiel ayant trait aux statistiques navales. Il conversa avec environ une douzaine d'amiraux, autant de capitaines et avec tous les lieutenants du Ministère de la Marine, avant d'aller à Genève. Rien d'étonnant à ce qu'il pût avancer qu'il avait parlé à toute la délégation navale américaine à Genève, à l'exception de l'amiral Jones. Rien d'étonnant donc, lorsqu'il alla à Rome, à ce que l'Intelligence Service de la Marine ait pensé assez de bien de lui pour avoir envoyé à l'ambassade à Rome un télégramme annonçant la venue du grand homme. Lorsqu'il arriva, l'ambassadeur Fletcher et l'attaché naval le reçurent et parlèrent avec lui de la situation méditerranéenne.

Il pouvait fort bien assurer qu'il avait travaillé avec vigueur et résultat pendant cette célèbre conférence tripartite. M. Pearson témoigne : « Je vis fréquemment Shearer flâner dans l'hôtel avec des membres des délégations. »

Le monde sait maintenant que la Conférence de Genève de cette année-là échoua : les intérêts de l'armement avaient un agent digne d'eux. Shearer fut en effet le lion de la Conférence. Il était connu des journalistes européens comme « l'homme qui brisa la Conférence » et lorsqu'un article de jour-

nal le peignait sous ces couleurs flatteuses, il prenait la peine de le découper et de l'envoyer à ses commanditaires.

Victorieux, le héros s'en revint, mais il ne devait pas rester sur ses premiers lauriers. Il ne reçut pas de ses commanditaires de remerciements pour ce succès d'importance, mais le fait que M. Wilder, de la Société Brown-Boveri, qui contrôlait la New York Shipbuilding Company, l'engagea, en 1928, pour le même travail, prouve qu'il n'avait pas fait petite impression. En tant que statisticien et homme du monde, il avait bien réussi ; il se tourna alors vers la littérature. Nicholas Murray Butler avait critiqué le discours d'acceptation de Herbert Hoover, en particulier la partie relative à la marine de guerre et à la marine marchande. M. Shearer, payé par les constructeurs de vaisseaux, répondit au Dr. Butler et écrivit d'autres articles qui insistaient en faveur d'une marine de guerre et d'une marine marchande plus importantes.

Le succès était de nouveau promis à M. Shearer, mais pas pour longtemps. Son candidat fut élu, mais le dangereux poison de la propagande pacifique avait infecté M. Hoover ; aussi, M. Shearer fut-il à nouveau engagé en 1929 pour plaider, à Washington, en faveur de la demande de quinze croiseurs. Et un autre homme, sans relation avec les intérêts navals, mais aussi patriote que le héros de Genève, était maintenant prévenu contre les dangers du désarmement et de procédés aussi dangereux que la Société des Nations et la Cour de La Haye, M. Hearst, qui engagea M. Shearer selon la

politique que ses journaux ont depuis longtemps rendue familière à leurs lecteurs.

Au salaire de 2.000 dollars par mois, Shearer se mit à lancer de violentes attaques contre la Société des Nations et la Cour de La Haye ; son métier consistait à écrire des articles, à parler et à organiser des sociétés patriotiques. Mais il avait, dans ce travail, d'autres alliés que l'organisation Hearst : ses façons plaisantes et ses connaissances brillantes des choses navales le conduisirent dans les sanctuaires de l'American Legion. Il aida le commandant Mc Nutt à préparer un discours qui faisait connaître l'approbation de la Legion au projet de construction de nouveaux croiseurs.

M. Shearer devint notoire comme publiciste et écrivain de sujets patriotiques, mais son expérience des méthodes de la Presse le portait à la prudence vis-à-vis des lois sur la diffamation. Aussi, alors qu'il se servait plutôt avec précaution du mot « trahison », ne manqua-t-il pas de jouer de l'insinuation. Les avocats de la paix et du désarmement, pensait-il, menaçaient la sécurité des Etats-Unis et il n'hésitait pas à les mettre dans le même sac que les communistes, les anarchistes et autres dangers publics.

Pendant l'été 1929, M. Shearer joua un autre rôle dans les journaux : celui d'un travailleur qui réclame ses gages. Il avait dû y avoir quelque confusion dans l'accord intervenu entre M. Shearer et ses commanditaires industriels avant qu'il se fût embarqué pour Genève. Il prétendit que lorsqu'il avait demandé 25.000 dollars pour dix ans, ils

avaient refusé mais en promettant qu' « on s'occuperait de lui ». Puisqu'il avait diligemment travaillé pendant la Conférence de Genève, contribué à obtenir la latitude de construire davantage de vaisseaux et que sa lutte pour les quinze croiseurs avait été couronnée de succès, Shearer pouvait fort bien prétendre avoir réussi sur toute la ligne, en atteignant en deux ans, comme il le disait, tous les objectifs que ses employeurs avaient estimé ne pouvoir être atteints qu'en dix. Il se trouvait des droits à 250.000 dollars et lorsque les constructeurs de vaisseaux refusèrent de lui signer un chèque de cette somme, il les poursuivit.

Le public s'intéressa à l'affaire et voulut en savoir davantage sur cet étrange mariage du patriotisme et des affaires. Des sénateurs et des représentants et, qui plus est, le Président Hoover, qui avait été violemment attaqué lors de ses négociations en faveur du désarmement, se montrèrent curieux. Une Commission d'enquête sénatoriale fut désignée. Elle cita M. Palen et M. Bardo, et M. Wilder et M. Grace, de la Bethlehem Steel Company, et le chef de M. Grace : M. Charles A. Schwab, mais elle n'eut point à convoquer M. Shearer. Il apparut volontairement, impatient de parler, et insista pour être entendu.

Un étrange spectacle s'en suivit. Il fut vraiment curieux d'observer comme ces titans de l'industrie américaine cherchaient à se faire passer pour des sous-ordres sans importance, maladroits et aussi innocents que de stupides employés. Il fut extraordinaire de voir comme ils avaient aisément accepté

d'employer un homme dont ils ne connaissaient rien ; et comme ils l'avaient envoyé à Genève pour une tâche sur laquelle ils n'avaient qu'une très vague idée, et qu'ils avaient payé 25.000 dollars pour cette entreprise nébuleuse...

Les activités d'individus, tels que M. Shearer, illustrent les moyens auxquels peuvent avoir recours les Sociétés d'Armements pour tenter d'étendre leurs affaires. Ils se sont aperçus que le fardeau des armements croissait rapidement, que ce fait seul était suffisant pour inciter les gouvernements à prendre des mesures violentes : à réduire les programmes de constructions navales, supprimer les crédits et participer aux Conférences du Désarmement. Cette menace contre les affaires des fabricants d'armes est en train de grandir et s'ils doivent hésiter à renouveler leurs essais de Genève en 1927, il semble qu'ils ne se priveront pas, dans l'avenir, d'aider toute publicité en faveur de l'accroissement des marines.

CHAPITRE XVI

DU KONBO A HOTCHKISS

La machine militaire japonaise, « bien huilée », pour employer le jargon journalistique, a écrasé toute opposition en Mandchourie et s'est même transportée au Jehol. Il y a moins de trois quarts de siècle, les Japonais se servaient d'engins de guerre médiévaux ; de la manière dont ils se sont servis des engins de mort en 1933, on peut déduire que leur aptitude au progrès est étonnante. La façon dont ils ont atteint à un tel degré de culture guerrière est une histoire fascinante.

Les premières armes à feu contemplées par d'innocents yeux japonais furent les espingoles des Hollandais, lorsque ces derniers débarquèrent aux Iles en 1540. Les Hollandais furent l'objet d'une réception plutôt singulière ; ils furent submergés par une politesse comme n'en avaient jamais connu les Occidentaux, mais on leur demanda avec insistance de rester à bonne distance sur une petite île

en face de la côte. Pendant des siècles, les Japonais consentirent à commercer avec les Européens de cette manière distante. Les indigènes possédaient alors le Konbo, longue canne de fer et de bois, qui était l'arme des serviteurs, et le sabre qu'utilisait le Samouraï. Mais, selon les doctrines du Bushido (code du guerrier), les guerriers devaient combattre leurs adversaires face à face et à l'arme blanche ; et une espingole, quelque défectueux que puisse être son tir à cent pas, ne devait pas être utilisée par un Samouraï. La tradition s'opposait à ce stratagème nouveau et lâche.

Outre le konbo et le sabre, il y avait la maginata ou cimeterre à longue poignée, l'arc et la flèche et ces pièces d'armures qui provoquent aujourd'hui l'étonnement du visiteur de musées : tel était l'équipement des Japonais jusqu'au XIX^e^ siècle. Les Japonais jouaient avec les armes à feu et les employaient à tuer les oiseaux, mais c'était tout. Il n'existait pas d'usines d'armes, car les Japonais avaient l'habitude de fabriquer leurs armes médiévales de formes et de dessins divers selon leur fantaisie. La production en série était évidemment dans les limbes.

Le Japon s'assoupit dans ses habitudes arriérées jusqu'en 1807. Cette année-là, une expédition russe débarqua de force dans l'île principale et l'année suivante un vaisseau anglais menaça Nagasaki. Le dormeur s'agita un peu, mais ne s'éveilla pas complètement avant que « quatre vaisseaux noirs de mauvais augure » eussent jeté l'ancre devant Tokio, en 1853. C'était l'amiral Perry, de la marine

des Etats-Unis, qui venait pour conclure un traité commercial avec les Japonais et des accords au sujet des baleinières américaines en détresse dans les eaux japonaises. L'amiral avait un sens exquis du théâtre et, accompagné d'un orchestre de cuivres et de quatre immenses nègres de son équipage, il fit une impression si profonde sur les Japonais qu'ils s'enfuirent vers leurs temples pour y demander délivrance. Les cadeaux que distribua Perry diminuèrent un peu cette terreur, mais les Américains ne réussirent pas à mener à bien leurs négociations avant leur retour, l'année suivante.

Pendant des siècles, le Shogun, le plus grand des seigneurs féodaux, installé dans Yedo, sa capitale, avait gouverné le Japon et gardé l'Empereur pour ainsi dire en captivité dans Kioto, s'en servant comme d'un simple symbole officiel et religieux. L'arrivée des blancs, aux étranges vêtements, et de leurs engins de mort, émut l'un des Shoguns les plus modernes, qui se sentit le désir d'étudier et d'importer les méthodes occidentales, afin de se sentir en sécurité au cas où les visiteurs deviendraient des adversaires. Le jeune héritier du Trône se sentit également d'humeur à imiter les Occidentaux ; ainsi se produisit un rapprochement entre le Shogun et la Maison Royale.

Les intrus occidentaux montrèrent les dents en 1863, lorsque trois Anglais, qui avaient été assez imprudents pour cavalcader lors d'une parade de cérémonie, furent sommairement exécutés. Aussitôt, une flotte britannique apparut réclamant une forte indemnité. Le Shogun refusa et les Anglais

bombardèrent la ville de Kagoshini. Le jeu était fini. Le Shogun comprit que son précieux palais au-dessus de la baie était à la merci des canons anglais et paya. C'est alors que les membres des divers clans décidèrent de restaurer le pouvoir de l'Empereur en symbole de progrès. En 1867, l'Ordre ancien tomba et, l'année d'après, le plus entreprenant des Fils du Ciel monta sur le Trône qui dominait maintenant les Shoguns.

Tous les Japonais partisans du progrès se réjouirent et se mirent précipitamment à s'adapter aux coutumes nouvelles et à rejeter les anciennes. Mais le Consul général américain, homme fort prévoyant, du nom de Townsend Harris, écrivait dans son journal : « 2 heures 1/2 de l'après-midi. Aujourd'hui je hisse le premier drapeau consulaire qu'on ait jamais vu dans cet Empire. Graves pensées. Changement de mauvais augure. Sans aucun doute le commencement de la fin. Question : est-ce pour le véritable bien du Japon ? »

La nouvelle ère fut militariste dès le début, mais les Japonais durent d'abord se contenter d'armes plutôt élémentaires. Les Hollandais étaient arrivés les premiers et ce fut leur *Gewehr* qui fut copié dans les premières usines établies dans l'île. Les canons de l'amiral Perry avaient éveillé les Japonais médiévaux, et posséder de bons canons fut depuis ce qui les intéressa le plus. En 1850 déjà, ils avaient stipulé de façon précise, dans le traité commercial avec les États-Unis, qu'ils pourraient acheter des bateaux de guerre, des armes et des munitions aux États-Unis et employer des experts

américains pour les entraîner à la fabrication des armes. Les insuffisants fusils hollandais furent vite rejetés en faveur des fusils français et, pendant quelque temps, la technique et la tactique militaires françaises furent adoptées. Les étrangers furent introduits afin d'organiser l'industrie des armes, cependant que ce phénomène, Hashimuro Togo, « l'écolier japonais », faisait son apparition dans les Universités occidentales et se mettait à absorber la nouvelle culture.

Mais c'étaient des efforts dispersés. La plus grande impulsion donnée à l'industrie des armes japonaises fut suscitée par la guerre civile de 1877. Un général japonais, qui voulait être plus moderne que ses collègues, fomenta, cette année-là, une insurrection et il dut être fait appel à toute la puissance de l'Empire pour l'abattre. Il se fit hara-kiri, mais l'industrie des armes jaillit, en force, de ses cendres. Durant l'insurrection, les commandes parvenaient aux fabriques d'armes en telle quantité que même les femmes avaient dû se mettre au travail pour augmenter la production. Ce fut la première apparition de main-d'œuvre féminine dans l'industrie japonaise. C'était un signe des temps et le gouvernement, afin de prévenir un nouveau manque d'armes, décida d'accélérer le développement de cette industrie.

Grimaçant poliment, les étudiants japonais se répandirent dans tout l'Occident. On les vit à Essen, au Creusot, à Wilmington, partout où flambaient les forges des fabricants d'armes. Des représentants de ces firmes payèrent cette visite de retour

et les affaires de l'industrie des armes devinrent fort animées. Les Japonais comprirent la nouvelle tactique avec une telle rapidité qu'en 1880, le Major Murata Tsuneyoshi dessina une carabine d'une si réelle efficacité, que le gouvernement l'adopta officiellement. Grâce à Murata, « made in Japan » apparut pour la première fois dans le trafic international des armes.

La construction navale progressait également, mais plus lentement. Les premiers vaisseaux de guerre que possédèrent les Japonais leur furent offerts par les Russes (ô ironie !), en remerciement de l'aide donnée à une escadre russe en détresse. De 1860 à 1870 et plus tard, les Japonais étudièrent dans les chantiers navals étrangers et introduisirent chez eux des architectes navals anglais. Sir William White, ensuite chef dessinateur de la marine britannique, fut l'un des principaux responsables de l'excellente construction des vaisseaux de guerre japonais.

Sir William avait été quelque temps employé de la Maison Armstrong. Il y avait bien mérité ses gages. Ce fut lui qui entrevit les avantages qu'il pouvait y avoir à exploiter la situation en Extrême-Orient. Lorsque, au moment de la guerre franco-chinoise du Tonkin, l'amiral Courbet croisait le long de la côte de la Chine du Sud canonnant les villages de bambou, sir William écrivait à Armstrong : « On ne peut obtenir des commandes des Chinois que lorsqu'ils s'en sentent l'humeur, et la destruction de leurs vaisseaux l'autre jour, au lieu de les désespérer, les poussera, j'en suis sûr, à de nou-

veaux efforts. » Il avait raison ; les Chinois furent si troublés qu'ils commandèrent à Sir William tout ce qu'il voulut.

Excellente occasion pour souligner la menace grandissante de la flotte chinoise, construite par une firme aussi remarquable qu'Armstrong. Pendant ce temps, la Chine regardait avec appréhension la mer du Japon, anxieuse de la puissance militaire croissante de sa voisine. L'admiratif biographe de Sir William résume ainsi cette satisfaisante situation : « White ne se refusait pas à jouer le jeu de l'*honnête courtier* (1) en soulignant à ses clients chinois la croissance de la marine japonaise, non plus que celle de la marine chinoise à leurs rivaux. Ce faisant, il insistait avec soin sur la nature confidentielle de ses dessins et sur le progrès quotidien des connaissances scientifiques. Par ce moyen, il lui était possible d'accroître les bénéfices de la société qui l'employait, d'étendre peut-être la plus importante des industries nationales et d'allumer dans le cœur des deux peuples asiatiques le feu d'un patriotisme sacré. »

Le bienveillant Sir William ne négligeait pas non plus d'être patriote pour son propre pays. Il écrit à ses supérieurs à Londres (et il est impossible qu'ils aient laissé l'Amirauté dans l'ignorance) : « Ils (les Japonais) seront arrivés, dans quelques années, à un accroissement de puissance qui devrait avoir un effet direct sur le type et le nombre des vaisseaux de la marine royale nécessaires à

(1) En français dans le texte (*N.D.T.*)

la défense de nos intérêts dans les mers orientales. »

Les Japonais avaient d'abord acheté des armes en Occident, mais, au bout de quelque temps, ils décidèrent d'avoir leur propre industrie. La fabrication des armes fut la première industrie occidentale introduite au Japon, et elle y demeura la plus importante à tous points de vue. D'autres industries naquirent, subsidiaires, qui fournirent matières premières et accessoires, mais celle des armes fut la véritable base de la vie économique japonaise ; on peut se fier à sa prospérité ou à son déclin comme au plus sûr indice de la vie économique du pays. Bien plus, le budget de la guerre excédait tout autre et les emprunts relatifs aux guerres et aux armements dépassaient de beaucoup ceux relatifs à tout développement pacifique, industriel ou social. En résumé, le Japon déduisait avec logique, de son étude de l'Occident, que c'était la puissance militaire de ce dernier qui lui avait permis de dominer ; en conséquence, son peuple devint soldat, sa première et sa principale industrie fut celle des armes et toute sa structure économique fut bâtie afin de servir d'arsenal.

L'industrie n'était pas seule à appliquer cette philosophie militaire. La politique était également orientée vers la guerre. Des généraux et des hommes d'État japonais avaient voyagé à l'étranger et quelques-uns s'étaient arrêtés à Potsdam, pour considérer la grande figure de Bismarck. La leçon ne fut pas perdue. Lorsque ces sages se retrouvèrent à l'ombre de leurs cerisiers, ils décidèrent le

Cabinet à suivre les esprits les plus guerriers. Les Ministères de la Marine et de la Guerre furent en conséquence occupés par des officiers supérieurs, militaires ou marins. On accorda effectivement peu de pouvoir aux Corps législatifs quel que fût celui qu'ils possédaient théoriquement. Le pouvoir de déclarer la guerre était aux mains de l'Empereur, qui décidait sur l'avis du Cabinet. L'Empereur Meiji, qui donna son nom à cette époque (on l'appela la nouvelle ère de lumière), sut tirer le plus heureux parti de telles dispositions. Il possédait tous les instincts d'un Junker prussien, croyait à la domination militaire, et lorsqu'il ne pouvait chevaucher à la tête de sa cavalerie, pratiquait les arts équestres sur un cheval de bois dans son Palais.

Sir William White reçut de chaudes félicitations du gouvernement, après la guerre sino-japonaise de 1894. Ce beau succès de la valeur japonaise et des croiseurs d'Armstrong décida des emprunts japonais que les grands banquiers de Londres et de Paris avaient jusque-là ajournés. Le banquier américain, Jacob Schiff, fut si impressionné qu'il organisa un consortium de banquiers anglais et américains à l'occasion du premier grand emprunt du gouvernement japonais. A la suite de cette guerre, les Japonais obtinrent Formose et d'autres îles importantes : ce fut le commencement de l'expansion impérialiste japonaise. Seule l'intervention des puissances occidentales les empêcha, à l'époque, de prendre pied en Chine.

Townsend Harris a dû, en 1904, hocher la

tête avec toute la satisfaction d'un bon prophète lorsque le Japon étonna le monde par sa victoire sur les Russes. La destruction de la flotte russe dans la mer du Japon, par l'amiral Togo, fut une victoire qui fit date. En même temps que les importantes victoires de l'armée à Port-Arthur, elle hissa le Japon au rang de grande puissance militaire. Quoique l'armée et la marine japonaises eussent dépendu, durant cette guerre, de la bonne volonté de MM. Vickers, Krupp, Schneider et Bannerman, elles surent démontrer qu'elles pouvaient faire bon usage des instruments et de l'organisation industrielle moderne.

De l'état primitif médiéval à l'industrialisme moderne en moins d'un demi-siècle, c'était un parcours record. Le premier quotidien en 1871, le premier chemin de fer, construit par des Anglais, en 1873, le base-ball introduit par des missionnaires américains en 1876, les voitures à chevaux deux années après, les mitrailleuses Hotchkiss presque aussitôt, etc., etc..., telle est la récapitulation rapide des étapes du progrès nippon. Le Japon était maintenant presque aussi complètement organisé que l'Allemagne du Kaiser.

L'industrie des armes japonaises ne suivit pas exactement le processus occidental. Au commencement, les Shoguns animateurs du progrès et la nouvelle puissance impériale durent la mettre en marche, si bien qu'il fut inévitable de laisser à des arsenaux gouvernementaux le soin de manufacturer toutes les armes. Pendant le XIX^e^ siècle, il n'y eut pas de collègues japonais de Krupp et de Vic-

kers, pas la moindre industrie de guerre privée. Après la guerre avec la Russie, toutefois, on constata que les arsenaux n'étaient pas à même d'exécuter la totalité des commandes, lors d'un véritable conflit. En conséquence, le gouvernement autorisa la fondation des Japan Steel Works, assistés de spécialistes de l'armée et de la marine et ce fut la première et la seule usine d'armes privée du pays. Elle fut fondée au capital de 15 millions de yens et un grand nombre des parts fut acquis par Vickers. L'usine fabriqua des canons, des fusils, des voitures, des lance-torpilles et des machines-outils de toutes sortes.

L'année 1913 vit le Japon dépensant 33 % du budget national en armes, armes qui lui furent des plus utiles, dans les années qui suivirent, lorsqu'il occupa les possessions allemandes de l'Orient. Mais la plus belle époque vint avec la guerre mondiale, lorsque les fabriques et les arsenaux travaillèrent nuit et jour à fournir des armes et des munitions à leurs alliés occidentaux. Tout comme en Amérique, il y eut des bénéfices considérables, et, à la fin de la guerre, l'Empire regorgeait d'argent.

L'industrie des armes prit alors figure de cauchemar. Elle avait en vérité considérablement aidé au développement du Japon. Seulement les experts japonais étaient forcés d'admettre que maintenant la structure économique du pays était déséquilibrée. Les capitaux qui, autrement, auraient été dépensés à améliorer l'ensemble des industries, se précipitaient uniquement vers celle des armes. L'un de ces experts déclara : « Le décroissement

graduel de la puissance nationale quant à l'économie et à l'industrie en général s'est ainsi produit. Les bénéfices qu'apportera l'industrie militaire à l'économie nationale ne représenteront rien si l'on en déduit les pertes causées par elles d'autre part, et ces pertes seront même peut-être plus grandes. »

Avec une industrie aussi vorace, il n'y a rien d'étonnant à ce que la Chine soit devenue un bon client de sa voisine et ennemie. En 1930, le Japon fournit 37,5 % des armes utilisées par la Chine. On ne peut pas même estimer l'importance réelle prise par ces armes et les intérêts industriels japonais dans l'agitation militaire et la guerre civile chinoise, guerre civile que le Japon prit comme prétexte à sa propre expansion territoriale.

Cette situation a fasciné depuis longtemps ceux qui étudient les marchands d'armes. L'un de ces observateurs nous fait le tableau suivant :

« Depuis vingt ans, cet immense pays a été la proie d'une douzaine de vauriens, véritables fomentateurs de guerre, qui recrutent des armées de mercenaires. Ces armées sont équipées à l'européenne et si quelqu'un désire savoir d'où leur vient cet équipement, il n'a qu'à suivre dans les journaux les visites que font leurs officiers au Creusot, à Saint-Etienne, chez Krupp et chez Vickers. Les grandes firmes d'armements leur fournissent en abondance des canons, des mitrailleuses et des munitions qui leur sont payés du fruit du pillage des provinces. Chaque général possède un associé dont on peut trouver le nom dans les banques de

Hong-Kong, Paris, New-York, Yokohama et même Moscou. De simples glissements de capitaux déterminent la séparation ou la fusion des armées. Les associés changent de généraux ou les généraux changent d'associés. Ce système a répandu toutes les horreurs de la guerre de Trente ans à travers ce malheureux pays. »

Ceci explique fort bien la récente aventure japonaise en Mandchourie. A mesure que les nuages de guerre s'amoncelaient, Shangaï devenait un grand centre de commerce d'armes. Les usines japonaises y vendaient des munitions aux Chinois. Schneider et la Skoda et d'autres artisans de ce trafic acquirent un immense building dans la Concession internationale. De là, l'opinion publique japonaise et chinoise fut bombardée et préparée à la guerre. Trois grands journaux, l'un anglais, l'autre japonais et le troisième chinois, largement pourvus de publicité par les fabricants de munitions, commencèrent à crier à la guerre. Le journal anglais, le *Shanghaï Post*, fut assez cynique pour remarquer qu' « une guerre serait sans aucun doute d'un grand secours à toutes les branches de l'industrie. »

Hambourg devint bientôt le centre d'affrètement des fabricants d'armements allemands, français et tchécoslovaques. On peut juger de l'étendue de ce trafic d'après les faits suivants. Le 2 février 1932, deux bateaux chargés de grenades, dynamite et d'avions en pièces détachées, partent pour le Japon ; le 7 février Skoda envoie 1.700 caisses de munitions ; le 8 février, un bateau norvégien embarque 1.000 caisses d'explosifs destinés à l'Ex-

trême-Orient ; le jour même, les Français envoient pour 100 millions de francs de mitrailleuses. Voilà les chiffres pour une seule semaine.

Nombre de ces chargements étaient déguisés. Les gaz asphyxiants, que déchargeaient pourtant des hommes portant des masques à gaz, étaient marqués « insecticides pour la protection des plantes », et les munitions furent empaquetées dans d'immenses paniers proprement étiquetés « pianos ». On travaillait nuit et jour dans un grand nombre de fabriques d'armes et nombreux furent ceux qui furent embauchés.

Il est difficile de se procurer des statistiques exactes, mais il semblerait que la Grande-Bretagne fut le principal fournisseur du Japon. Cela semble tout naturel, étant donné que ce pays avait toujours joué le rôle principal dans la fourniture des armes et la construction de l'industrie des armes du pays. Les difficultés financières des Chinois rendirent les marchands d'armes circonspects et ils ne leur vendirent qu'avec prudence ; il n'est donc pas surprenant que les exportations britanniques au Japon aient été quatre fois supérieures à leurs exportations en Chine. Les statistiques officielles de ce trafic, qu'elles viennent de la Société des Nations ou de la Chambre de Commerce britannique, sont très fragmentaires, car elles ne comprennent ni les avions, ni les bateaux de guerre ou de transport, ni les produits chimiques, ni la ferraille, ni aucune des matières premières.

Les exportations britanniques comportent des milliers de mitrailleuses, des millions de cartou-

ches, des avions et des canons pour avions, des millions d'obus, de grenades et de bombes et des bateaux. Le Japon acheta 76 bateaux britanniques, nombre d'entre eux pour en faire de la ferraille, d'autres, dont un de 45.000 tonnes, pour transporter des troupes et des munitions en Chine. Officiellement, les exportations britanniques en matériaux de guerre pour l'Extrême-Orient se montent à 5.039.836 livres en 1929, 3.969.327 livres en 1930, et 3.281.050 livres en 1931. Mais ces chiffres sont nettement mensongers.

Ils le sont plus encore dans le cas de la France. Les chiffres officiels français n'avouent pas d'exportation d'armes au Japon. De telles statistiques sont révoltantes. Des rapports de presse indiquent, en effet, continuellement la plus grande activité dans l'industrie des armes françaises et spécifient que les commandes japonaises en sont la cause. L'un d'eux dit que le représentant du Japon « passa froidement commande du stock entier de munitions des usines et des magasins de la Société *Schneider-Creusot*, afin qu'il fût immédiatement expédié au Japon. Actuellement, les douze mille employés de cette grande cité de l'armement travaillent à une nouvelle commande si importante que les ateliers habituellement réservés à la fabrication de roues de tracteurs, pièces de locomotives et rails, et autres instruments pacifiques, ont été transformés en ateliers de munitions. » Un rapport de l'*United Press*, du 11 mars 1933, déclare que les usines d'armes françaises font faire des heures de travail supplémentaires pour exécuter la commande

du Japon. Il y a un « coup de feu » chez Bréguet et chez Potez. Des tanks commandés aux usines Renault ont été essayés lors de la promenade au Jehol. Hotchkiss exécute d'importantes commandes de mitrailleuses et l'attaché militaire japonais à Paris possède un bureau de permanence à l'atelier d'essai de Hotchkiss. Le *New York Times* rapporte que l'exportation d'armes de la France augmenta de 50 % dans les six premiers mois de 1933 et que les principaux acheteurs de ces armes furent le Japon, la Chine et les Républiques de l'Amérique du Sud et du Centre. Les exportations de matériel d'artillerie sont passées de 187 tonnes à 1.017 et en francs de 13.056.000 à 83.900.000. La France fit également des envois de poudre à des fabriques allemandes afin qu'elles en fissent des cartouches pour l'Extrême-Orient. On peut difficilement douter de l'aide active apportée par l'industrie des armes française à la guerre en Extrême-Orient. La filiale de Schneider, Skoda, participe également de façon active à ce trafic, comme le révèlent ses bénéfices considérablement accrus.

Le rôle des fabricants d'armes des Etats-Unis dans cet imbroglio oriental n'a pas été très important. Cela est probablement dû aux prix plus élevés des armes américaines. Le commerce en produits chimiques, ferraille et autres matières premières a été cependant florissant. Entre le 17 janvier et le 23 février 1933, un total de 5.000 tonnes de nitrate de soude a été envoyé au Japon par la seule *Newport News*. Impossible de se procurer

des statistiques quant au reste. L'industrie de l'acier japonaise, par exemple, a réalisé de grands progrès ces dernières années et occupe aujourd'hui la neuvième place dans le monde. Mais il y a disette de ressources locales, et minerai de fer et ferraille doivent être importés de l'étranger. Les importations de produits finis en acier ont à peu près cessé ; par contre, les importations en minerai de fer continuent de croître. Les États-Unis sont devenus le principal fournisseur du Japon en ferraille et le Japon est le meilleur client que les États-Unis aient en cette matière. Si nous prenons tout cela en considération, le rôle des fabricants d'armes américains dans l'expédition mandchourienne n'a pas été dénué d'importance.

Nous n'avons pas étudié le rôle des autres pays en Extrême-Orient. Le Japon et la Chine rapportent tous deux que l'Allemagne est l'un de leurs principaux fournisseurs. Le procédé allemand Bergius d'extraction d'huile du charbon fut acheté à la Royal Dutch par des agents japonais, parce que le Japon ne possédait de combustible que pour huit mois. La Suisse a reçu de larges commandes de la Chine après un énorme « pot-de-vin » donné à l'agent chinois par un officier suisse. La Hollande, la Belgique et la Norvège trafiquent également avec activité.

La Société des Nations s'est inquiétée du conflit sino-japonais. Le rapport Lytton reconnut le Japon coupable d'agression et l'on parla beaucoup de boycotter ce pays. En même temps, l'opinion publique anglaise pressait le gouvernement de s'occuper des

exportations britanniques en matériel de guerre vers l'Extrême-Orient. De toute évidence, la Société des Nations et d'autres pensaient à un embargo sur les exportations d'armes à destination du seul Japon, mais le gouvernement britannique mit un embargo sur les exportations à destination du Japon et de la Chine. Cela n'était pas le geste d'un gouvernement pacifiste, mais un intelligent stratagème politique, car il ne constituait pas une déclaration d'antagonisme comme l'aurait été un embargo contre le seul Japon. Les marchands d'armes britanniques ne s'inquiétèrent pas, néanmoins ; ils continuèrent à fabriquer des armes et purent, peu après, recommencer à les vendre aux deux belligérants. En effet, aucune autre nation n'ayant suivi la Grande-Bretagne, l'embargo fut vite révoqué et le gouvernement britannique put souligner un « noble geste » dont les autres gouvernements avaient annulé la portée par leur inaction.

Le plus curieux incident qui se soit passé durant cet épisode eut lieu dans une fabrique d'armes anglaise. Il fut conté au Parlement britannique, le 27 février 1933, par Morgan Johns, membre de l'Assemblée.

« Dans une certaine fabrique, on préparait d'un côté de la maison des armements pour le Japon et de l'autre pour la Chine. Par un hasard malencontreux, les représentants de ces deux gouvernements arrivèrent à la fabrique en même temps et furent introduits dans la même pièce. Là, ils se mirent à discuter des prix que leur faisait la maison

et le résultat fut qu'ils tombèrent d'accord pour poser un ultimatum demandant une réduction de prix. »

Une pieuvre a toujours faim, en particulier au Japon où l'hégémonie militaire est totale. Cependant que les hommes d'Etat et les économistes japonais prévoyants se demandent où va le pays maintenant que la Mandchourie et le Jehol ont été conquis, ils peuvent observer le nouveau visage qu'a pris le pays du Mikado : Société du Dragon Noir (bien plus terribles que les fascistes ou les nazis), assassinats d'hommes d'Etat pacifistes, les militaires à la tête de tout, un système économique accroché aux fabriques d'armes comme une ville médiévale entourant le château du Seigneur. Et cependant, il y a à peine 80 ans, les peintres de l'école de Hokusaï étaient les principaux artisans de l'île, le sabre était le seul instrument toléré dans un combat honorable, et le Fils du Ciel sommeillait pacifiquement devant un reliquaire Shinto. Les quatre vaisseaux noirs de l'Occident ont en vérité été de mauvais augure.

CHAPITRE XVII

« STATU QUO »

Quand je me repose, je me rouille.
(*Epigraphe des ateliers Thyssen.*)

Des douzaines de volumes ont déjà paru décrivant « la prochaine guerre ». L'enfer dépeint par ces prophètes fait de l'Enfer du Dante un endroit plaisant. Ce qu'il y a de plus significatif dans ces études, ce sont les pronostics relatifs à l'importance croissante des diverses sortes d'armes et au besoin décroissant de la main-d'œuvre humaine. La *rationalisation* submerge tout et on ne reverra probablement jamais un rassemblement d'hommes aussi considérable que lors de la guerre mondiale. La machine remplace l'homme de plus en plus ; et cela dans la guerre comme ailleurs.

Le changement qui s'est déjà effectué dans cette direction peut être apprécié si l'on compare un régiment de 1914 et un de 1932. En 1914, un régiment comprenait 3.300 hommes et 6 mitrailleuses. En 1932, le même régiment comprend 2.500

hommes, 108 fusils-mitrailleurs, 16 mitrailleuses, 4 lanceurs de bombes et deux petits canons. En d'autres termes, la main-d'œuvre humaine a décru de 25 % cependant que les armes automatiques se sont accrues dans la proportion de 210 %.

L'invention industrielle a réalisé d'énormes progrès, dans les armements, depuis 1918. Les machines de mort de la grande guerre semblent déjà curieusement démodées. Le nouveau « bateau de guerre de poche » allemand de 10.000 tonnes est aussi rapide qu'un croiseur et aussi fort qu'un *dreadnought* ; le tank amphibie Vickers nage comme une tortue de mer ; les avions de chasse anglais marchent à plus de 230 milles (368 kms) à l'heure. Le nouveau sous-marin français *Surcouf* est semblable à un petit croiseur ; il est équipé de dix-huit tubes lance-torpilles, possède la T.S.F., plusieurs périscopes et un hangar pour avion à ailes pliantes. Bien que trente-trois nations aient ratifié un traité mettant la guerre chimique hors la loi, toutes les grandes puissances possèdent une division de guerre chimique et disposent de larges budgets pour *expériences*, et le trust chimique allemand a déjà produit plus de mille gaz asphyxiants différents utilisables en cas de guerre.

Peut-être le plus important constructeur d'armes est-il, aujourd'hui, la France. A la suite de ses changements territoriaux et pour quelques autres causes, l'industrie française de l'acier occupe la seconde place dans le monde, dépassée seulement par les États-Unis. Le puissant Comité des Forges, trust français de l'acier, est étroitement allié à

l'industrie des armes et au gouvernement français.

On fabrique en France toutes sortes d'armes, des avions aux canons et aux sous-marins et aux bateaux de guerre. Le groupe Schneider domine l'industrie ; Hotchkiss y est également une puissance. Les usines Schneider se trouvent au Creusot, à Chalon-sur-Saône, à Londe-les-Maures et au Havre. Cette dernière usine, qui est la plus importante, fut acquise en 1897 et s'est depuis énormément développée. Les sous-marins sont fabriqués à Creux-Saint-Georges, près de Toulon et les pièces d'artillerie à Bordeaux. L'exportation d'armes représente 15 à 20 % des affaires totales des fabricants d'armes français. Diverses mesures ont été adoptées afin de faciliter ces affaires avec l'étranger. La Pologne et d'autres bons clients maintiennent des missions permanentes d'achat de matériel de guerre. Les principaux ports ont été organisés afin de servir de bases navales et militaires aux amis et alliés de la France. Cherbourg s'occupe du commerce polonais, Lorient du commerce roumain, Marseille du commerce yougoslave. Des arrangements semblables sont conclus avec d'autres acheteurs assidus.

Mais le commerce avec l'étranger représente moins d'un cinquième des affaires d'armes françaises. Le meilleur client de l'industrie des armes françaises est le gouvernement français. Depuis la fin de la guerre, la France a réarmé avec frénésie. Toutes les armes ont été modernisées et suivent pas à pas le progrès. D'immenses flottes aériennes ont été constituées, les tanks multipliés et l'industrie de la guerre chimique considérablement dévelop-

pée. Cependant la France n'avait pas encore acquis le sens de la sécurité. Elle sentait qu'elle devait faire davantage. Elle possédait une longue frontière et chaque centimètre en était un point sensible. La Belgique était une amie, mais en 1914 elle avait servi de porte d'entrée en France ; l'Allemagne était toujours redoutable ; on parlait de la Suisse comme d'une autre porte d'entrée possible ; et l'Italie de Mussolini était trop ambitieuse et trop jalouse pour constituer un voisin de toute confiance.

La France ne vit qu'une chose à faire dans cette situation : fortifier sa frontière tout entière. Un immense programme de défense des frontières fut élaboré, les forts existants furent renforcés, d'autres furent ajoutés dont un grand nombre de souterrains. Plus d'un billion de francs fut dépensé à dessiner une chaîne d'acier et de ciment le long des frontières de l'Est.

Et même ceci n'a pas apporté à la France le sentiment de la sécurité. Il y a 2.700 kilomètres de frontières maritimes sans défense, pour ne pas parler de la Corse et des colonies de l'Afrique du Nord. Tout le littoral offre des points de débarquement dangereux et quelques centaines de millions dépensés à le fortifier ne seraient qu'une prime d'assurance que le pays pourrait augmenter ensuite. Ainsi se poursuit la campagne en faveur de la défense des côtes françaises (qui, entre parenthèses, ne furent pas le moins du monde menacées pendant la guerre) et du plan de fortification des colonies.

Le travail déjà accompli et celui projeté ont beaucoup rapporté et promettent davantage encore à l'industrie française des armes et au Comité des Forges. Ce puissant groupe d'industriels dépense en moyenne 75 millions de francs en « publicité », qui est surtout utilisée à influencer la presse, à subventionner des journalistes, etc. On dit qu'il possède des fonds secrets de vingt à trente millions par an, grâce auxquels il entretient ses alliances politiques. Ses relations avec le gouvernement sont très étroites. Tardieu, ancien Président du Conseil, et André François-Poncet, ambassadeur à Berlin, sont d'anciens administrateurs du Comité. Un journaliste britannique, qui désirait visiter les fabriques du Creusot, dut, au préalable, en demander l'autorisation au gouvernement français.

En fin de compte, on peut noter que les chiffres de la Société des Nations relatifs à l'industrie de l'armement français sont curieusement faux, comme ils le sont dans bien des cas : pour 1932, par exemple, aucune exportation au Japon n'est enregistrée alors que l'on sait pertinemment que de fortes commandes furent exécutées en France pour ce pays.

La plus grande filiale étrangère de Schneider est, nous l'avons dit, la Skoda de Tchécoslovaquie. Cette Société fut la principale firme d'armements de l'Autriche-Hongrie. Les divers États qui succédèrent à l'ancienne monarchie sont pour la plupart sous la tutelle de la France. Que pouvait-il donc arriver de mieux pour Skoda lorsqu'elle se

trouva en difficulté en 1920, sinon que Schneider en prît le contrôle ? Skoda est le principal fournisseur de la Petite Entente, surtout de la Yougoslavie et de la Roumanie, qui se trouve, elle aussi, sous l'influence de la France. De 1926 à 1931 inclus, Skoda vendit à la Yougoslavie 330.000 fusils, 20.000 mitrailleuses, 400.000 grenades à main, 1.040 pièces d'artillerie et 20 tanks. Dans la même période, la Roumanie a acheté à Skoda 125.000 fusils, 7.000 mitrailleuses, 2.000 canons, 161 aéroplanes et 1 million de masques à gaz.

La vente de Skoda en Tchécoslovaquie est relativement petite. Plus que tout autre pays producteur d'armes, à l'exception de la Suisse, la Tchécoslovaquie dépend de l'exportation. Quarante pour cent, au moins, de la production de la Skoda va aux pays étrangers, qui comprennent, outre la Petite Entente et la Pologne, la Chine, le Japon, l'Espagne, la Suisse, les Républiques sud-américaines, l'Angleterre, l'Italie et même la France. L'exportation des armes constitue 10 % des exportations totales de la Tchécoslovaquie.

L'industrie des armes britannique suit de près celle de la France. Elle est centralisée autour de la grande Vickers-Armstrong et d'autres trusts puissants. Vickers produit toutes sortes d'armes, mais paraît prendre la tête dans la fabrication de certains types d'avions et d'hydravions, de tanks et de mitrailleuses.

L'une des causes de l'importance de l'industrie des armes britannique est le monopole virtuel qu'elle possède de commercer avec les Colonies et

les Dominions. Le Canada achète principalement aux Etats-Unis, mais les autres Dominions et Colonies britanniques achètent 60 à 95 % de leur matériel de guerre à la Grande-Bretagne. Les exportations britanniques vont à environ quarante autres pays, surtout au Japon et à la Chine, aux Républiques Sud-Américaines et à l'Espagne. Malgré cela, les exportations ne représentent que 10 % de la production totale. L'industrie des armes britannique continue à suivre une politique qui a fait ses preuves, et à maintenir d'étroites relations avec le Gouvernement grâce à ses directeurs et à ses actionnaires. Les officiers supérieurs de l'armée et de la marine trouvent toujours un siège confortable les attendant aux Conseils de Direction des Sociétés d'armements, quand ils sont sur le point de prendre leur retraite, et les actionnaires (Vickers en a 80.000) comprennent des membres du Cabinet, des membres importants du Parlement, des prêtres, des publicistes et des gens de toutes sortes.

L'industrie des armes allemande, depuis la fin de la guerre, a fait l'objet de nombreux débats. Le Traité de Versailles forçait les Allemands à livrer aux Alliés toute leur flotte et la plus grande partie de leurs armes et de leurs machines-outils. A Essen seulement, les usines Krupp détruisirent 9.300 machines et 800 ustensiles servant à la fabrication des armes et d'une valeur de 104 millions de marks. Quelques-uns des fabricants d'armes allemands envoyèrent leurs machines en Hollande pour y attendre des temps meilleurs. En 1933, ces machines revinrent en Allemagne. De plus, le Traité inter-

disait à l'Allemagne d'importer ou d'exporter tout matériel de guerre et la production des armements était strictement limitée aux besoins des troupes allemandes. Mais l'Allemagne était-elle réellement désarmée ? Avait-elle véritablement cessé d'être l'un des principaux pays producteurs et exportateurs d'armes ?

Les Français ont prétendu pendant des années que l'Allemagne armait secrètement. Qui plus est, les statistiques de la Société des Nations relatives à l'importation et à l'exportation des armes montrent que l'Allemagne en exporte régulièrement. En 1929, il n'y eut pas moins de treize pays (entre autres la Chine, le Japon, la France, l'Espagne et la Belgique) pour rapporter que l'Allemagne était leur principale source étrangère de fournitures d'armes et de munitions. En 1930, vingt-deux pays citaient l'Allemagne comme leur premier ou leur second fournisseur. L'explication donnée est que les exportations allemandes en armes à feu sont uniquement destinées aux besoins sportifs et que les explosifs vendus à l'étranger sont aux seules fins d'utilisations commerciales. Bien mieux, une grande partie de ce matériel est prétendue être en transit et n'être portée au crédit de l'Allemagne que parce qu'expédiée d'un port allemand. Cela pouvait sembler plausible jusqu'à ce que l'on ait découvert que les statistiques de la Société des Nations pour 1930 enregistraient 7.541.544 dollars d'achats faits à l'Allemagne, ce qui représente plus du double des exportations avouées par les statistiques allemandes. De telles contradictions ne

peuvent guère être accidentelles. Il semble bien que, malgré le Traité de Versailles, l'Allemagne est à nouveau et fabricant et exportateur d'armes.

Cette dérogation nous est confirmée par divers incidents. Il y eut le cas Bullerjahn en 1925. Le 11 décembre 1925, Walter Bullerjahn fut condamné à quinze ans de prison pour « trahison ». Le procès fut secret et le public exclu. A la fois le crime pour lequel il fut condamné et le nom de l'accusateur, restèrent secrets. Après des années de protestation de la part du Docteur Paul Lévi et de la Ligue des Droits de l'Homme, les faits finirent par être connus. L'accusateur était Paul von Gontard, directeur général de la Berlin-Karlsruhe Industriewerke. Gontard avait construit des arsenaux secrets, à l'encontre des prévisions du Traité, et ce fait fut découvert par les Alliés. Gontard n'aimait pas Bullerjahn. Afin de s'en débarrasser, il l'accusa d'avoir révélé aux Alliés qu'il armait secrètement l'Allemagne. Cela fut appelé « trahison » par la Cour et Bullerjahn fut condamné sans que le moindre fragment de preuve ait pu être produit pour établir ses relations avec les Alliés. La connaissance de ces faits amena finalement la remise en liberté de Bullerjahn.

L'armement secret de l'Allemagne fut également mis en lumière par l'accident causé par les gaz asphyxiants, qui eut lieu à Hambourg, le 20 mai 1928. Dans des cas pareils, les faits sont péremptoires. Une effroyable explosion de gaz asphyxiants eut lieu dans une usine, tuant 11 personnes, en blessant un grand nombre d'autres et en affectant

d'autres encore qui avaient respiré de ce gaz. Le vent soufflait heureusement dans une direction opposée à la ville, sans quoi Hambourg eût été le théâtre d'une effroyable tragédie. On prétendit que l'usine fabriquait des produits chimiques à des fins commerciales courantes. Nous avons d'excellentes raisons de croire que l'on fabriquait des gaz asphyxiants en exécution du programme de préparation militaire du gouvernement soviétique. La Commission d'Investigation alliée accepta la version allemande de l'accident, mais c'est évidemment une coïncidence curieuse que Moureau, membre français de la Commission, fût étroitement lié à l'industrie chimique française et allemande. Nouvelle dérogation puisque l'Allemagne fabriquait des gaz empoisonnés pour l'exportation.

Un peu plus tard, Karl von Ossietzky, le courageux éditeur de la *Weltbühne,* fut convaincu de trahison par la justice allemande, pour avoir révélé des secrets militaires dans son journal. Les secrets qu'il avait publiés étaient en étroite relation avec le réarmement de l'Allemagne.

Il existe également des preuves que l'Allemagne importe des armes et des munitions. Dans un rapport confidentiel sur les exportations de la Skoda, classées par pays, pour 1930 et 1931, l'Allemagne apparaît comme un importateur relativement important de fusils, armes à feu de petit calibre, moteurs d'avions, nitro-cellulose, dynamite et autres explosifs.

Tout cela se passait dans l'Allemagne d'avant Hitler. L'Allemagne nazie devait forcément accroî-

tre sa demande d'armes. Tous les stratagèmes furent essayés par elle à Genève, afin de faire modifier les interdictions du Traité de Versailles. Ayant échoué dans leurs tentatives, les nazis annoncèrent le retrait de l'Allemagne de la Conférence du Désarmement et de la Société des Nations. Entre temps, la presse internationale se remplissait de dépêches relatives aux armements allemands. Voici les faits tels qu'ils sont décrits dans le *Manchester Guardian*, le *Times* de Londres, le *Journal*, le *Temps*, l'*Intransigeant* et de nombreux autres journaux.

L'homme derrière Hitler est Thyssen, le magnat de l'acier de la Ruhr. Thyssen a fourni plus de trois millions de marks aux campagnes nazies, pendant les années critiques 1930 à 1933 ; il est responsable de la courte alliance Hitler-von Papen-Hugenberg et de la chute de von Schleicher, et il prépara ainsi le chemin à l'arrivée d'Hitler. Pour cette aide, Thyssen demanda et reçut le contrôle du trust de l'acier allemand.

Hitler se mit immédiatement à réarmer l'Allemagne. Son premier budget comportait 800 millions de marks sans assignation spéciale. On put prévoir aussitôt que cette somme serait principalement utilisée aux fins d'armement. Comme pour confirmer cette supposition, les importations de fer croissent chaque fois ; de même celles de cuivre et de ferraille. Du minerai espagnol et suédois arrive en quantité croissante à Emden et à Lübeck. Et que fait-on de ces importations ?

« On fabrique des tanks à l'usine de chemins de

fer *Linkë Hofmann* de Breslau et à l'usine d'automobiles *Daimler-Henz* d'Offenbach ; des armes de petit calibre à l'usine *Maüser* d'Oberndorf, aux *Fonderies de Fer Polte* de Magdebourg, à la *Deutsche Waffen-Und-Munitionsfabrik* de Berlin et de Karlsruhe et aux *Usines d'automobiles bavaroises* d'Eisenach ; des canons à la *Fabrique de Carabines Simson* à Suhl ; des bombes à la *Fabrique de voitures* d'Eisenach et aux usines d'acier de la *Dortmunder Union* et de la *Deutsche Werke* de Spandau et aux *Fonderies de Fer Polte* de Magdebourg.

Krupp produit de nouveau des canons. Le terrain d'essais de Meppen a été remis en état et l'on y essaie les canons à longue portée. On fabrique un nouvel acier blindé spécial. L'industrie chimique allemande, toujours la première dans le monde, est prête, en un laps de temps insignifiant, à produire de terribles gaz empoisonnés. Il est certain qu'on en fabrique déjà et qu'on les emmagasine en vue d'une utilisation immédiate. Les avions commerciaux, rapidement transformables en avions militaires, sont prêts en grand nombre. Des filiales ou des usines alliées en Hollande, Suisse, Suède, Italie et Turquie sont également à même de fournir des armes sans le moindre délai.

L'arrivée au pouvoir d'Hitler et des Nazis a été le signal qui a déclenché les offres de service et de marchandises des fabricants d'armes des autres pays. Les Anglais, comme on l'a noté, ont reçu une commande de 60 de leurs meilleurs avions et seule l'intervention du gouvernement britannique a empêché cette commande d'être exécutée. Au

Congrès radical du 14 octobre 1933, M. Sennac accusa Schneider d'avoir récemment fourni 400 de ses tanks dernier modèle à l'Allemagne, les expédiant par la Hollande, afin d'éviter tout soupçon. La France fournit également à l'Allemagne des matières premières pour la confection des explosifs. L'usine Dura, à Couze-Saint-Front, près de Bordeaux, expédie des centaines de chargements de cellulose en Allemagne, chaque année. Cette usine est en grande partie la propriété des Anglais. Le contrat qu'elle possède avec l'Allemagne stipule que la cellulose ne doit être utilisée qu'à la confection de produits pacifiques, mais ce n'est un secret pour personne qu'elle est utilisée à la fabrication d'explosifs. La *I. G. Farben Industrie* d'Allemagne, qui fabrique des explosifs avec cette cellulose, est en partie (75 %) propriété du capital français. Ces faits sont connus en France, mais rien n'est fait pour arrêter de telles pratiques parce que l'usine Dura est l'une des principales usines françaises d'explosifs en cas de guerre et parce que les fabricants américains exécuteraient immédiatement les commandes allemandes si les Français les refusaient. Quant au contrôle français de l'industrie chimique allemande, le gouvernement français n'insiste pas sur le retrait du capital français pour la raison bien simple que les Britanniques le remplaceraient immédiatement.

D'autres pays ont également saisi l'occasion que la venue d'Hitler constituait pour eux. La guerre mondiale a démontré le rôle primordial que joue le nickel dans les armements. Or, l'Allemagne ne

possède pas de ressources en nickel. D'où l'importance du fait que le Canada a expédié en Hollande six fois plus d'oxyde de nickel et trois fois plus de nickel dans les six premiers mois de 1933 que dans la même période de 1932. La seule explication de ce phénomène est que ce nickel était à destination de l'Allemagne.

L'Allemagne peut donc à nouveau être comptée parmi les principaux pays producteurs et exportateurs d'armes. Cela est également vrai pour l'Italie, mais à un degré moindre. Avant 1914, l'Italie importait ses armes. L'industrie internationale des armes considérait l'Italie comme un « beau terrain de chasse ». Grâce à Mussolini, la situation a changé. L'industrie des armes a fait des progrès considérables au pays des chemises noires et on y note des exportations considérables. Les principaux clients de l'Italie sont la Turquie, la Roumanie, les États Sud-Américains et la Finlande. Contrairement aux Traités de Paix, l'Italie a réarmé la Hongrie. Enfin, l'industrie des armes italiennes a appris à apprécier en Mussolini un véritable ami lorsqu'il accrut le budget militaire de 26 millions de dollars, destinés à la défense des frontières italiennes.

Le réarmement de la Hongrie par l'Italie a conduit à l'incident international connu comme l'affaire de Hirtenberg, incident qui se produisit à la fin de 1932. L'Italie ne pouvait pas envoyer d'armes directement en Hongrie par chemin de fer, parce qu'on les aurait découvertes, comme elles le furent lors de l'incident du Saint-Gothard. On

décida, en conséquence que les armes seraient déchargées à Hirtenberg, ville autrichienne, et de là traverseraient la frontière au moyen de voitures couvertes. Le 31 décembre 1932 et les 2 et 3 janvier 1933, 40 camions de canons et de mitrailleuses venant d'Italie furent reçus à Hirtenberg prêts à être envoyés en Hongrie. Mais les armes furent découvertes par les Alliés et les gouvernements français et britannique adressèrent, le 11 février 1933, une note à l'Autriche (pas à l'Italie !) demandant le renvoi ou la destruction des armes parce qu'elles étaient envoyées en violation du Traité de Trianon.

La note causa sensation, mais l'Autriche décida finalement de renvoyer les armes en Italie. On prétendit ensuite que l'on avait tenté de corrompre l'Union des Chemins de Fer socialistes autrichienne afin de décharger secrètement les wagons lors du passage en Hongrie et de les renvoyer vides en Italie. L'Union des Chemins de Fer devait recevoir 150.000 schillings pour sa part dans l'affaire.

D'autres tentatives italiennes de réarmement de la Hongrie eurent apparemment plus de succès. La Chambre des Députés française apprit, le 9 mars 1933, comment les Italiens avaient envoyé 60 aéroplanes et 195.000 kilos de gaz par chemin de fer direct en Hongrie. L'envoi traversa l'Autriche sans attirer l'attention. La réponse de Mussolini aux diverses attaques relatives à l'armement de la Hongrie fut une contre-attaque, fournie en statistiques détaillées, concernant le matériel de guerre que la France et la Tchécoslovaquie avaient envoyé en

Yougoslavie et en Roumanie, en partie par l'Autriche.

La Belgique n'a pas renoncé à son industrie des armes, vieille de centaines d'années. Elle continue à se spécialiser dans les armes de petit calibre et les mitrailleuses. Les utilisations que l'on fait quelquefois des produits belges sont illustrées par une curieuse histoire tirée du journal américain *Wild West*. Lors de l'enlèvement Urschel, l'American Express Company pénétra dans la maison de l'un des ravisseurs avec un jugement relatif à une plainte qu'elle avait déposée contre lui. Parmi ses effets une mitrailleuse fut trouvée et confisquée. Cette plainte de l'*American Express Company* attira l'attention sur l'arme et incidemment sur la question qui se posait à propos des sources de fourniture des gangsters. La fabrication américaine des mitrailleuses est très strictement surveillée, si bien que les gangsters ne peuvent pas se procurer leurs engins chez les fabricants américains. Le Ministère de la Justice croit que la plupart des mitrailleuses des gangsters viennent de Belgique, et il n'y a pas de moyens légaux d'arrêter ce trafic.

La Pologne importe la plupart de ses armes, mais elle possède plusieurs usines de fabrication d'armes et de munitions. L'une de ces fabriques de mitrailleuses fut construite avec l'aide des Allemands. Il est assez curieux de constater que l'arrivée au pouvoir d'Hitler effaça si bien la peur des Soviets en Pologne, que les fabriques polonaises commencèrent à construire du matériel de guerre pour les Russes.

L'industrie des armes dans les autres pays européens est de moindre importance. Nous avons étudié le Japon. Il reste les États-Unis. Il n'existe pas, aux États-Unis, de société d'armement comparable au groupe *Schneider* en France ou à *Vickers-Armstrong* en Angleterre. A leur place, il y a un grand nombre de sociétés, des centaines, capables de produire du matériel de guerre. Quelques-unes d'entre elles produisent en temps de paix des armements en même temps que d'autres produits commerciaux ; les autres peuvent être rapidement transformées en fabriques d'armes. Durant la guerre mondiale, le Ministère de la Guerre signa plus de 100.000 contrats relatifs à des fournitures de guerre avec des Compagnies privées et, aujourd'hui, 15.000 fabriques participent au programme de « mobilisation industrielle ».

Le gouvernement des États-Unis achète 95 à 97 % de son matériel de guerre à des Sociétés privées. Plus importantes que toutes autres, se trouvent la Société *Du Pont* et la *Bethlehem Steel Corporation* avec ses filiales. Du Pont, dont la situation est sans égale aux États-Unis, a toujours été le principal fournisseur du gouvernement en poudre et en explosifs. Ses industries sont diversifiées sur une telle échelle que, dans les deux dernières années, moins de 2 % de ses affaires totales ont trait à des produits militaires.

Du Pont possède également de grandes sociétés d'explosifs à Mexico et au Chili et des intérêts importants dans une usine canadienne de produits chimiques. Il projette d'installer, dans l'avenir le

plus proche, une succursale en Tchécoslovaquie. En 1933, il a acquis la majorité dans la Société *Remington.*

La *Betlehem Steel* et ses succursales obtiennent généralement les contrats gouvernementaux concernant l'acier blindé et les bateaux de guerre. Elle possède aujourd'hui 50 succursales qui fabriquent près de 100 produits pacifiques, en plus des armes.

Les exportations de l'industrie des armes américaines se montent chaque année à environ 15 millions de dollars, c'est-à-dire à environ la moitié des exportations de la Tchécoslovaquie, un tiers de celles de la Grande-Bretagne, un quart de celles de la France. Ce sont principalement des avions et des moteurs d'avions, des mitrailleuses et des munitions. Thomas A. Morgan, président de la Chambre de Commerce aéronautique américaine, et son second, Luther K. Bell, déclarèrent récemment, à une Commission du Congrès, que les firmes aéronautiques américaines exportaient pour environ 8 millions de dollars chaque année. Ce commerce a lieu avec 46 pays. Guy Vaughan, à la même occasion, estima que 80 % des avions pouvaient être facilement transformés en avions de guerre.

Les avions américains entrent dans l'histoire dans diverses parties du monde, en particulier en Chine. Les Chinois s'intéressant aux avions de combat, le major James H. Doolittle, ex-aviateur de vitesse, fit, afin de traduire cet intérêt en commandes, une démonstration de l'avion de chasse Curtiss-Wright. A la suite de cet essai, l'usine Curtiss-Wright, de Buffalo, vendit 36 avions en Extrême-

Orient. A la même époque, il fut décidé que le colonel John B. Jouett irait en Chine avec une douzaine des meilleurs pilotes américains et quatre mécaniciens habiles. Ce groupe est engagé pour trois ans, afin d'entraîner les pilotes chinois. Tous les huit mois, il doit breveter cinquante pilotes chinois ayant chacun volé au moins 180 heures. Ces aventures américaines furent couronnées d'un tel succès que Curtiss-Wright décida de construire une usine d'avions à Hang-Chow, moyennant 5 millions de dollars. Le gouvernement de Nankin a accepté d'acheter un minimum de 60 avions par an.

Incidemment, ajoutons que les Italiens ont également vendu aux Chinois 20 avions de bombardement et envoyé le lieutenant-colonel Mario de Bernardi, un des plus célèbres aviateurs italiens, pour superviser l'instruction des aviateurs chinois. Naturellement, ces activités inquiètent les Japonais.

Les munitions américaines sont également exportées avec générosité. F. J. Monahan, de la Remington Arms Company, déclara, à une Commission du Congrès, que les exportations de sa société se montaient à environ 1 million de dollars par an et constituaient 10 à 20 % des affaires de la firme. Il insista sur le fait que l'exportation était nécessaire à l'*entraînement* de la maison.

Depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les affaires de l'industrie de l'armement se sont évidemment accrues partout. Chaque grande société européenne indique une montée verticale de ces ventes commençant vers avril ; elle est due sans aucun

doute à l'accroissement des dépenses des gouvernements en armes et en défense des frontières.

En résumant la situation mondiale selon les statistiques de la Société des Nations, on arrive aux chiffres suivants :

VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS D'ARMES DE TOUS LES PAYS

Années.	Dollars.
1921	42.811.275
1922	42.452.413
1923	39 419.100
1924	45.702.200
1925	48.102.200
1926	51.105.400
1927	48.060.400
1928	59.239.000
1929	64.091.000
1930	55 201.500
Total	496.184.488

POURCENTAGE DES EXPORTATIONS DE CHAQUE PAYS PAR RAPPORT AU TOTAL

Grande-Bretagne	30,8
France	12,9
États-Unis	11,7
Tchécoslovaquie	9,6
Suède	7,8
Italie	6,8
Pays-Bas	5,4
Belgique	4,4
Danemark	1,9
Japon	1,9

Comme nous l'avons indiqué, à plusieurs re-

prises déjà, les statistiques de la Société des Nations relatives aux armes ne sont pas exactes. Il y a même officiellement d'importantes contradictions entre les chiffres d'exportation et d'importation. La différence sur une période de dix ans (1920-1930) se monte à 138 millions de dollars. Un fait encore plus remarquable est que les armements réellement coûteux (vaisseaux de guerre, aéroplanes, etc.) ne sont pas compris du tout dans les statistiques de la Société des Nations, pas plus qu'il n'y est tenu compte de l'énorme contrebande d'armes.

Les statistiques, pour 1931, indiquent des importations se montant à 36.770.400 dollars cependant que les pays exportateurs rapportent avoir vendu pour 34.981.800 dollars à l'étranger. Nous constatons ici une différence d'environ 2 millions de dollars. Mais lorsqu'on tente d'ajouter à ces chiffres ce dont la Société des Nations ne se préoccupe pas, les exportations totales approchent de la somme de 200 millions de dollars, dont 60 millions pour la France, 42 millions pour la Grande-Bretagne, 30 millions pour la Tchécoslovaquie, 15 millions pour les États-Unis, 12 millions pour l'Italie, laissant quelque quarante millions à partager entre l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark et le Japon. Les statistiques de la Société des Nations sont ainsi exactes dans la proportion d'environ 17,5 % ; on peut donc obtenir des chiffres à peu près exacts en multipliant ceux de la Société des Nations par 5,5. Cet exposé place les États-Unis au rang de quatrième pays exportateur

d'armes, alors que la Tchécoslovaquie prend la troisième place.

Aussi intéressantes que soient ces conclusions, il en est une autre, encore plus significative, qui peut être tirée de ces chiffres. En 1931, le total des dépenses mondiales pour l'entretien des armées et des marines se montait à environ 4 milliards 500 millions de dollars. Environ 15 % des budgets de la guerre et 40 à 50 % des budgets de la marine et de l'air sont dépensés en *matériel*, c'est-à-dire prennent le chemin des coffres-forts de l'industrie des armes (somme qui doit se monter à environ 1 milliard 500 millions par an). Si nous acceptons le chiffre de la S. D. N. de 37 millions de dollars d'exportation d'armes en 1931, ou l'estimation revue de 200 millions de dollars, le pourcentage des exportations par rapport au total des affaires de l'industrie des armes est ridiculement petit ; dans le premier cas, il représente environ 2,5 %, dans l'autre, environ 13,3 %. Les succursales à l'étranger expliquent partiellement ce petit chiffre d'exportation. Il est évident que l'exportation des armes est de minime importance par rapport aux ventes totales et que les principaux clients des marchands d'armes sont leurs propres gouvernements. L'importance de ce commerce avec l'étranger dans la politique internationale est une autre affaire.

Pour compléter le tableau de ce *statu quo*, nous devons ajouter quelques mots au sujet de l'industrie des produits chimiques. La Convention de La Haye de 1908 interdisait l'usage des gaz empoison-

nés en temps de guerre. Cette prohibition fut affirmée à nouveau lors du Protocole dit des Gaz asphyxiants de 1925, que trente-trois nations ratifièrent. Il est cependant assez curieux de constater que les divers Ministères de la Guerre du monde semblent n'avoir jamais entendu parler de cet accord international. Il est certain qu'aucun d'eux ne croit que les gaz asphyxiants ne seront pas utilisés lors de la prochaine guerre. On trouve dans la plupart des pays des services s'occupant de la guerre chimique et des crédits considérables servent chaque année à de nouvelles expériences et à la création de magasins et de réserves à gaz.

Même avec la coopération de tous les Gouvernements, le contrôle ou l'élimination de la préparation à la guerre des gaz est un problème fort embarrassant. Un simple gaz comme la chlorine, qui trouve en temps de paix une douzaine d'utilisations, fut le premier gaz asphyxiant utilisé lors de la guerre mondiale. Interdire la fabrication de la chlorine serait absurde. Le célèbre « gaz moutarde » était un simple composé de trois gaz très communs et très utiles. Partout où il y a une industrie chimique ou une industrie de produits colorants, il y est facile de produire rapidement des gaz asphyxiants.

Il n'est donc pas surprenant que les plus importantes fabriques chimiques du monde se trouvent chez les grandes puissances. Les plus grandes sociétés et trusts sont la *I. G. Farben Industrie* en Allemagne, les *Imperial Chemical Industries* en Angleterre, *Kulhmann* en France, *Du Pont de Nemours*,

la *Allied Chemical and Dye Corporation* et l'*Union Carbide and Carbon Corporation* aux États-Unis.

Les Allemands ont été longtemps à la tête de l'industrie chimique. Dans la réorganisation industrielle qui suivit la guerre, le grand Trust chimique I. G. Farben Industrie, fut fondé en 1925, son siège social se trouvant à Francfort, et ses usines en une douzaine d'endroits. Le Conseil de Direction comporte des hommes de diverses nationalités, tous chefs de l'industrie chimique dans plusieurs pays. Comme on l'aura remarqué le capital de ce trust est 75 % français. Le Trust chimique allemand a d'étroites relations avec d'autres sociétés chimiques en Espagne, Italie, France, Angleterre et même aux États-Unis.

Les Établissements français Kuhlmann doivent leur origine aux Allemands. Aussitôt après la guerre, les industriels allemands se mirent d'accord pour établir une industrie chimique en France. En 1923, durant l'occupation de la Ruhr, des négociations eurent lieu et, l'année d'après, des experts allemands vinrent en France afin d'apprendre aux chimistes français à utiliser les brevets chimiques allemands. Ils furent naturellement bien payés. Kuhlmann entretient d'étroites relations industrielles avec le trust chimique allemand et avec les Sociétés Espagnoles de dynamite. Financièrement, il est allié à Dillon, Read de New-York, au Crédit Suisse de Zurich et à Mendelssohn de Berlin.

En Angleterre, l'*Imperial Chemical Industries* (I.C.I.) a le monopole de l'industrie chimique. Elle aussi, doit son importance aux brevets alle-

mands qu'elle se procura après la guerre. Elle est en étroites relations avec le Gouvernement et reconnaît très franchement qu'elle est prête à la guerre. Sir John Simon possédait 1.512 parts de cette Société, qu'il vendit lors des troubles en Extrême-Orient. A la même époque Sir Austin Chamberlain en possédait 666 et Neville Chamberlain 11.747. Afin de garantir le caractère national de la Société, il est entendu qu'un étranger ne peut jamais posséder plus de 25 % des parts totales.

Les Etats-Unis se vantent d'une industrie chimique florissante ; elle doit, elle aussi, son état présent aux patentes allemandes. Un certain nombre d'organismes importants, aux nombreuses ramifications internationales, y dominent, parmi lesquels tout particulièrement *Du Pont de Nemours* et la *Allied Chemical and Dye Corporation.*

Les dangers que représente déjà en temps de paix ce nouvel instrument sont apparents. On a rappelé l'explosion de gaz de Hambourg, en 1928. Un autre accident de ce genre arriva dans la vallée de la Meuse, en Belgique, le 6 décembre 1930. 64 morts parmi les habitants de cette vallée furent attribuées par les enquêteurs aux gaz asphyxiants. Il y avait dans cette localité, un certain nombre d'usines produisant d'habitude des produits chimiques sans danger, mais l'enquête indiqua qu'une fuite de ces gaz ne pouvait pas avoir produit cette catastrophe. Des journaux précisèrent que le genre de mort produit ressemblait à celui provoqué par les gaz asphyxiants employés pendant la guerre et que les usines de l'endroit fabriquaient secrètement des

gaz de guerre. Un rapport qui circula, selon lequel les morts auraient été causées par *un* brouillard, donna du poids aux accusations selon lesquelles l'origine du désastre n'avait pu être éclaircie par suite de pressions officielles.

Les gaz asphyxiants promettent de donner naissance à une nouvelle industrie florissante : celle des masques à gaz. Puisqu'il est évident que les gaz seront lâchés sur les populations civiles impuissantes derrière les lignes, divers gouvernements prennent déjà des précautions contre cette menace. On équipe les populations civiles en masques à gaz et on les entraîne souvent à les utiliser. En France, une organisation connue sous le nom de la « Croix violette », fait une campagne systématique en faveur de l'introduction généralisée des masques à gaz. Il n'est pas surprenant d'apprendre que ses statuts comportent une clause lui permettant de s'intéresser à la fabrication des dits masques.

Quinze ans se sont passés depuis « la dernière des dernières ». Et, cependant, l'industrie des armes a continué à grandir en importance comme si les résolutions pacifiques des divers pays et gouvernements n'avaient jamais existé. Tous ces progrès techniques, tous ces échanges internationaux, cette coopération entre les gouvernements et l'industrie, évoquent désagréablement la situation qui précéda 1914.

La situation actuelle est-elle nécessairement une préparation à un nouveau conflit mondial ? Et quelle solution peut-il y avoir à ces problèmes si, toutefois, il y en a une ?

CHAPITRE XVIII

PERSPECTIVES

> Je me réjouis avec vous du fond du cœur du retour à la Paix. J'espère qu'elle durera et que l'humanité, puisque les hommes se prétendent des créatures raisonnables, aura assez de raison pour régler, en définitive, ses différends sans se massacrer les uns les autres ; car à mon avis, il n'y a pas de bonne guerre ni de mauvaise paix.
>
> BENJAMIN FRANKLIN.

L'histoire de la naissance et du développement des marchands d'armes montre à quel point ceux-ci sont une menace grandissante pour la paix mondiale. Lorsque, il y a quelques siècles, ils commencèrent à introduire la poudre à canon, leurs produits étaient primitifs et imparfaits ; aujourd'hui, leurs engins de mort marquent l'apogée du progrès scientifique. Pendant des siècles, le développement des armes et des munitions a dépendu du hasard et du travail solitaire de l'inventeur individuel ; aujourd'hui, les recherches de laboratoires

ont accéléré et systématisé l'invention à un degré effrayant. Dans les premiers jours de l'industrie, les armes et les munitions étaient réellement manufacturées, c'est-à-dire faites à la main, moyen évidemment lent et approximatif ; aujourd'hui, la révolution industrielle et le machinisme ont abouti à la production en série dans des conditions de perfection absolue.

Le caractère des guerres s'est aussi transformé du tout au tout. Les conflits féodaux et dynastiques rarement très sanglants se sont transformés en guerres nationales impliquant des millions de combattants et des millions de victimes. Les guerres anciennes et médiévales ne jetaient dans la lutte que des armées lilliputiennes. La bataille de Marathon, par exemple, si décisive dans l'histoire de la Grèce ancienne, opposa 5 à 6.000 Grecs à un nombre égal de Perses. Les batailles d'Alexandre le Grand ne mettaient en ligne que 30.000 à 40.000 Macédoniens. La bataille de Hastings qui livra l'Angleterre aux Normands n'opposa que 7.000 Normands à 6 ou 7.000 Anglo-Saxons.

Les premières armées américaines furent singulièrement petites. La bataille de Yorktown opposa 9.000 Américains et 7.000 Français à 7.000 Anglais ; la première armée américaine de temps de paix comportait 80 hommes. Mais, à la suite de la Révolution française, apparurent des armées et des guerres nationales. Immédiatement l'importance des armées augmenta. Les célèbres batailles de Napoléon comportaient des centaines de mille de combattants ; et en 1870, lors de la guerre franco-alle-

mande, plus d'un million d'Allemands envahirent la France ; la guerre mondiale, enfin, mit en présence plus de 66 millions d'hommes.

Un développement parallèle se produisit dans les armements. Les engins relativement peu coûteux du temps passé furent remplacés par des engins de mort des plus scientifiques, et le prix de ceux-ci, en même temps que l'entretien d'armées immenses, amena un accroissement rapide du budget de guerre de toutes les nations.

Cet accroissement se reflète dans les statistiques des dépenses depuis 1859 :

DÉPENSES EN MUNITIONS D'ARTILLERIE DANS LES GUERRES RÉCENTES

Années.	Guerres	Pays.	Munitions dépensées.
1859. . .	Italienne	Autriche	15.326 coups.
1861-1865.	Civile américaine	Union	5.000.000 —
1866. . .	Austro-allemande	Autriche	96.472 —
1866. . .	Austro-allemande	Prusse	36.199 —
1870-1871.	Franco-allemande	Allemagne	817.000 —
1904-1905.	Russo-japonaise	Russie	954.000 —
1912-1913.	Balkanique	Bulgarie	900.000 —
1918- .	Grande Guerre	France et Angleterre	12.710.000 PAR MOIS.

Ce développement est encore plus visible dans

la table suivante qui a trait à une année de guerre civile américaine et à une année de la guerre mondiale :

Années.	Guerres.	Pays.	Munitions dépensées.
1864. . .	Guerre civile	Union	1.950.000 coups.
1918. . .	Guerre mondiale	U. S. A.	8.100.000 —
1918. . .	Guerre mondiale	Grande-Bretagne	71.445.000 —
1918. . .	Guerre mondiale	France	81.070 000 —

Le coût de ces armes et de ces armées est monstrueux. Afin d'équiper les premiers cinq millions de soldats américains de la Grande Guerre, les dépenses du génie seules sont estimées à 12 ou 13 milliards de dollars. « Ce chiffre est égal à environ la moitié de tous les crédits votés par des Congrès américains depuis le 1er Congrès continental jusqu'à notre déclaration de guerre contre l'Allemagne... avec lesquels ont été payées chacune des guerres que nous avons faites, y compris la guerre Civile et les énormes dépenses du Gouvernement dans chaque occasion officielle depuis 140 ans. »

Une autre manière de comprendre ce que la nouvelle guerre coûte est de prendre les budgets militaires et navals de divers pays depuis 1863 jusqu'à 1913 :

Années.	Grande-Bretagne. (Livres sterling)	France. (Francs.)
1863-1864. . . .	25.796.000	540.392.787
1879-1880. . . .	25.662 094	764.293.739
1889-1890. . . .	31.021.300	759 481.775
1899-1900. . . .	47.212.000	978.382.421
1912-1913. . . .	71.945.000	1.418.546.120

Années.	Russie. (Roubles.)	Allemagne. (Marks.)
1863-1864. . . .	127.165.723	»
1879-1880. . . .	207.761 670	410 035.949
1889-1890. . . .	261.234 866	415.088.408
1899-1900. . . .	410.971.701	588.927.600
1912-1913. . . .	775.956 153	870.047.800

Les chiffres pour les États-Unis, de 1791 à nos jours, sont également édifiants :

Années ou moyennes.	Budgets de l'armée et de la marine.
1791-1800.	2.614.000 dollars.
1851-1860.	27.780.000 —
1871-1875.	63.514.000 —
1880.	51.654.000 —
1890.	66.589.000 —
1900.	190.728 000 —
1910.	312.997.000 —
1914.	348.032 000 —
1923.	678.256.000 —
1927.	684.608 000 —
1929.	792.037 000 —
1931.	838.547.144 —

Or rien de fondamental n'a changé dans la politique internationale depuis la guerre mondiale. Les Nations continuent à compter sur les massacres en masse pour régler les différends graves. Les armées, les marines et les forces aériennes se sont accrues, les budgets militaires augmentent chaque année, des engins nouveaux et plus terribles apparaissent chaque mois. Aucune des causes de guerre n'a été abolie et la S. D. N., le pacte Kellog et autres moyens destinés à amener un règlement pacifique des conflits internationaux se sont montrés impuissants pour régler les problèmes mondiaux. Chaque guerre moderne menace d'englober la moitié du monde, d'apporter le désastre à l'économie universelle et d'assassiner la civilisation. Il est donc de première importance de savoir ce que l'on fera contre l'industrie des armements ?

L'avenir peut fort bien amener des guerres encore plus féroces, encore plus destructives et accroître les affaires des fabricants d'armes. Il est certain que le plus grand courant des affaires mondiales coule avec force dans cette direction. L'industrie des armes (la seule qui prospère malgré la crise) et les Gouvernements resserrent chaque jour les liens qui les unissent aux marchands de mort.

Si les guerres continuent, il n'est pas audacieux de prédire que les marchands d'armes verront encore leur importance s'amplifier. Déjà la guerre apparaît comme l'activité primordiale d'un gouvernement. Les conséquences économiques de ce

nouveau militarisme national apparaîtront rapidement dans l'industrie des armes.

Les marchands d'armes sauront satisfaire ces besoins vitaux des gouvernements et, inévitablement, prendront de plus en plus de place dans l'État. Le cas du Japon nous montre ce que l'avenir nous promet. Là, l'industrie des armes est le véritable centre de la vie économique, tout entière orientée vers et pour la guerre.

Il n'y a pas loin de cette situation japonaise au système de « mobilisation industrielle » aujourd'hui adopté par la plupart des grandes puissances. Cependant que ces pays improvisent des plans de réduction du chômage, d'assainissement des quartiers pauvres, d'assurances sociales et une douzaine d'autres mesures constructives, ils élaborent soigneusement des plans d'action guerrière. Il semblerait presque que les gouvernements n'existent plus que pour préparer la guerre.

Cette « mobilisation industrielle » est l'éducation et la préparation des industries en temps de paix à leur tâche en temps de guerre. La guerre mondiale a appris aux gouvernements que la guerre moderne engageait l'ensemble de la vie économique du pays. Sans trop demander à l'imagination, on peut facilement comprendre quelle tâche économique gigantesque implique une guerre moderne. Afin de se préparer à ces exigences, le gouvernement des États-Unis a déjà signé des contrats avec 15.000 industriels, les instruisant de ce que l'on attendait d'eux en cas de conflit.

Ce système de mobilisation industrielle est un

nouvel acheminement vers l'établissement de la guerre comme centre de notre vie économique. L'alliance des gouvernements avec les industries de la guerre menace de faire des marchands d'armes les dictateurs de la vie économique, partant de la vie politique. Si l'on ne supprime pas définitivement les guerres, nous aurons un monde économiquement et politiquement dominé par l'industrie des armements.

Il existe également des contre-courants actifs. Les uns demandent la socialisation totale de l'industrie ; d'autres ont confiance dans le contrôle international. Ces deux théories ont une histoire.

Les avocats de la socialisation de l'industrie des armes croient que les fabricants privés d'armes et leurs ventes internationales sans restriction sont l'un des principaux obstacles à la paix. Si l'industrie était nationalisée, la vente internationale disparaîtrait virtuellement et le monde pourrait vivre en paix. Cet argument mérite examen.

La production des armements modernes nécessite une grande habileté industrielle, des équipements adéquats et des ressources naturelles considérables d'une espèce précise. Seuls les principaux pays industriels du monde sont à même de répondre à ces exigences. Il est beaucoup moins cher et beaucoup plus efficace, pour d'autres nations moins favorisées, d'acheter leurs armes à l'étranger que de les fabriquer chez elles. Environ dix pays seulement fabriquent aujourd'hui des armements en nombre suffisant pour en vendre aux autres pays et trois d'entre eux (la Grande-Bretagne, la France

et les États-Unis) représentent 75 % des exportations totales d'armes. Bien plus, aucune nation du monde ne produit aujourd'hui *toutes* les armes et munitions dont elle a besoin ; tout pays importe certains matériels de guerre, parce que d'autres pays les fabriquent mieux et moins cher qu'ils ne pourraient le faire. Cela veut dire que même la France, l'Angleterre et les États-Unis importent des armes.

Les pays non-producteurs ont fort bien compris cette situation et rien ne revient avec plus de persistance, dans les Conférences et les Traités internationaux relatifs au désarmement, que la demande formulée par les pays non-producteurs de non-restriction à leur *droit d'acheter des armements à l'étranger*. La Convention de La Haye de 1907 déclarait : « Une puissance neutre n'est pas forcée d'interdire l'exportation ou le transit à l'usage des belligérants, des armes, des munitions et en général de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte. » Le Covenant de la Société des Nations est encore plus explicite. Après avoir reconnu que la fabrication privée des armes « peut soulever de graves objections », il continue : « Le Conseil avisera à prévenir les effets néfastes qu'implique cette fabrication en prenant en considération les nécessités de ceux des membres de cette Société qui ne peuvent pas fabriquer les munitions ou les engins de guerre nécessaires à leur sécurité. »

La Conférence de la Société des Nations pour le contrôle du commerce international des armes fut dominée par l'insistance des pays non-producteurs

à obtenir la reconnaissance de ce principe : les pays producteurs doivent vendre. Des termes tels que « obligation de vendre », « le droit de souveraineté comprend le droit d'acheter », furent lancés chaque jour.

La vente internationale des armes a, par conséquent, des racines beaucoup plus profondes que l'absence de scrupules des fabricants d'armes. Si demain les fabricants d'armes privés décidaient de mettre fin à leur trafic international, il y aurait une protestation mondiale des *Gouvernements* qui ne le permettraient pas. Aussi longtemps que la guerre sera possible, les pays exigeront des armes. La situation économique mondiale rend difficile, sinon impossible, à la plupart sinon à tous, de fabriquer tous les types d'armements dont ils ont besoin. En conséquence, il est écrit et affirmé dans les solennels traités internationaux que les armes doivent être en tout temps librement vendues, même en temps de guerre. Les règles de la contrebande peuvent interrompre ce trafic en temps de guerre, mais, en temps de paix, et dans les conditions normales, « l'obligation de vendre » est clairement établie.

Ainsi, le désir de nationaliser les Industries de l'Armement implique clairement une transformation totale de la politique internationale, transformation à laquelle, aussi longtemps que des nuages guerriers obscurciront l'horizon, les pays non-producteurs ne souscriront jamais. Il est vrai que l'on pourrait prendre des dispositions pour que, en quelques années, chaque pays ait la possi-

bilité de fonder sa propre industrie de l'armement ; le trafic international prendrait fin ainsi. Cet expédient est, cependant, d'une valeur douteuse. Même si tous les pays acceptaient un tel accord (ce dont l'on peut douter), le résultat en serait probablement une vaste expansion de l'industrie des armes et le commerce international en matières premières sinon en produits finis continuerait. Bien plus, l'industrie japonaise des armes n'a-t-elle pas été nationalisée depuis ses débuts et ne continue-t-elle pas à l'être, à quelques exceptions près ? Ce fait a-t-il, au Japon, éliminé la pensée de guerre ?

D'un autre point de vue, on pourrait réellement gagner à l'application de cette méthode. Il est exact que l'exportation des armes ne représente aujourd'hui que de 2 à 15 % de la production totale des armes. Mais ce trafic apparemment de petite importance est beaucoup plus grave qu'il ne paraît. Il implique fréquemment les méthodes commerciales particulières aux marchands d'armes : la corruption, le contrôle de la presse, les spectres de guerre, etc... Il agit comme le levier grâce auquel des commandes peuvent être obtenues des gouvernements. Qui plus est, un si grand nombre de ces ventes sont faites au moment où des frictions internationales se développent, ou durant la guerre, qu'elles sont une évidente contribution à l'origine ou à la continuation des conflits. Les fabricants d'armes anglais vendant des tanks aux Soviets ou des avions à Hitler, alors que les relations diplomatiques se tendent, s'immiscent dans

la politique internationale. Les marchands d'armes vendant du matériel de guerre aux pays sud-américains pendant les récentes hostilités font obstruction à la paix.

Un autre aspect de la situation est encore plus topique. En temps de paix, les ventes d'armes à d'autres pays sont simplement préliminaires aux ventes en temps de guerre. Aucune grande guerre des temps modernes n'a eu lieu sans un considérable trafic d'armes. Combien de temps, par exemple, la guerre mondiale aurait-elle duré sans échanges internationaux de matériel de guerre ? Ou les expéditions japonaises en Mandchourie ? Si, maintenant, la nationalisation de l'industrie des armes comprenait l'interdiction absolue d'exporter en temps de paix des armes de toutes sortes et bien plus en temps de guerre, on aurait fait un pas considérable vers l'établissement de la paix à travers le monde.

Mais en considérant le problème dans son ensemble, avec ses arrière-plans économiques et politiques, il semble improbable que ce pas soit jamais fait ou, s'il est fait, qu'il comprenne l'interdiction relative au temps de guerre. Il est un fait bien simple, c'est que la prohibition du trafic des armes constituerait une véritable révolution dans la politique internationale et que les pays non producteurs la prendraient pour un acte d'hostilité de la part des pays producteurs, à la merci desquels ils se trouveraient en cas de guerre.

L'autre proposition importante faite pour résoudre le problème est celle du contrôle international.

Divers efforts équivoques ont été tentés dans cette direction. La Convention de Bruxelles de 1890, par exemple, interdisait l'exportation des armes dans toute l'Afrique, mesure prise dans l'intérêt de la suppression de l'esclavage et qui y aidait probablement. C'était en même temps une mesure évidemment égoïste des grandes puissances impérialistes tendant à empêcher leurs colonies de se servir d'armes modernes, afin d'être plus sûres de leur soumission. Une curieuse lumière est projetée sur cet accord par le fait que l'Abyssinie réussit à importer par les Somalis français des armes de contrebande, grâce auxquelles elle gagna la bataille historique de Adowa sur les Italiens en 1896, devenant ainsi le seul pays d'Afrique qui ait obtenu son indépendance aux dépens d'une grande puissance. Ce ne fut pas non plus le seul exemple de contrebande. La contrebande des armes prospéra pendant quelques dizaines d'années, surtout le long de la côte méditerranéenne de l'Afrique, et favorisa l'agitation indigène.

On ne peut guère en dire davantage du Traité de Saint-Germain-en-Laye de 1919. Ce dernier fut évidemment le résultat de la peur qu'inspiraient aux grandes puissances les énormes stocks d'armes et de munitions qui s'étaient accumulés après la guerre. Il y était écrit qu'en principe les armes ne pourraient être vendues qu'aux gouvernements reconnus, et non aux révolutionnaires ou aux rebelles. En même temps, il étendait au proche-Orient asiatique les « zones prohibées » du Traité de Bruxelles. Cette Convention fut signée par

23 États et ratifiée par 11. Elle ne fut jamais appliquée, les grandes nations productrices d'armes ayant stipulé qu'elles devaient la ratifier toutes ensemble ou pas du tout. Les États-Unis refusèrent de ratifier parce qu'ils désiraient ne pas refuser d'armes aux gouvernement révolutionnaires de l'Amérique du Sud et du Centre. Le but à peine caché de ce traité était de protéger les grandes puissances dans leurs possessions, colonies, protectorats et mandats.

Un nouvel essai suivant fut fait en 1926 par la Société des Nations. Après les quelques travaux préliminaires d'une sous-commission, une conférence fut réunie « pour le contrôle du commerce international des armes, munitions et engins de guerre. » La Conférence eut lieu du 14 mai au 17 juin 1925, quarante-quatre États y étant représentés. Les anciennes stipulations relatives aux « zones prohibées » et aux « acheteurs légaux » furent réaffirmées avec quelques modifications, et l'on tenta d'établir des statistiques exactes de l'exportation des armes en remplacement de celles absolument fausses qu'avait pu réunir la Société des Nations. La ratification de tous les grands pays producteurs d'armes fut à nouveau condition *sine qua non* de l'adoption, si bien que le Traité n'a pas encore été appliqué.

Les résultats concrets de cette conférence furent négligeables, mais l'importance du problème du contrôle international de l'Industrie des Armes fut établie. Au cours des discours polis des délégués, quelques petites choses se firent jour. Les pays

non-producteurs étaient pris d'une véritable panique quand ils pensaient à la possibilité de restrictions à leur « droit d'achat », et ils insistaient pour que rien de pareil ne fût édicté. De même, il était clair qu'aucune initiative contre l'industrie privée des armes ne serait admise. Lorsque la discussion en vint à ce problème, l'honorable Théodore Burton, délégué de l'Ohio au Congrès, pendant des années président de la Société Américaine en faveur de la Paix et chef de la Délégation Américaine à la Conférence, prit avec passion la défense du fabricant privé d'armes : « Qu'arrivera-t-il aux fabricants privés, dont beaucoup ont les intentions les plus pacifiques ? Qu'ont-ils fait pour être pourchassés à ce point ? Quel espoir nourrissent donc ceux qui aiment la paix, en interdisant la fabrication privée, si la fabrication gouvernementale continue sans restriction ? »

Le plaidoyer de Burton n'était évidemment pas personnel, mais exprimait la politique des États-Unis dont les armements dépendent largement des fabricants privés Il révèle que peu de gouvernements — si même il en existe — désirent réellement ce contrôle international. La plupart des gouvernements croient que la vente libre des armes assurera leur préparation militaire, étant donné, surtout, que la plupart d'entre eux se trouvent dans l'entière dépendance de leur importation. D'un autre côté, les grands pays producteurs d'armes se refusent à nuire à l'industrie sur laquelle ils comptent le plus pour leur « défense nationale ».

Si cette conclusion pouvait paraître erronée, un coup d'œil jeté sur les travaux d'une autre conférence convaincrait de son bien-fondé. Après la Conférence de Genève, Théodore Burton déposa au Congrès des États-Unis une motion proposant un embargo sur tout matériel de guerre, en temps de guerre. La motion visait les armements actuels tels que canons, munitions, fusils, mitrailleuses ou leurs pièces. Elle évitait délibérément le problème du matériel de guerre dit de second ordre tels que souliers des soldats et uniformes. Elle fut déposée le 5 décembre 1927, rapportée par une commission le 30 janvier 1928 et prête à être discutée aussitôt après. Soudain, en mars 1928, la Commission des Affaires Militaires demanda à la Commission des Affaires Étrangères un autre examen de la motion, parce qu'elle « pouvait altérer le programme de préparation » ou « être contraire à la défense nationale ». En conséquence, elle fut à nouveau examinée.

Le Ministre de la Guerre, le Ministre de la Marine, les officiels de la Marine et de l'Armée, un représentant du département chimique et d'autres, convoqués par le Président, comparurent devant la Commission. Ils s'opposèrent tous à la motion pour des raisons de défense nationale. Voici ce qu'ils dirent en substance : « Les États-Unis dépendent, pour la plus grande partie du matériel de guerre, du fabricant privé d'armes. S'il n'est pas permis à ces fabricants de vendre librement à toutes les nations, ils ne seront pas prêts lorsque leur gouvernement aura besoin d'eux en temps de guerre.

Bien plus, si les nations étrangères savent qu'elles ne pourront pas acheter aux fabricants d'armes américains en temps de guerre, elles ne leur achèteront pas en temps de paix. » L'embargo fut représenté comme un procédé très dangereux pouvant aboutir à la guerre. Tous ceux qui représentaient le gouvernement prenaient la défense des fabricants d'armes privés et de leur droit de vendre à toutes nations sans restrictions, « dans l'intérêt de la Défense Nationale ».

Le problème du contrôle international se trouve compliqué encore du fait que la discrimination entre matériel de guerre et matériel de paix est extrêmement difficile. A la séance dont nous venons de parler, par exemple, le représentant du département chimique insista pour que les produits chimiques ne fussent pas considérés comme matériel de guerre. De semblables arguments furent soulevés à propos de tous les métaux, du coton, des avions, des instruments scientifiques et d'une foule d'autres objets. Les Britanniques eurent à traiter ce problème pendant la guerre, lors du blocus de l'Allemagne. Ils finirent par prohiber à peu près tout ce qui pouvait servir en temps de guerre. Le caractère même de la guerre et des armements modernes rend difficile un contrôle international efficace, mais, cependant, on pourrait arriver à un accord quelconque si les gouvernements eux-mêmes ne répugnaient pas à un tel point à se soumettre à un contrôle quel qu'il soit.

Il ne reste donc qu'une seule porte de sortie :

le désarmement. Les diverses conférences du Désarmement n'ont pas été vaines si elles ont ouvert les yeux des forces pacifiques sur le véritable problème qu'il importe d'affronter. Le désarmement n'a pu se faire en raison de la situation politique internationale. En retour, les politiques internationales sont déterminées par notre civilisation tout entière. Notre civilisation a permis et même nourri des forces tendant à la guerre telles que le nationalisme et le chauvinisme, la rivalité économique et la compétition entre capitalismes, l'impérialisme et la colonisation, les conflits politiques et territoriaux, la question des races et le problème de la surpopulation. Le moyen traditionnel d'arriver à départager ces forces rivales a toujours été la violence et la guerre.

Le désarmement est ainsi un problème inhérent à notre civilisation. Il ne trouvera pas sa solution à moins que les forces guerrières essentielles ne soient d'abord écrasées. Le problème du désarmement pose donc avant tout le problème de la construction d'une civilisation nouvelle. Toute tentative de s'occuper du désarmement en soi, sans considération des fins plus profondes qu'il implique, est vouée à la faillite. On peut arriver à certains accords, limités à une courte période de temps, mais le monde ne cessera jamais d'être un camp armé tant que les bases actuelles de notre civilisation n'auront pas été changées.

Cela est également vrai pour l'industrie des armes. Un monde qui admet la guerre et s'attend à la voir éclater ne peut pas se passer d'une

industrie des armes entreprenante et moderne. Toutes les tentatives de s'attaquer au seul problème des fabricants d'armes, par la nationalisation ou par le contrôle international, sont presque infailliblement vouées à la faillite.

L'industrie des armes est un produit naturel de notre civilisation actuelle. Bien plus, elle est un élément essentiel du chaos et de l'anarchie qui caractérisent nos politiques étrangères.

Pour l'éliminer, il faudrait créer un monde qui pourrait se passer des guerres et qui réglerait ses différends et ses disputes par des moyens pacifiques. Et cela implique la révision de toute notre civilisation.

Entre temps, ceux qui s'intéressent à la création d'un monde pacifique ne doivent pas rester oisifs et attendre sans intervenir l'aurore du jour nouveau. Ils se doivent de favoriser tout mouvement en faveur du règlement pacifique des conflits internationaux ; ils peuvent aider à réduire les exorbitants budgets de la guerre et de la marine ; ils peuvent travailler à la limitation partielle des armements et soutenir les traités qui tendent à empêcher la course aux armements ; ils peuvent s'opposer au nationalisme et au chauvinisme partout où ils se montrent : dans la presse, dans les écoles, dans les réunions ; ils peuvent s'efforcer d'apporter de l'ordre dans la chaotique situation tant économique que politique du monde.

Les cieux se couvrent à nouveau de lourds nuages de guerre et les quatre cavaliers de l'Apocalypse s'apprêtent derechef à chevaucher, laissant der-

rière eux la destruction, la souffrance et la mort. Les guerres sont l'œuvre des hommes et la paix, quand elle viendra, sera également l'œuvre des hommes. Nous espérons qu'il n'est pas un seul être intelligent ou civilisé qui ne veuille se soustraire à la provocation à la guerre du fabricant d'armes.

FIN

BIBLIOGRAPHIE

Abad C. H., « The Munitions Industry in World Affairs », *Scribner's*, septembre 1933, pp. 176-181.

Allard Paul, « Le Comité des Forges seul vainqueur de la Guerre » : *Vu*, 4 octobre 1933, pp. 1525 ss.

Allard Paul, « Les Marchands de Canons ont-ils besoin de la Guerre ? » *Les Annales*, 7 avril 1933.

Anonyme, « Arms and Two Men » : *Du Pont Magazine*, vol. 26, n° 5, mai 1922, pp. 5 ss.

Anonyme, *Die wirtschaftlichen Vorbereitungen der Auslandsstaaten für den Zukunftskrieg*. Berlin, Mittler, 1926.

Anonyme, « The Export of War Materials from Britain Decreases » : *China Weekly Review*, 31 décembre 1932, p. 225.

Anonyme, « Germany Mobilizes » : *Living Age*, octobre 1933, pp. 123-131. (Article de *Die Neue Weltbühne*).

Anonyme, *Hinter den Kulissen des französischen Journalismus*. Berlin, Deutsche Rundschau, 1925.

Anonyme, *History of the Manufacture of Armor Plate for the United States Navy*. Philadelphia, American Iron and Stell Association, 1899.

Anonyme, « How the Arms Traffic is Stimulated by Far Eastern Crisis » : *China Weekly Review*, 7 janvier 1933, pp. 258-260.

Anonyme, *I Mercanti di Cannoni*. Milan, Corbaccio 1932.

Anonyme, « L'Oligarchie devant les Patries et les Peuples » : *Documents Politiques*, mai, juin, août, octobre, novembre 1923.

Anonyme, *Remington Arms-Union Metallic Cartridge C°. A New Chapter in an Old Story.* 1912.

Anonyme, *Report of the Committee of the Massachusetts Reform Club Appointed to Collect Testimony in Relation to the Spanish-American War*, 1898-1899.

Anonyme, « The Army and Navy Building at the Paris Exhibition » : *Engineering*, vol. 71, 1901, pp. 325, 360, 397.

Anonyme, *The History of the E. I. Du Pont de Nemours Powder Company.* New-York, Business America, 1912.

Anonyme, « *Worth Knowing* ». *The Story of an Advertisement or The Explosion of a Poisonous Shell.* Vital Issue Booklets n° 7. New-York. 1915.

Baclé M., « Armour Plates at the Paris Exhibition » : *Engineering*, vol. 71, 1901, pp. 66, 99, 131, 397.

Bannerman & Sons, Francis : *War Weapons, Antique and Modern — Cannon, Pistols, Muskets, Rifles, Saddles, Uniforms, Cartridges*, New-York 1933.

Barnard Henry, *Armsmear. The Home, the Arm, and the Armory of Samuel Colt.* New-York, 1866.

Bauer Lothar, « Die Rüstungsindustrie der Welt » : *Wirtschaftskurve.* I. Der Konzern Schneider-Creusot. Vol. II, n° 3, 1932.

Baxter James Phinney, *The Introduction of the Ironclad Warship.* Cambridge, Harvard University Press, 1933.

Beard Charles A., *The Navy-Defense or Portent ?* New-York Harper's. 1932.

Berdrow Wilhelm, *Alfred Krupp*, 2 vol. Berlin, Reimar Hobbing, 1927.

Berdrow Wilhelm, *Krupp. A Great Business Man Seen through his Letters.* New-York, Lincoln MacVeagh, 1930 (Traduit de l'allemand).

Bethlehem Steel C°, *Mobile Artillery Material*, 1916. (Texte anglais et espagnol.)

Bethlehem Steel C°, *A proposed Waste of $ 11.000.000 Build a Government Armor Plant*, 1916.

Bethlehem Stell C°, *Ordnance Material* 1904. (Textes anglais, français et espagnol.)

Bethlehem Steel C°, *Ordnance Material* 1914. (Textes anglais, français et espagnol.)

Bethlehem Steel C° : *The Bethlehem Steel Company Appeals to the People against the Proposal to Expend* $ 11.000.000 *of the People's Money for a Government Armor Plant.* 1916.

Bethlehem Steel C°, *What Congress has Done Concerning a Government Armor Plant and What the People Are Thinking about It.* 1916.

Bogart Ernest L., *Direct Costs of the Présent War.* New-York, Carnegie Endowment for International Peace, 1918.

Brockway A. Fenner, « Munitions Morality » : *Maclean's.* 10 août 1933.

Brockway A. Fenner, *The Bloody Traffic.* London, Gollancz, 1933.

Bywater Hector C., and Ferraby H. C., *Strange Intelligence. Memoirs of Naval Secret Service.* New-York, Richard R. Smith, 1931.

Cadoux Gaston, « Les Magnats de la Ruhr », *Revue Politique et Parlementaire,* vol. 115, 1923, pp. 491-500 : vol. 116, 1923, pp. 82-94.

Colton John, « The Only Woman the Kaiser is Afraid of » : *Every Week,* 3 juillet 1915, p. 15.

Consett M. W. P., *The Triumph of Unarmed Forces* (1914-1918). London, Williams and Norgate, 1923.

Convention for the Control of the Trade in Arms and Ammunition and Protocol Signed at Saint-Germain-en-Laye, 10 septembre 1919 — International Conciliation, n° 164, juillet 1921.

Crowell Benedict and Wilson Robert Forrest, *The Armies of Industry. Our Nation's Manufacture of Munitions for a World in Arms,* 1917-1918. 2 vol. New-Haven, Yale University Press, 1921.

Crowell J. Franklin, *Government War Contracts.* New-York, Oxford University Press. 1923.

Darlington Brooks, « The Course of Empire » : *Du Pont Magazine*, vol. 26 (6-7) 1932, pp. 3 ss.

Darlington Brooks, « The Ketridge Shop and how it Grew » : *Du Pont Magazine*, vol. 26 (8-9), Été 1932, pp. I ss.

Delaisi Francis, « Corruption in Armaments » : *Living Age*, septembre 1931 (Article du *Crapouillot*).

Delaisi Francis, « Le Patriotisme des Plaques Blindées » : *La Paix par le Droit*, 24 (3) 10 févr. 1914, pp. 65-74 ; 10 mars 1914, pp. 129-138 ; 25 mai 1914, pp. 286-296.

Delbrück, Hans, *Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte*. 3 vols. Berlin, Stilke, 1900-1907.

Delbrück, Hans, « Heeresstärken », *Preussische Jahrbücher*, 70 (1) 1892, pp. 133-135.

Drew, George A., *Enemies of Peace. An Exposé of Armament Manufacturers*. Toronto, Association féminine en faveur de la Paix, 1933.

Drew, George A., *Salesmen of Death. The Truth about War Makers*. Toronto, idem, 1933.

Dumas, Samuel, and Vedel-Petersen, K. O., *Losses of Life Caused by War*. Oxford, Clarendon Press, 1923.

Du Pont, Bessie G., *E. I. Du Pont de Nemours and Company. A History, 1802-1902*. New-York, Houghton Mifflin, 1920.

Du Pont, Bessie G., *The Life of Eleuthère Irénée Du Pont from Contemporary Correspondance. Translated from the French*. 12 vols. Newark, Del., University of Delaware Press, 1923-1927.

Du Pont de Nemours and Co., *A History of the Du Pont Company's Relations with the United States Government, 1802-1927*. Wilmington, Del., 1928.

Ehrenberg, R., *Grosse Vermögen*. Jena, Fischer, 1902.

Encyclopaedia Britannica (14 th edition), Articles « Armour Plates », « Bow and Arrow », « Du Pont de Nemours and Company, E. I. », « Research ».

Engelbrecht, H. C., « The Bloody International », *World Tomorrow*, octobre, 1932.

Engelbrecht, H. C., « The Traffic in Death », *World Tomorrow*, oct. 5 1932.
Faure, Paul, *Les Marchands de Canons contre la Paix*. Paris, Librairie Populaire, 1932.
Favre, J. E., *L'Internationale Financière. Les Métaux Sanglants*. Paris, Bibliothèque Financière, 1919.
Fitch, Charles H., *Report on the Manufacture of Fire-arms and Ammunition*. Extra Census Bulletin, 1882.
Fraikin, J. « L'Industrie des Armes à Feu de Liége », *Revue Économique Internationale*, 3 (3) septembre 1929, pp. 471-492.
Friend, Vita and Joseph, « How the Arms Makers Work », *Forum*, novembre 1933, pp. 278-284.
Frobenius, *Alfried Kripp*. Dresden and Leipzig, Reissner, 1898.
Fuchs, Rudolf, *Die Kriegsgewinne der verschiedenen Wirtschaftszweige in den einzelnen Staaten an der Hand statistischer Daten dargestellt*. Zurich, 1918.
Gaudin de Villaine, *Les Briseurs de Blocus. La Haute Banque et la Guerre*. Paris, Pierre Tequi, 1917.
Geering, Traugott, *Handel und Industrie der Schweiz unter dem Einfluss des Weltkrieges*. Basel, B. Schwabe, 1928.
Grattan, C. Hartley, *Why We Fought*. New-York, Vanguard, 1929.
Gunther, John, « Big Profits in Arms Making », Chicago *Daily News*, 3, 4, 5 août 1933.
Habaru, A., « La Conférence du Désarmement Ajournée », *Le Monde*, n° 265, 30 juin 1933.
Habaru, A., « L'Internationale des Gaz », *Le Monde*, n° 266, 8 juillet 1933.
Hasse, Hermann, *Krupp in Essen. Die Bedeutung der deutschen Waffenschmiede*. Series : *Deutsche Kraft*, n° 2, Berlin, 1915.
Hauteclocque, Xavier de, « Zaharoff, Merchant of Death », *Living Age*, mai 1932.
Henri, Ernst, « The Man behind Hitler », *Living Age*, octobre 1933, pp. 117-123.
Hoog, Georges, « Steel against Peace », *Living Age*, no-

vembre 1932, pp. 198-204. (D'un pamphlet du groupe de la *Jeune République* intitulé *L'Acier contre la Paix*).
Hotchkiss Ordnance Company, Ltd., *Descriptive Cataloogue of War Material.* 1893.
Johnson, Clifton, *The Rise of an American Inventor. Hudson Maxim's Story.* New-York, Doubleday Page, 1927.
Katzenstein, L., « Les deux Krupp et leur OEuvre », *Revue Économique Internationale*, mai 1906, pp. 322-346.
Kobayashi, Ushisaburo, *War and Armament Loans of Japan.* New-York, Oxford University Press, 1922.
Kobayashi, Ushisaburo, *War and Armament Taxes of Japan. New-York*, Oxford University Press, 1923.
Krupp Co., *A Century's History of the Krupp Works, 1812-1912.* (Traduit de l'allemand, ni date ni mention d'éditeur.)
Launay, Louis, and Sennac, Jean, *Les Relations Internationales des Industries de Guerre.* Paris, Éditions Républicaines, 1932.
League of Nations, *Armament Year Book.* (Publication annuelle.)
Leage of Nations, *Proceedings of the Conference for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and Implements of War.* (Geneva, du 4 mai au 17 juin.)
Legórburu, Justo de, *Un Problema Nacional. La Industria y la Guerra.* Bilbao, Editorial Vizcaina, 1924.
Lehmann-Russbueldt, Otto, *Die Blutige Internationale der Rüstungsindustrie.* Hamburg-Bergedorf, Fackelreiter Verlag. 1929. (Traduit de l'anglais : *War for Profits.*)
Lehmann-Russbueldt, Otto, *Die Revolution des Friedens.* Berlin, E. Laubsche Verlagsbuchhandlung, 1932.
Lewinsohn, Richard, *Die Umschichtung der europäischen Vermögen.* Berlin, S. Fischer, 1925.
Lewinsohn, Richard, *The Mystery Man of Europe : Sir Basil Zaharoff.* Philadelphia, Lippincott, 1929. (Traduit de l'allemand : *Der Mann im Dunkel.*)

McCullagh, Francis, *Syndicates for War. World Peace Foundation Pamphlets,* Series n° 2, Partie III, juillet 1911.

Maitrot, *La France et les Républiques Sud-Américaines.* Nancy, Berger-Levrault, 1920.

Manning, Frederic, *The Life of Sir William White.* New-York, Dutton 1923.

Masuda, Norimoto, *Military Industries of Japan.* New-York, Oxford University Press, 1922.

Maxim, Hiram S., *My Life.* London, Methuen, 1915.

Mennevée, R., *Sir Basil Zaharoff.* Paris, Documents Politiques, 1928.

Millis, Walter, *The Martial Spirit.* Cambridge, Riverside Press, 1931.

Morvau, Jean, *Le Soldat Impérial,* 2 vol. Paris, 1904.

Mottelay, P. Fleury, *The Life and Work of Sir Hiram Maxim, Knight, Chevalier de la Légion d'Honneur, etc.,* London, John Lane, 1920.

Mueller, Friedrich C. G., *Krupp's Steel Works.* London Heinemann, 1898. (Traduit de l'allemand.)

Myers, Gustavus, *The History of the Great American Fortunes,* 3 vol. Chicago, Kerr, 1908-1910.

Newbold, J. T. Walton, *How Europa Armed for War* London, 1916.

Newbold, J. T. Walton, *The War Trust Exposed.* London, 1916.

Nichols, Alan, *Neutralität und amerikanische Waffenausfuhr.* Berlin, Ebering, 1932.

Nichols, Beverley, *Cry Havoc !* New-York, Doubleday, Doran, 1933.

Niemeyer, Victor, *Alfred Krupp : A Sketch of His Life and Work.* New-York, Prosser and Son, 1888. (Traduit de l'allemand.)

Norton, Charles B. and Valentine, W. J., *Report to the Government of the United States on the Munitions of War Exhibited at the Paris Universal Exhibition 1867.* New-York, Army and Navy Journal, 1868.

Noyes, Alexander D., *The War Period of American Finance, 1908-1925.* New-York, Putnam, 1926.

Ogawa, Gotara, *Expenditures of the Russo-Japanese War.* New-York, Oxford University Press, 1923.

Oman, Charles, *A History of the Art of War in the Middle Ages.* London, Methuen, 1900.

O'Neill, Charles, « Armor Plate Making in the United States », *Cassier's Magazine*, vol. 22, 1902, pp. 567-582.

Ono, Giichi, *Expenditures of the Sino-Japanese War (1894-1895).* New-York, Oxford University Press, 1922.

Ono, Giichi, *War and Armament Expenditures of Japan.* New-York, Oxford University Press, 1922.

Perris, George Herbert, *The War Traders.* London, National Peace Council, 1914.

Pinner, Felix, *Deutsche Wirtschaftsführer.* Charlottenburg, Verlag der Weltbühne, 1924.

Poeschl, Viktor, *Stoff und Kraft im Kriege.* Mannheim, J. Bensheimer, 1916.

Pohl, *Amerikas Waffenausfuhr und Neutralität.* Berlin, 1917.

Poiry-Clement, Jean, *Schneider et le Creusot.* Paris, Conflans, 1924.

Poisson, Charles, *Les Fournisseurs aux Armées sous la Révolution Française : le Directoire des Achats (1792-1793).* Paris, Librairie Margroff, 1932.

Ponsonby, Arthur, *Falschood in War Time.* London, Allen and Unwin, 1928.

Porter, H. F. J., « How Bethlehem became Armament Maker », *Iron Age*, 23 nov. 1922, pp. 1339-1341.

Raphael, Gaston, *Krupp et Thyssen.* Paris, Société d'Editions « Les Belles Lettres », 1925.

Reber, Charles, « L'Affaire de la Skoda ou la Puissance des Ténèbres », *Le Monde*, 1933.

Reber, Charles, « Multiple Puissance de la Vickers », *Le Monde*, n° 256, 29 avril 1933.

Reber, Charles, « Puissance de la Skoda et son Trust », *Le Monde*, n° 255, 22 avril 1933.

R., F., « La Technique Moderne des Armements s'améliore », *Le Monde*, 1933.

Richard, Camille, *Le Comité de Salut Public et les Fa-*

brications de Guerre sous la Terreur. Paris, F. Rieder, 1921.

Richter, Franz, « Alfried Krupp und das Ausland », *Nord und Sued*, 1917, pp. 179-190.

Robertson, H. Murray, *Krupp's and the International Armaments Ring. The Scandal of Modern Civilization.* London, Holden and Hardingham, 1915.

Rusch, Johann Baptist, *Die Blutschuld. Rote Zahlen und Bluttropfenkarte. Von einem alten Schweitzer Industriellen.* Zurich, Gruetliverein, 1918.

Schurz, Carl, *Sale of Arms to French Agents and How They Are Officially Justified.* Discours au Sénat des U. S. A., 31 mai 1872.

Shaw, Albert, « Founder of an American Family », *Review of Reviews*, Avril 1928, pp. 379-382.

Simpson, V. L., « Youthful and Progressive », *Du Pont Magazine*, vol. 27 (7-8) juillet-août 1933, pp. 4 ss. (Story of Western Cartridge Company.)

Simpson, V. L., « The Youngest Ammunition Company », *Du Pont Magazine*, vol. 27 (3), mars 1933, pp. 3 ss. (Histoire de la Federal Cartridge Corporation.)

Snowden, Philip, *Dreadnoughts and Dividends. World* Peace Foundation Pamphlets, vol. I.

Stevens, William S., *The Powder Trust, 1872-1912.* Philadelphia, University of Pennsylvania, 1912. (Voir aussi le sommaire 1912 de *Quarterly Journal of Economics.*)

Stevenson, Charles, « The U. S. is Prepared for Anything, *Liberty*, 5 août 1933.

Stimson, R. H., *The Control of the Manufacture of Armament.* Urbana, 1930.

Stone, William T., « International Traffic in Arms and Ammunition », *Foreign Policy Reports*, vol. 9, n° 12, 16 août 1933.

Streit, C. K., *Where Iron Is, There Is no Fatherland.* New-York, Huebsch, 1920.

Sueter, Murray F., *Airmen or Noaks ?* London, Pitman and Sons, 1928.

Sueter, Murray F., *The Evolution of the Submarine Boat,*

Mine and Torpedo from the Sixteenth Century to the Present Time. Portsmouth, J. Griffin and C°., 1907.
Thompson, Ralph, « Who is Sir Basil Zaharoff ? » *Current History*, novembre 1932, pp. 173-178.
Troimaux, *L'Affaire des Carbures.* Paris, Bibliothèque Financière, 1918.
Turner, John Kenneth, *Shalt It Be Again ?* New-York, Huebsch, 1922.
Tuttle, F. C., « Ammunition by Peters. A story of Progress », *Du Pont Magazine*, vol. 26 (10-11), Fall, 1932, pp. 3 ss.
Union of Democratic Control, *Patriotism, Ltd. An Exposure of the War Machine.* London, 1933.
Union of Democratic Control, *Statistics Showing the Trade in Arms and Ammunition between the Armament Firms of Great Britain and the Far East, August 1931 to January, 1933.* London, 1933.
Union of Democratic Control, *The Secret International. Armament Firms at Work.* London, 1932.
Union of Democratic Control, *The International Industry of War.* London, 1915.
United States, Federal Trade Commission, Document n° 248, 65e Congrès, 2e Session, 1918, *Profiteering.*
United States, House Document n° 1620, 63e Congrès, 3e Session, *Report of the Committee to Investigate the Costs of an Armor Plant for the United States*, 1915.
United States, House, Foreign Affair Committee, 70e Congrès, 1re Session, *Exportation of Arms, Munitions, or Implements of War to Belligerent Nations (March, 1928).* 1929.
United States, House, Foreign Affairs Committee, 72e Congrès, 2e Session, *Exportation of Arms or Munitions of War.* 1933.
United States, House, Foreign Affairs Committee, 73e Congrès, 1re Session, *Exportation of Arms or Munitions of War* (28 mars 1933).
United States, Senate, Naval Affairs Committee, 71e Congrès, 1re Session, *Alleged Activities at the Geneva Conference.*

United States, *War Expenditure, Hearings.* (Graham Committee Reports). Plusieurs volumes.
United States, 71e Congrès, 2e Session, *War Policies Commission Hearings.* 1932.
United States, 72e Congrès, 1re Session, *War Policies Commission Documents.* N° 264 et 271.
Van Gelder, Arthur P. and Schlatter, Hugo, *History of the Explosives Industry in America.* New-York, Columbia University Press, 1927.
Waldman, Seymour, *Death and Profits.* New-York, Brewer, Warren and Putnam, 1932.
Warner, Arthur, *Delaware. The Ward of a Feudal Family.* (In Gruening, E., éd., *These United States.* New-York, Boni and Liveright, 1923.)
Washburn, Mabel T. R., « In the Service of the Republic », *Journal of American History*, vol. 9, 1915, pp. 593-597.
Washburn, Mabel T. R., « The Du Pont Powder Wagon and how it Helped Win Perry's Victory », *Journal of American History*, vol. 9, 1915, pp. 598-621.
Waters, W. H. H., *Secret and Confidential.* New-York, Stokes, 1926.
Webb, Walter Prescott, *The Great Plains.* Boston, Ginn and C°. 1931.
Wells, H. G., *The Work, Wealth and Happiness of Mankind.* Chapitre 12.
White, Freda, *Traffic in Arms.* London, League of Nations Union, 3e édition, 1932.
Zettem, E., *Les Maîtres de la France. Le Comité des Forges et la Classe Ouvrière. Paris, Bureau d'Editions*, 1932.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. — Coup d'œil aux fabricants d'armes. . . 5
— II. — Le commerce des armes en enfance . . 17
— III. — Du Pont, patriote et fabricant de poudre. 24
— IV. — Mousquetaires américains. 38
— V. — La mort au rabais. 53
— VI. — Krupp, le roi des canons 63
— VII. — La mort automatique. — Histoire de la mitrailleuse Maxim. 76
— VIII. — Le super-vendeur de la mort 82
— IX. — Belle-mère du Parlement 94
— X. — Le Seigneur Schneider. 103
— XI. — La veille de la grande guerre : Les marchands d'armes 123
— XII. — La guerre mondiale : La guerre en Europe 140
— XIII. — La guerre mondiale : On entre dans la gloire 161
— XIV. — Plus ça change 180
— XV. — La menace du désarmement. 198
— XVI — Du Konbo à Hotchkiss' 206
— XVII. — *Statu quo* 223
— XVIII. — Perspectives. 251
BIBLIOGRAPHIE 271

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY — 10-1934.